

Jean-Pierre Filiu

Les Arabes,
leur destin
et le nôtre

Histoire
d'une libération

La Découverte

Jean-Pierre Filiu

Les Arabes,
leur destin
et le nôtre

Histoire
d'une libération

La Découverte

Jean-Pierre Filiu

Les Arabes, leur destin et le nôtre

Histoire d'une libération

2015



Présentation

Depuis des décennies, l'actualité offre l'image d'un monde arabe sombrant dans la violence et le fanatisme. Comme si une malédiction frappait ces peuples, de l'interminable conflit israélo-palestinien aux guerres d'Irak et de Syrie, en passant par l'essor du jihadisme international.

Jean-Pierre Filiu remonte à l'expédition de Bonaparte en Égypte, en 1798, pour nous offrir une autre histoire des Arabes. Une histoire intimement liée à la nôtre, celle de l'Occident, de l'Europe, de la France. Une histoire faite d'expéditions militaires et de colonisations brutales, de promesses trahies et de manœuvres diplomatiques, une histoire de soutien à des dictatures féroces ou à des régimes obscurantistes, mais tous riches en pétrole.

Cette « histoire commune » qui a fait le malheur des Arabes ne doit pas faire oublier une autre histoire, largement méconnue : une histoire d'émancipation intellectuelle, celle des « Lumières arabes » du XIX^e siècle, mais aussi une histoire d'ébullition démocratique et de révoltes sociales, souvent écrasées dans le sang. Autant de tentatives pour se libérer du joug occidental et de l'oppression des despotes, afin de pouvoir, enfin, écrire sa propre histoire. Sous la plume de Jean-Pierre Filiu, les convulsions du présent se prêtent alors à une autre lecture, remplie d'espoir : dans la tragédie, un nouveau monde arabe est en train de naître sous nos yeux.

[Pour en savoir plus...](#)

L'auteur

[Jean-Pierre Filiu](#) est professeur en histoire du Moyen-Orient contemporain à Sciences Po (Paris). Ses travaux sur le monde arabo-musulman ont été publiés dans une douzaine de langues.

Collection

Cahiers libres



Copyright

© Éditions La Découverte, Paris, 2015.

ISBN numérique : 978-2-7071-8823-6

ISBN papier : 978-2-7071-8661-4

Composition numérique : Facompo (Lisieux), août 2015.

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

Cet ouvrage a été précédemment publié en 2014 aux Éditions La Découverte.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information par courriel, à partir de notre site www.editionsladecouverte.fr, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Table

Quatre vignettes et un choc fondateur

1. - Les Arabes de la Renaissance (1801-1913). Un très long XIX^e siècle

L'ombre des Ottomans

Égypte conquérante et Algérie conquise

Lumières de Tunis et black-out occidental

Islamistes et nationalistes

2. - La paix de toutes les guerres (1914-1925). Les trois promesses de l'Empire britannique

Le chérif Hussein de La Mecque

La Révolte arabe

Une guerre pour les autres

Une paix sans les Arabes

L'imposition des mandats par la force

Le dernier des califes arabes

3. - Un demi-siècle d'indépendances (1922-1971). Soulèvements, négociations et guerres de libération

La persistance de la Nahda

Manipulations et répressions coloniales

La Ligue arabe et Israël

La décolonisation de l'Afrique du Nord

4. - Vingt ans de coups d'État (1949-1969). Le grand détournement

La fabrique de l'ennemi

L'onde de choc palestinienne

De Bourguiba à Boumediène

La « guerre froide arabe »

5. - D'un désastre à l'autre (1970-1991). La génération des abandons

Les moissons d'Octobre

La malédiction du pétrole

Le basculement de 1979

Bendjedid, Mitterrand et Arafat

La crise du Koweït

6. - Du bon usage de la terreur (1991-2011). L'ère des pompiers pyromanes

L'hécatombe algérienne

Vie et mort du processus de paix

Al-Qaida et Al-Jazira

Guerres globales

Chirac face à Assad, père et fils

7. - Révolution et contre-révolution (2011-2015). Dictateurs et jihadistes, même combat

[Jours de colère](#)

[Le détour libyen](#)

[Le piège yéménite](#)

[L'horreur syrienne](#)

[La voie tunisienne et l'impasse égyptienne](#)

[De Charlie au Bardo](#)

[Sélection bibliographique](#)

[Index](#)

Français et Arabes ont en commun, sur le plan de l'honneur, leur conception de la vaillance, leur franche expression de la vérité, ainsi que d'autres traits de l'exigence morale. L'honneur implique la dignité ; et l'infamie, chez eux, en effet, est peu fréquente. C'est une des qualités ancrées dans le noble caractère des Arabes. Si, de nos jours, elle dépérit et se réduit à néant, c'est qu'ils ont souffert les duretés de l'oppression et les catastrophes du temps, et que leur condition de vie les a contraints à s'humilier et à quémander.

Rifaa Tahtawi

Chroniqueur égyptien de la révolution française de juillet 1830

Lorsqu'un jour le peuple veut vivre
Force est pour le destin de répondre
Force est pour les ténèbres de se dissiper
Force est pour les chaînes de se briser

Aboul Kacem Chebbi, 1933

Du 7 au 9 janvier 2015, dix-sept personnes sont tombées à Paris, sous les coups d'une barbarie qui paraissait d'un autre âge. Ce n'était pourtant qu'un épisode tragique dans la confrontation avec un obscurantisme capable des pires atrocités. Rendre du sens à cette épreuve ne peut que contribuer à en réduire les effets pervers. Retrouver le temps long de l'émancipation rouvre les perspectives de l'espoir et de l'engagement.

Je dédie ce livre à toutes celles et à tous ceux qui, de Mohammed Bouazizi à Shaima Sabbagh, ont péri ces dernières années pour la liberté des Arabes. Leur combat est le nôtre, car nous ne serons jamais vraiment libres s'ils ne le sont pas, eux aussi.

Ce texte n'aurait pu voir le jour sans la confiance que m'a accordée Hugues Jallon et sans la relecture attentive d'Henry Laurens, ainsi que celle de Matthieu Cimino et de Diego Filiu. Qu'ils en soient tous les quatre remerciés.

Un prologue français (1798-1801).

Quatre vignettes et un choc fondateur

Le Panthéon parisien n'abrite pas seulement les « grands hommes » auxquels la patrie exprime ainsi sa reconnaissance. Une fresque d'Henri-Léopold Lévy y met aussi en scène Charlemagne recevant une ambassade d'Haroun al-Rachid, le calife de Bagdad dont le règne, de 786 à 809, représente l'âge d'or de la dynastie abbasside. Le tableau, réalisé en 1881, l'année même où la France impose son protectorat sur la Tunisie, reproduit la fable d'une remise à Charlemagne, par les envoyés du calife, des clefs du Saint-Sépulcre de Jérusalem. La réalité est que les deux plus puissants souverains du temps ont effectivement échangé des ambassades, ainsi qu'étaient alors dénommées les délégations chargées de présents, eux-mêmes gages de relations pacifiques. Mais c'est le patriarche de Jérusalem qui fit porter symboliquement à Charlemagne les clefs du Saint-Sépulcre, à l'occasion du couronnement à Rome, en 800, de l'empereur d'Occident. Haroun al-Rachid a confirmé à Charlemagne, par deux ambassades reçues à Aix-la-Chapelle en 802 et 807, la protection, accordée par son califat, aux Lieux saints de Jérusalem comme aux pèlerins occidentaux.

La deuxième de ces quatre vignettes est la tombe de Louis IX, située dans la banlieue nord de Tunis, où il est mort de maladie en 1270, avant d'être canonisé vingt-sept ans plus tard. Cette tombe, située à l'ombre de l'ancienne basilique de Carthage, est vide : un fastueux mausolée sera élevé pour Saint Louis au sein de la basilique royale de Saint-Denis, tandis que les reliques du monarque seront dispersées dans diverses cours d'Europe. La mort de Saint Louis, au cours du siège inabouti de Tunis, clôt le cycle de près de deux siècles de croisades en terre d'islam. Les chevaliers français y ont brillé, pour le meilleur et pour le pire, notamment à la tête de l'éphémère royaume latin de Jérusalem. Louis IX a lancé une croisade en Égypte, la septième, qui fut mise en déroute en 1250. Capturé par les troupes musulmanes, le souverain français n'est libéré que contre une considérable rançon. Ce désastre ne le dissuade pourtant pas de mener, vingt ans plus tard, la fatale expédition de Tunis, huitième et ultime croisade.

La troisième vignette est plus conforme à l'esprit de la première. En 1536, François I^{er} s'engage dans une alliance avec le sultan ottoman Soliman, dit « le Magnifique ». Les « Capitulations », formalisées plus tardivement, accordent des privilèges consulaires aux diplomates et aux négociants français. Cette véritable alliance de revers contre l'Empire des Habsbourg sera très profitable aux marchands de Marseille, ainsi accueillis dans tous les ports du Levant, mais aussi aux manufacturiers de Lyon, pionniers de l'implantation dans les souks de Syrie. La « fille aînée de l'Église » n'a donc pas craint de s'allier avec le plus grand empire de l'islam. Le royaume de France se justifie auprès des autres puissances chrétiennes en mettant en avant les garanties offertes par ces « Capitulations » aux pèlerins européens en Terre sainte, en

écho de celles déjà transmises par Haroun al-Rachid à Charlemagne. L'association de chrétiens d'Orient aux échanges franco-ottomans entraîne au fil des siècles une extension progressive à ces partenaires locaux des privilèges reconnus pour les expatriés français.

La quatrième et dernière vignette nous conduit à Alep, en 1680, où le chevalier Laurent d'Arvieux est nommé consul de France, un poste qu'il occupe durant cinq ans. Les ambassades itinérantes sont en effet devenues des représentations permanentes et le fringant chevalier, qui se targue d'avoir conseillé Molière pour les « turqueries » du *Bourgeois gentilhomme*, a longtemps négocié pour son propre compte au Levant, avant d'occuper le consulat de France à Alger. Alep est alors le plus grand centre commercial du Moyen-Orient arabe et les Ottomans tiennent d'une main de fer cette cité stratégique d'un point de vue militaire et fiscal. Le consul de France est un témoin privilégié des tensions entre les responsables turcs et la population locale : « Les Turcs ne sont point aimés dans tous ces pays. C'est trop peu dire : on les hait souverainement, on les regarde comme des usurpateurs et comme des tyrans que l'on voudrait voir détruire. Il est certain que si les Princes chrétiens s'unissaient pour les chasser, les Arabes se mettraient de la partie et contribueraient puissamment à cette bonne œuvre¹. »

802, 1270, 1536 et 1680, ces quatre vignettes nous offrent l'image d'une France activement engagée au fil des siècles dans le monde arabe. Les Croisades y apparaissent comme une parenthèse aberrante dans une histoire marquée par la volonté française de promouvoir son statut au Levant moins par les armes que par la négociation avec Bagdad ou Constantinople. Louis XIV, comme ses prédécesseurs, revendique la protection des chrétiens d'Orient. C'est à la faveur des Lumières qu'une poignée de familiers du monde arabe et de sa langue, désignés sous le terme d'« orientalistes », suggèrent de miser, non plus sur les bonnes relations avec la Sublime Porte, mais sur le ressentiment des populations arabes à l'encontre de leurs maîtres turcs.

En 1798, un pari stratégique aussi audacieux est à l'origine de l'expédition d'Égypte. Napoléon Bonaparte embarque en mai à Toulon à la tête d'une armada de quelque 300 navires, chargés de plus de 30 000 combattants ainsi que de 177 savants de toutes disciplines. Car la dimension scientifique de l'aventure est à la mesure de l'ambition universaliste de la Révolution française. Le général français a convaincu le Directoire de lui confier cette « expédition dans le Levant qui menaçait le commerce des Indes² ». À défaut de pouvoir envahir l'Angleterre, l'objectif est de la frapper sur la route de Bombay.

À peine débarqué à Alexandrie, en juillet 1798, Bonaparte essaie de se concilier la population arabe en feignant d'avoir pour seuls ennemis les Mamelouks, ces anciens esclaves convertis à l'islam et affranchis pour assurer la domination ottomane de l'Égypte. La proclamation du général français s'ouvre par l'invocation rituelle d'Allah avant d'affirmer : « Égyptiens, on vous dira que je viens pour détruire votre religion. C'est un mensonge, ne le croyez pas ! Répondez que je viens restituer vos droits, punir vos usurpateurs. Que je respecte, plus que les Mamelouks, Dieu, son prophète Mohammed et le glorieux Coran³. »

Bientôt maître du Caire, Bonaparte multiplie les déclarations islamophiles. Ce qui n'empêche pas la colère populaire de monter jusqu'au soulèvement d'octobre 1798, écrasé dans le sang. Jugeant l'Égypte plus ou moins pacifiée, l'ambitieux général se tourne vers la Palestine où il pénètre en février 1799. Gaza tombe, puis Jaffa. Là encore, l'armée républicaine multiplie les massacres. Bonaparte doit pourtant renoncer à s'emparer du port fortifié d'Acre, après deux mois de siège infructueux.

C'est la fin des rêves du général qui se voyait déjà marchant sur Damas et Alep, voire prenant l'Empire ottoman à revers. La grande révolte du « Tiers État » oriental contre le despotisme de

Constantinople ne s'est pas produite. En revanche, des cercles messianiques du judaïsme d'Europe centrale accréditent, par la publication à Prague d'une fausse lettre de Bonaparte, le mythe d'un engagement français à favoriser l'implantation juive en Palestine.

Le conquérant frustré rentre en Égypte, accompagné de troupes supplétives, notamment palestiniennes, recrutées surtout en Galilée. Il met en déroute l'armée turque débarquée à Aboukir. En août, il participe encore, au Caire, aux cérémonies en l'honneur du prophète Mohammed, sa dernière apparition publique avant son retour en France. Le 18 brumaire (9 novembre 1799), Bonaparte renverse le Directoire et prend le pouvoir à Paris.

L'Égypte est désormais gouvernée par le général Kleber, qui défait une armée ottomane à Héliopolis, puis étouffe un deuxième soulèvement au Caire. Mais Kleber est assassiné en juin 1800 par un Arabe d'Alep, qui a agi seul et sera livré au supplice du pal. Son successeur est le général Menou, converti sous le prénom d'Abdallah (Serviteur de Dieu) et marié à une Égyptienne de haut lignage. Le Conseil arabe qu'il constitue au Caire écrit à Bonaparte que « Français et Égyptiens ne forment plus qu'un seul peuple uni par une amitié étroite et sincère⁴ ».

Les projets d'implantation durable de la France en Égypte sont cependant ruinés par une nouvelle offensive anglo-ottomane, qui contraint Menou à capituler à Alexandrie, en août 1801. Les trois années de l'« expédition d'Égypte » s'achèvent sur l'évacuation de l'intégralité des troupes françaises.

Cet événement-Janus, à la fois agression coloniale et entreprise culturelle, aura un impact profond et durable. Les historiens arabes considèrent en effet que cette « campagne » (*hamla*) marque le début de la Nahda, littéralement la « Renaissance ». Les Arabes vont alors s'attacher à relever le double défi de la domination ottomane et de l'expansion occidentale. Ce vaste mouvement d'émancipation collective et individuelle débute avec la secousse française de 1798-1801.

La dynamique de la Renaissance arabe se développe ensuite au fil du XIX^e siècle, mais est brisée par les grands marchandages postérieurs au premier conflit mondial. Les peuples arabes, qui ne sont sortis de la tutelle ottomane que pour tomber sous le joug colonial, mettront encore de longues décennies avant de conquérir leur indépendance nationale. Cette indépendance ne sera pourtant qu'inaccomplie, du fait de son détournement par des régimes dictatoriaux dont la crise actuelle, de type révolutionnaire, a pu être décrite comme un « printemps arabe ». Deux siècles plus tard, pour les peuples arabes, la Nahda n'a pas épuisé sa promesse de libération.

Notes

- ¹. Laurent D'ARVIEUX, *Mémoires du Chevalier d'Arvieux*, Delespine, Paris, 1735, tome II, p. 291-292.
- ². Cité in Patrice GUENIFFEY, *Bonaparte*, Gallimard, Paris, 2013, p. 346.
- ³. Cité in Henry LAURENS, *L'Expédition d'Égypte*, Seuil, Paris, 1997, p. 108.
- ⁴. *Ibid.*, p. 414.

Les Arabes de la Renaissance (1801-1913). Un très long XIX^e siècle

Invoquer l'existence d'un peuple arabe en 1800 serait tomber dans la classique erreur du « futur antérieur », bien connue des historiens, qui consiste à projeter sur le passé des catégories qui leur sont contemporaines. C'est par la Nahda que les Arabes vont progressivement prendre conscience d'eux-mêmes. Cette Renaissance arabe, équivalent des Lumières européennes, aura trois pôles principaux : l'Égypte par la puissance d'un État modernisateur, la Tunisie par la légitimité d'une construction constitutionnelle, et le Levant par le dynamisme d'une effervescence intellectuelle.

Le terme « Arabe » désigne alors souvent les Bédouins plus ou moins nomades, dont les razzias sont le cauchemar des populations rurales et de l'administration ottomane. On parle des « Maures » en Afrique du Nord ou des « enfants du pays » en Égypte pour distinguer la population locale, très majoritairement musulmane, de l'élite turquisée. Cette population est elle-même fort diverse sur le plan ethnique (les Berbères en Afrique du Nord, les Kurdes, les Turkmènes ou les Arméniens au Levant et les Noirs descendants d'esclaves subsahariens partout dans la région).

Des communautés juives sont implantées au Maghreb et au Machrek, mais il n'y a pratiquement pas de chrétienté autochtone en Afrique du Nord. Les deux grandes Églises d'Orient sont les Coptes d'Égypte et les Grecs orthodoxes, désignés en arabe comme les *Roum*. Entre 1622 et 1742, chacune des Églises orthodoxes d'Orient a connu un schisme catholique, leur patriarche reconnaissant l'autorité du pape sur le modèle bien antérieur de l'Église maronite du Liban. Pour les Grecs catholiques, dits aussi « melkites », ce schisme porte l'affirmation d'une identité arabe face à la hiérarchie cléricale grecque de leur ancienne Église.

La population de ce qui constitue le monde arabe actuel est, au début du XIX^e siècle, de l'ordre de 15 millions de personnes (il faudra attendre les recensements coloniaux pour avoir une vision plus précise de la démographie de l'Afrique du Nord, tandis que les registres ottomans ne comptabilisent que les foyers fiscaux). Par comparaison, la France de la même époque compte une trentaine de millions d'habitants. L'Égypte est déjà le pays arabe le plus peuplé, avec sans doute 4 millions d'habitants, de même que Le Caire est la seule cité à pouvoir, avec quelque 250 000 habitants, se comparer aux plus de 300 000 résidents de Constantinople.

Damas, Alep et Tunis comptent chacune environ 100 000 habitants, pour 65 000 à 70 000 à Bagdad ou Mossoul. En revanche, les quatre villes les plus peuplées de la Palestine ottomane, Acre, Jérusalem, Gaza et Naplouse, atteignent à peine 10 000 habitants chacune. Le taux d'urbanisation du Levant, de l'ordre de 20 à 25 %, reste cependant dans l'ordre de grandeur des moyennes européennes de l'époque, mais il est nettement plus bas en Tunisie (15 %), en Algérie et au Maroc (10 %). Dans le monde rural, la propriété formelle de la terre importe moins que son usage reconnu par la coutume (*urf*) ou que l'accès à l'eau d'irrigation.

L'ombre des Ottomans

À la veille de l'expédition d'Égypte, le monde arabe est, pour sa plus grande part, intégré directement ou indirectement à l'Empire ottoman. Le sultan de Constantinople est reconnu comme le souverain légitime, au nom duquel la prière est prononcée le vendredi, les impôts prélevés et les militaires mobilisés. Depuis le traité de 1774 avec la Russie, le sultan met de plus en plus en avant son titre de calife, afin de continuer à exercer une autorité spirituelle, notamment sur les Tatars de Crimée, alors qu'il a perdu son pouvoir territorial sur ces populations musulmanes.

Le degré de contrôle de la Sublime Porte est variable : elle pèse de tout son poids sur les provinces d'Alep et de Damas, qui gardent l'accès aux Lieux saints de La Mecque et de Médine, ainsi que sur celles de Mossoul, de Bagdad et de Bassora, frontalières de l'Empire perse ; les Mamelouks d'Égypte, représentants officiels de l'autorité du sultan, ont plusieurs fois tenté de détourner à leur profit le pouvoir local ; enfin, les principautés dites « barbaresques », dont l'économie dépend largement de la course en Méditerranée, ont consolidé une autonomie de fait en contrepartie du versement d'un tribut régulier à Constantinople.

En 1705, Hussein Ibn Ali a établi à Tunis une dynastie de beys, un modèle suivi par les pachas de la famille Karamanli à Tripoli en Libye six ans plus tard. À Alger prévaut depuis 1671 un système original où le dey est élu par les *odjaks*, les commandants des milliers de mercenaires turquisés qui tiennent le pays au nom du sultan. La moitié des vingt-quatre deys qui se succèdent alors au cours d'un siècle et demi sont en fait imposés par des soulèvements de ces milices, dans une dynamique structurellement marquée par la violence et l'instabilité.

N'ont véritablement échappé à l'emprise ottomane que le port d'Oran, sous occupation espagnole jusqu'en 1792, et le royaume du Maroc, adossé aux chaînes du Rif et de l'Atlas, tourné vers l'Atlantique pour mieux conserver son indépendance. Les souverains alaouites, descendants du prophète Mohammed, y ont consolidé leur dynastie à partir de 1666 et c'est en leur nom que la prière est prononcée dans le pays.

À l'autre extrémité du monde arabe, deux autres royaumes résistent à la Sublime Porte sunnite du fait de leur caractère schismatique – leurs dynasties régnantes se rattachent en effet à des branches dissidentes du chiisme, le zaydisme et l'ibadisme. Les imams zaydites des hauts plateaux du nord du Yémen sont parvenus en 1636 à repousser les troupes ottomanes, contre lesquelles ils n'ont pas craint de proclamer le jihad. En Oman, la dynastie des Al Bu Said s'impose en 1749 après des guerres d'indépendance contre les Portugais puis contre les Persans.

À la différence des monarchies du Maroc, du Yémen et d'Oman, toutes trois assises sur la légitimité religieuse de leur souverain, l'Arabie centrale voit émerger en 1744 une forme inédite de contestation du régime ottoman. Un « pacte » est conclu entre le prêcheur Mohammed Ibn Abdelwahhab et la famille des Saoud, qui trouve dans l'intolérance agressive de la doctrine « wahhabite » (du nom de son fondateur) la justification de campagnes contre les tribus environnantes. Nul n'aurait alors pu imaginer l'extraordinaire postérité que connaîtra ce foyer wahhabite, enclavé et aride, dans le développement de l'islamisme contemporain.

Les quatre espaces arabes qui se construisent ainsi « hors champ » de la domination ottomane sont à la fois circonscrits et périphériques. Le pouvoir du sultan-calife de Constantinople est en revanche affiché avec faste lors de l'organisation annuelle de caravanes du pèlerinage vers La Mecque à partir de Damas, d'une part, et du Caire, d'autre part (Bonaparte prend soin d'assurer un tel rituel dans une vaine tentative pour enraciner l'occupation française de l'Égypte). Les beys de Tunis et les deys d'Alger envoient chaque année une expédition itinérante, dite *mahalla*, collecter l'impôt au nom du sultan ottoman dans l'arrière-pays, en un geste d'affirmation de leur pouvoir local comme de soumission à la Sublime Porte.

Égypte conquérante et Algérie conquise

La commotion de l'expédition d'Égypte ruine tout espoir de restauration ottomane dans la vallée du Nil. Mohammed Ali (Mehemet Ali dans la graphie turque), général albanais envoyé au Caire par la Sublime Porte, élimine ses rivaux au bout de quelques années de troubles. Gouverneur de l'Égypte en 1805, il fait écraser par son fils Ibrahim en 1818 le fief wahhabite que les Saoud étaient parvenus à se constituer jusque dans La Mecque et Médine. Mais c'est pour mieux asseoir le pouvoir au Caire de sa propre famille, sous le titre de khédive (parfois assimilé à « vice-roi »).

Mohammed Ali mène à marche forcée un programme de modernisation autoritaire qui passe par la réforme de l'armée, la refonte du système foncier, le lancement de grands travaux d'infrastructure et l'institution de monopoles d'État. Très entouré par des conseillers français, officiers convertis à l'islam ou saint-simoniens visionnaires, il engrange d'importants succès dans l'exploitation du coton et, dans une moindre mesure, de la canne à sucre. Son bilan industriel est en revanche plus mitigé.

Le khédive, qui va régner plus de quarante ans sur l'Égypte, se présente volontiers aux Européens comme le continuateur de l'œuvre de « civilisation » entamée par Bonaparte¹. Il envoie en 1826 en France une mission de quarante-quatre boursiers de sa cour, flanqués d'un imam formé à Al-Azhar (la « Sorbonne de l'islam » selon Bonaparte). Cet imam, Rifaa Tahtawi, loin d'être un sourcilieux gardien de l'ordre moral, se plonge avec passion dans la « civilisation » française durant cinq longues années.

L'œuvre qu'il en rapporte, *L'Or de Paris*, publiée en arabe en 1834 et en turc cinq ans plus tard, s'ouvre par un engagement à « exhorter les foyers de l'islam à rechercher les sciences étrangères, les arts et les métiers, car il est établi et notoire que tout cela existe à l'état de

perfection chez les Francs. Or c'est la vérité seule qui doit être suivie. Par Allah, durant mon séjour dans ce pays, à le voir jouir de toutes ces choses tandis que les royaumes de l'islam en sont dépourvus, j'éprouvais un regret perpétuel² ».

L'imam d'Al-Azhar en appelle volontiers aux Arabes plutôt qu'aux musulmans, comme dans l'extrait rapporté en exergue de ce livre. Il souligne que la prise d'Alger par Charles X en 1830 n'a pas épargné au monarque, peu après, le renversement au profit de Louis-Philippe. Témoin direct de la révolution de Juillet, Tahtawi est encore plus impressionné par le procès de l'ancien Premier ministre Polignac, condamné à la seule prison à perpétuité malgré les appels populaires à son exécution. Le chroniqueur y voit une « preuve de la bonne morale qui règle l'État français³ ».

Il est vrai que la France de Louis-Philippe ne ménage pas son soutien à l'Égypte de Mohammed Ali, y compris lorsque son fils Ibrahim se lance à la conquête de la Palestine en 1831, réussissant là où Bonaparte avait échoué : Acre tombe, ouvrant la voie de la Syrie, et, quelques années plus tard, les forces égyptiennes menacent l'Anatolie elle-même. C'en est trop pour l'Angleterre, qui intervient aux côtés de l'Empire ottoman et contraint Ibrahim à évacuer le Levant en 1840.

Cette France qui, dans la lignée de Bonaparte, s'allie au Caire contre Constantinople a en revanche des visées bien moins claires en Algérie. Elle se contente longtemps de n'occuper que la zone littorale (dont Oran, qui ne sera demeurée ottomane que trois décennies), laissant l'intérieur des terres à la coalition rassemblée autour d'Abdelkader, un émir aussi jeune que charismatique. Abdelkader lève l'étendard du jihad contre les « infidèles », en lieu et place de la Sublime Porte qui, après la chute de Constantine en 1837, abandonne les musulmans face à l'invasion. Même si le discours et les mots d'ordre sont islamiques, il s'agit bel et bien d'une lutte de résistance nationale.

À partir de 1839, la France livre une « guerre totale » à l'insurrection algérienne, déployant pour l'écraser jusqu'à 100 000 soldats, un nombre équivalent à celui des colons européens dans le pays. L'escalade dans l'horreur entraîne tous les camps : les tribus ralliées aux Français offrent par dizaines les oreilles coupées de leurs ennemis, tandis qu'Abdelkader liquide physiquement quiconque est accusé d'avoir pactisé avec l'« infidèle » ; des centaines, voire des milliers de civils sont « enfumés » par les Français dans les grottes où ils s'étaient réfugiés.

Abdelkader, brisé, se rend à l'occupant en 1847. La II^e République ne tarde pas à instituer trois départements en « Algérie française ». Les colons français n'en soutiennent que plus activement la République face à Louis Napoléon Bonaparte. Le futur Napoléon III leur garde une rancune tenace, qu'accentue sa sincère admiration pour Abdelkader. En 1852, il fait libérer l'émir, détenu au château d'Amboise, et le laisse s'embarquer pour Constantinople, puis rejoindre Damas. C'est là qu'Abdelkader sauve du lynchage, en 1860, des milliers de chrétiens, ainsi que le consul de France.

Napoléon III se rend peu après en Algérie où il déclare : « Notre premier devoir est de nous occuper du bonheur de trois millions d'Arabes que le sort des armes a fait passer sous notre domination⁴. » L'empereur caresse l'idée d'un « royaume arabe » qui s'étendrait sous protection française d'Alger à Bagdad et qu'il confierait volontiers à Abdelkader. Mais l'émir exilé, désormais concentré sur sa quête mystique, ne donne pas suite.

Après un second séjour en Algérie en 1865, Napoléon III promulgue une loi faisant de l'Algérien musulman un Français régi par la charia. L'accès à la citoyenneté est cependant subordonné pour les musulmans à l'abandon de leur statut personnel spécifique, notamment en

matière de polygamie et de succession. Ces mesures, accompagnées de garanties offertes à la propriété indigène, provoquent l'ire des colons qui célèbrent en 1870, avec la chute du Second Empire, celle du « royaume arabe ».

Deux jours avant que n'éclate la Commune de Paris, en mars 1871, un vaste soulèvement arabe secoue l'Algérie. Durant de longs mois, 100 000 insurgés contrôlent jusqu'à un tiers du pays. La répression est féroce et elle prépare le terrain d'une colonisation de peuplement cette fois systématique, avec refoulement de la population arabe, privée de ses terres et marginalisée dans son propre pays. Cette dépossession massive conduite au nom de la République contribuera largement à retrancher l'Algérie de la dynamique de la Renaissance arabe.

Lumières de Tunis et black-out occidental

Hammouda Pacha, bey de Tunis de 1782 à 1814, peut compter sur le soutien de la Zitouna, l'équivalent local d'Al-Azhar. C'est d'ailleurs la Zitouna qu'il charge de relever le défi lancé en 1810 par l'imam Saoud lorsque, grisé par la prise de La Mecque et de Médine, le chef wahhabite somme par écrit Hammouda de se rallier à son dogme. Là où le souverain tunisien répond par la plume, son homologue égyptien répondra par l'épée, détruisant en 1818, comme nous l'avons vu, le premier État « saoudien ».

Ahmed I^{er}, bey de Tunis de 1837 à 1855, né d'une mère sarde, parle mieux l'italien que le turc. C'est d'ailleurs en arabe qu'il correspond avec la Sublime Porte. Son grand projet est l'académie militaire du Bardo, ouverte dès le début de son règne avec des instructeurs français et italiens. Le souverain tunisien est fastueusement reçu par Louis-Philippe en 1846, année où la Tunisie abolit l'esclavage, deux ans avant la République française.

L'héritage d'Ahmed I^{er} est cependant moindre que celui de ses deux successeurs, Mohammed Bey, au pouvoir jusqu'en 1859, et Sadiq (Sadok) Bey, au règne long de vingt-trois ans. Le « Pacte de paix sociale » (*Ahd al-aman*) de 1857, placé « sous le double signe de la foi et de la raison », met un accent inédit sur la *maslaha*, l'« intérêt » (général), donc le service public. La constitution, adoptée en 1861, est la première du monde arabe et elle devance de seize ans la constitution ottomane (qui sera par ailleurs très rapidement suspendue).

Ce texte fondateur consacre un pouvoir politique distinct de la religion. Il ne spécifie même pas que le chef d'État doit être musulman et l'islam n'est mentionné que pour souligner la conformité de la constitution à ses prescriptions. Alors que l'Empire ottoman vit encore sous le régime de Capitulations à l'interprétation extensive, le dernier article de la constitution tunisienne stipule la pleine compétence des juridictions locales pour les nationaux comme pour les étrangers.

C'est cependant l'instauration dans ce texte de la conscription qui va déclencher en 1864 une jacquerie majeure et la suspension de la constitution, sur fond de crise financière. L'œuvre modernisatrice reprend une dizaine d'années plus tard sous le gouvernement de Kheyreddine Pacha (1873-1877) : réforme des douanes, de la justice et des propriétés islamiques (*waqf/habous*) et ouverture du collège Sadiqi (en l'honneur du souverain), institution laïque destinée à la future élite.

La France et l'Angleterre, dont les rivalités au Levant perdurent depuis l'expédition de Bonaparte, s'affrontent encore pour le canal de Suez, ouvert en 1869 sous l'autorité du Français Ferdinand de Lesseps mais passé sous le contrôle d'une compagnie majoritairement britannique six ans plus tard. Les deux puissances coloniales, tout à leur bras de fer, ne laissent pas la dynamique modernisatrice portée par les dynasties de Tunisie et d'Égypte se développer. En 1881, la France impose son protectorat à la Tunisie. L'année suivante, le Royaume-Uni occupe militairement l'Égypte.

Les beys de Tunis comme les khédives d'Égypte acceptent la domination occidentale, même si elle signe la fin de leur promotion des Lumières arabes, qui étaient librement inspirées de l'Europe sans pour autant lui être inféodées. L'intervention impérialiste est en revanche combattue par une résistance nationaliste, sous la forme d'une insurrection populaire en Tunisie et d'un soulèvement militaire en Égypte, mais ce baroud d'honneur est bientôt brisé par un corps expéditionnaire à la supériorité écrasante en effectifs comme en armements.

Islamistes et nationalistes

Si l'Égypte, « secouée » par l'expédition de Bonaparte, est au cœur d'un projet étatique de modernisation par le haut, si la Tunisie frappe par l'ambition de son processus constitutionnel, le troisième et dernier pôle de la Nahda est le Levant, alors en pleine effervescence culturelle. Force est de constater que l'Algérie, opprimée sous le joug colonial, et le Maroc, retranché dans un « traditionalisme forcé⁵ » pour mieux résister à l'influence étrangère, ne participent que de loin à ce mouvement d'ensemble.

L'imprimerie arabe, implantée dès le XVIII^e siècle à Alep, ne concerne longtemps que les chrétiens d'Orient, pour des tirages très limités et une modeste sélection d'ouvrages, à une époque où paraissent les premiers journaux quotidiens en Europe. Bonaparte prend soin d'amener en Égypte une imprimerie en caractères arabes, et même d'en transporter une lors de la campagne de Palestine, à des fins de propagande. Mohammed Ali fonde en 1822 l'imprimerie de Boulaq, au Caire. Les imprimeries arabes se multiplient au cours du XIX^e siècle, avec la publication d'au moins 10 000 ouvrages, soit plus de titres que durant le millénaire précédent de l'histoire arabe.

Le passage de l'arabe à l'imprimé engage un processus de « laïcisation » d'une langue jusqu'alors confinée au cadre dogmatique de la mosquée ou de l'enseignement islamique. Même si ces textes imprimés demeurent souvent de caractère religieux, leur diffusion sans précédent dans un espace qui ne l'est pas en change le statut. C'est une langue nouvelle qui émerge, plus déliée, accessible à des cercles sensiblement plus vastes, ainsi mis en relation de manière inédite. La diffusion parallèle de journaux, même si leur tirage reste modeste, participe de ce flux de circulation des idées.

Les étudiants qui avaient jusqu'alors pour seul horizon les universités islamiques du Caire, de Damas, de Tunis ou de Fès s'expatrient de plus en plus vers l'Europe, avec une fascination toute méditerranéenne pour Paris. La seconde moitié du XIX^e siècle voit aussi, avec la fin des grandes

épidémies, un doublement de la population arabe, avec une pression migratoire très forte au Levant. C'est une émigration de trop-plein, l'expression d'une vitalité, au contraire de la fuite, à la même époque, des juifs d'Europe orientale devant les pogroms.

Les chrétiens d'Orient, dont la progression démographique est supérieure à celle de leurs voisins musulmans au milieu du XIX^e siècle, dominent cette émigration vers l'Europe et l'Amérique (le terme générique de *Turcos* en Amérique latine et de *Syrians* aux États-Unis désigne cette immigration syro-libano-palestinienne). En revanche, les Chiites sont plus nombreux dans les départs pour l'Afrique subsaharienne *via* Marseille, une première implantation familiale en appelant d'autres.

On voit dès lors émerger une sphère publique d'un genre nouveau, où les intellectuels arabes débattent d'un pays à l'autre, avec en écho une diaspora aussi attentive que passionnée. C'est ainsi que Faris Chidiaq – qui a fui en 1825 le Liban où son frère, converti comme lui au protestantisme, est supplicié par l'Église maronite – s'attelle en 1848 à Londres à une traduction arabe de la Bible. Le bey tunisien Ahmed I^{er} le prend ensuite sous sa protection et l'écrivain se convertit à l'islam, adoptant le prénom de son protecteur. C'est à Beyrouth que le Maronite Boutros Boustani lance en 1860 un journal dont la devise est « L'amour de la patrie est un acte de foi ». Cette célébration de la « patrie » (*watan*) se retrouve chez le Grec orthodoxe Jurji Zaydan, expulsé de l'université protestante de Beyrouth pour y avoir défendu le darwinisme et installé en 1882 au Caire. C'est à Alexandrie que deux frères grecs catholiques, Sami et Bishara Takla, lancent en 1876 le premier journal arabe d'informations, *Al-Ahram (Les Pyramides)*, publié jusqu'à ce jour.

La contribution des chrétiens d'Orient de toutes obédiences est alors essentielle dans l'enrichissement d'un discours nationaliste nourri de solides références historiques, qui va jusqu'à l'exaltation de la figure de Mohammed comme héros arabe, plutôt que comme messenger d'une révélation. Mais les intellectuels musulmans tiennent aussi toute leur place dans ce mouvement, de Jamal Sidqi Zahawi, fils du mufti d'Irak et directeur de l'imprimerie nationale de Bagdad, à Abderrahmane Kawakibi, fondateur en 1877 du premier hebdomadaire arabe d'Alep, suspendu au bout de seize numéros.

Une des arrestations de Kawakibi à Alep suscite même, en 1899, une manifestation de protestation féminine, sans doute la première du genre dans le monde arabo-musulman. Le cheikh insoumis considère que la décadence orientale « est due au despotisme et son seul remède, c'est la liberté. La meilleure forme en est la démocratie constitutionnelle⁶ ». Son engagement en faveur de la séparation du politique et du religieux est catégorique : « Laissez-nous résoudre notre vie profane en neutralisant les religions qui auront leur rôle à jouer dans l'au-delà. Laissez-nous rassembler autour de ces mots : vive la nation, vive la patrie, et que nous vivions libres et dignes⁷. »

Kawakibi est d'autant plus fascinant qu'il incarne une forme de « synthèse » entre ce que l'on appellerait aujourd'hui les « nationalistes » et les « islamistes », deux termes rarement employés au XIX^e siècle, tant les rigidités binaires d'aujourd'hui faisaient peu de sens à l'époque. Kawakibi, exilé au Caire en 1900 du fait de la répression ottomane, y publie *La Mère des cités*, plaidoyer en faveur d'un califat arabe, thème central de la contestation « islamiste » dans le monde arabe contre la Sublime Porte. Kawakibi est aussi l'auteur d'un pamphlet fustigeant le despotisme ottoman, *La Nature de la tyrannie et les luttes contre l'asservissement*, inspiré de la littérature

libérale italienne. Ce combat « nationaliste » contre l'arbitraire ottoman, Kawakibi le mène donc de front avec son militantisme « islamiste » en faveur d'un retour du califat dans le monde arabe, après des siècles d'usurpation par les sultans turcs.

Pourquoi cette synthèse s'opère-t-elle aussi naturellement ? Parce que les intellectuels de la Nahda doivent alors relever le formidable défi de la domination ottomane, d'une part, et de l'expansion occidentale, d'autre part. Les « nationalistes » retournent contre l'Europe le concept d'une nation parlant une langue sur un territoire, mais en l'appliquant aux Arabes. Les « islamistes » considèrent qu'un retour aux sources de l'islam est impératif pour enrayer la décadence entraînée par le califat ottoman. C'est pourquoi ils se désignent alors à la fois comme « réformistes » (*islâhî*) et comme « salafistes », en référence aux deux premières générations des « ancêtres » (*salaf*) de l'islam.

Mohammed Abduh, formé à Al-Azhar comme Tahtawi, est la figure centrale de cet « islamisme » arabe. Exilé d'Égypte après l'occupation britannique de 1882, il s'installe à Paris, puis à Beyrouth. Sa notoriété est telle qu'il est nommé grand mufti d'Égypte en 1899. Son disciple Rachid Rida, né dans le port libanais de Tripoli, va revendiquer son héritage dans la revue cairote *Al-Manar (Le Phare)*, où collabore d'ailleurs Kawakibi. Un autre élève d'Abduh, Lotfi al-Sayyid, approfondit son engagement dans le nationalisme égyptien. Il fonde en 1907 le premier parti politique du pays, le Parti de la nation (*umma*), terme choisi pour sa polysémie car il peut renvoyer à la « nation » arabe comme à la « communauté » des fidèles musulmans. Rida, pour sa part, se rallie en 1912 au Parti de la décentralisation, qui prône un transfert substantiel de compétences aux provinces arabes de l'Empire ottoman.

La prise du pouvoir par les Jeunes-Turcs à Constantinople, en 1908, est initialement bien accueillie par les militants arabes, d'autant qu'elle s'accompagne d'une plus grande liberté de la presse (d'où la publication de seize journaux arabes à Bagdad, douze à Beyrouth et six à Jérusalem). Mais le nationalisme turc de plus en plus affiché des nouveaux dirigeants, les « trois Pachas » (Djemal, Enver et Talaat), entre en conflit avec la sensibilité arabe, d'autant qu'ils paraissent au moins passifs, au mieux complaisants, envers l'immigration juive en Palestine. Le mouvement sioniste, fondé par Theodor Herzl en 1897, est un moment tenté par une implantation en Ouganda. Cette option est rejetée après la mort d'Herzl en 1904, d'où une *alya* (montée) vers la Palestine qui va, en dix années d'immigration soutenue, amener les Juifs à constituer un dixième de la population de cette province ottomane.

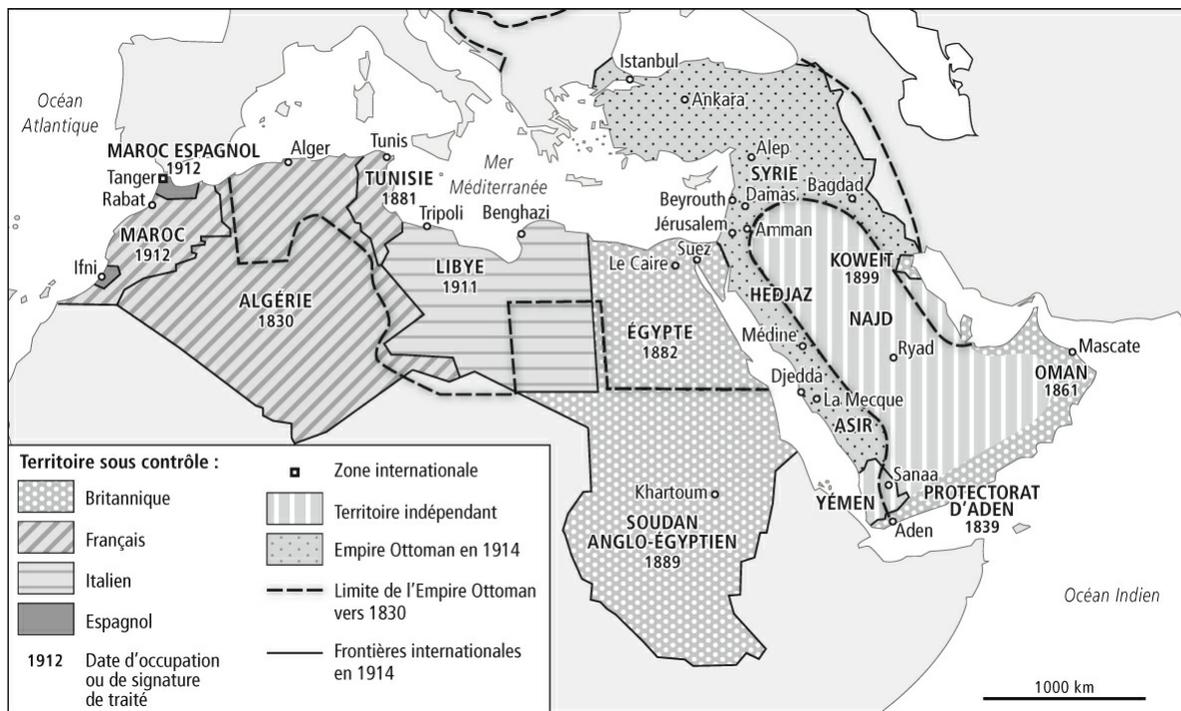
Deux frères chrétiens de Jaffa, les Issa, lancent en 1911 le journal *Palestine* pour dénoncer la menace sioniste et la complicité ottomane. Des sociétés secrètes se créent sur le modèle italien, tel Al-Fatat (La Jeunesse) en 1911, ou Al-Ahd (Le Pacte) en 1913. Ce dernier groupe est structuré autour d'officiers arabes de l'armée ottomane, scandalisés par la perte de la Libye par les Jeunes-Turcs au profit de l'Italie. Un « Congrès arabe » se tient même en juin 1913 à Paris, dans les locaux de la Société de géographie, boulevard Saint-Germain, à l'initiative de nationalistes syriens et égyptiens. Mais ce Congrès a beau se conclure par un vibrant « Vive la patrie arabe ! », il est dénoncé en Palestine pour n'avoir pas soulevé la question sioniste, sous la pression des « hôtes » français.

Le monde arabe du Congrès parisien de 1913 est radicalement différent de celui de l'expédition d'Égypte de 1798-1801. L'Algérie est sous le joug français depuis 1830 et le Maroc vient de passer le double protectorat de la France et de l'Espagne. La Libye est tombée, en

1911, sous la coupe d'une Italie bien décidée à se tailler sa part de l'accaparement colonial. Quant à la Grande-Bretagne, elle a entamé à Aden en 1839 son implantation sur la côte méridionale et orientale de la péninsule Arabique, poursuivie avec méthode d'Oman jusqu'au Koweït.

La Renaissance arabe a été une entreprise multiforme d'émancipation intellectuelle, d'affirmation nationaliste, d'aggiornamento islamique, de développement économique, de rationalisation administrative et d'avancées institutionnelles. Jamais autant d'Arabes n'avaient été en relation avec d'autres Arabes, au sud de la Méditerranée comme dans la diaspora, en vue de façonner une vision des Lumières qui leur soit propre, enracinée dans une langue, une culture et une fierté nationales. Une ambition aussi vaste ne pouvait que déboucher sur des résultats contrastés, souvent frustrants.

CARTE 1 – LE MONDE ARABE EN 1914



Les Arabes de la Nahda ont été meurtris de leur impuissance à endiguer l'expansion coloniale. Les deux dynasties modernisatrices d'Égypte et de Tunisie, affaiblies par des crises financières à répétition et par le refus populaire de la conscription, ont dû se soumettre à Londres et à Paris. La synthèse arabe entre le nationalisme et l'islamisme, galvanisée par la récente poussée sioniste, ambitionne dès lors de réaliser ses aspirations à la faveur du premier conflit mondial. C'est pourtant une nouvelle défaite historique qui attend les Arabes.

Notes du chapitre 1

1. *Ibid.*, p. 471.
2. Rifaa TAHTAWI, *L'Or de Paris*, Sindbad, Paris, 1988, p. 44.
3. *Ibid.*, p. 259.
4. Cité in Ignace DALLE, *La V^e République et le monde arabe*, Fayard, Paris, 2014, p. 27.
5. Daniel RIVET, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Hachette, Paris, 2002, p. 174.
6. Cité in Maher AL-CHARIF et Salam KAWAKIBI (dir.), *Le Courant réformiste musulman et sa réception dans les sociétés arabes*, Institut Français du Proche-Orient (IFPO), Damas, 2003, p. 16.
7. *Ibid.*

La paix de toutes les guerres (1914-1925).

Les trois promesses de l'Empire britannique

La Grande-Bretagne a consolidé sa domination politico-militaire sur l'Égypte, où la France est plus ou moins cantonnée au domaine culturel et à la zone du canal de Suez. Le contrôle de la route des Indes par la Couronne britannique est complété par sa présence active en mer d'Arabie et dans le golfe Persique. La France, puissance hégémonique en Afrique du Nord, a développé tout comme le Royaume-Uni une « politique musulmane » qui fait peu de cas de l'autorité du calife de Constantinople.

L'Allemagne de Guillaume II a, en revanche, multiplié les marques de solidarité avec l'Empire ottoman, contribuant à ses efforts de réformes administratives. Elle a également participé à ses grands projets d'infrastructures, notamment le *Bagdad Bahn*, chemin de fer reliant la ville anatolienne de Konya à la future capitale de l'Irak. En 1898, l'empereur allemand a séjourné un long mois en Turquie, en Palestine et en Syrie, non sans rendre un hommage appuyé à Saladin, le champion de l'islam contre les Croisés, à qui il avait repris Jérusalem en 1187.

Ces relations privilégiées entre Berlin et Constantinople deviennent plus étroites encore avec l'arrivée des Jeunes-Turcs au pouvoir. Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale en août 1914, des orientalistes allemands, très introduits auprès de l'état-major de leur pays, misent sur l'autorité du calife ottoman : selon eux, une proclamation de jihad sèmerait le trouble chez les populations musulmanes et pourrait de ce fait déstabiliser la Grande-Bretagne aux Indes et en Égypte, la France en Afrique du Nord et la Russie dans le Caucase.

Ce « *jihad made in Germany* », ainsi que les historiens anglo-saxons le décrivent avec un brin d'ironie, est proclamé par le calife Mehmed V en novembre 1914. La déclaration est relayée dans tout l'Empire par les imams lors des prêches du vendredi. Les agents de Berlin et de Vienne se chargent de lui assurer la plus large diffusion en arabe, en turc, en perse ou en ourdou. L'appel du calife au jihad anticolonial ne recueille pourtant aucun écho sérieux dans le monde arabe, révélant l'ampleur du fossé qui s'est creusé avec des Ottomans perçus de plus en plus comme des Turcs.

La Grande-Bretagne impose en décembre 1914 son protectorat formel sur l'Égypte. Elle signe par ailleurs un traité d'alliance avec le Koweït, sous son protectorat depuis 1899, dans la perspective d'une offensive en Irak à partir de ce territoire. De son côté, un des trois membres du triumvirat Jeune-Turc, Djemal Pacha, s'installe à Damas à la tête de la « Quatrième Armée », vouée à bouter les Britanniques hors d'Égypte. Mais cette armée est fondamentalement turque, avec la contribution déterminante de conseillers allemands, et Djemal ne peut y enrôler que quelques centaines de supplétifs arabes, essentiellement des Druzes et des Libyens.

Au fond, le mythe ottoman a vécu. Il s'est révélé incapable de rallier, sous la bannière du calife, les peuples musulmans de toutes origines : la Première Guerre mondiale va bel et bien opposer en Orient les Turcs aux Arabes, les uns et les autres ayant chacun choisi un camp adverse dans cette immense conflagration historique.

Le chérif Hussein de La Mecque

Hussein Ibn Ali est un représentant de la lignée des Hachémites, qui tire son nom de Hachem, arrière-grand-père du prophète Mohammed. Cette ascendance lui permet d'arborer le titre de chérif (noble). L'Empire ottoman, gardien des Lieux saints de La Mecque et de Médine depuis 1517, en a confié la gestion aux Hachémites, tout en intervenant régulièrement dans leurs affaires familiales. Le chérif Hussein, marginalisé au profit d'une autre branche des Hachémites, a été ainsi placé en résidence surveillée à Constantinople en 1894. Mais les Jeunes-Turcs, inquiets de la montée de l'agitation bédouine, le nomment en 1908 gouverneur de la province du Hedjaz, avec autorité sur La Mecque, Médine et le port de Djedda.

Le principal défi du chérif Hussein est la volonté expansionniste d'Abdelaziz Ibn Saoud, qui a repris le projet d'établissement d'un État wahhabite, avec plus de succès que ses ancêtres en 1818. Ibn Saoud s'est en effet emparé de la ville de Riyad en 1902, consolidant dans la foulée son contrôle sur la province du Najd, cœur de l'Arabie centrale. Déterminé à brider cette menace, le chérif Hussein mène contre les wahhabites une expédition en 1910. Les résultats en sont mitigés car l'Empire ottoman, englué dans la guerre de Libye, a mesuré très chichement son soutien. Le gouverneur du Hedjaz, à défaut de pouvoir défaire militairement les wahhabites, décide en 1912 de leur interdire durant cinq ans l'accès à La Mecque pour le pèlerinage.

À l'automne 1914, le chérif Hussein esquive les demandes de Djemal Pacha de contribuer à sa Quatrième Armée, qui prépare l'assaut de l'Égypte. En janvier 1915, l'armée ottomane, aux unités parfois commandées par des officiers allemands, s'empare de la péninsule du Sinaï, avant d'échouer à franchir le canal de Suez. Au même moment, un émissaire d'Al-Fatat, une des sociétés clandestines engagées contre l'Empire ottoman, se rend à La Mecque pour tenter de rallier le chérif Hussein à la cause arabe. Le gouverneur hachémite hésite à s'engager mais dépêche son fils Faysal auprès des nationalistes arabes de Damas, sous couvert d'une mission de consultation à Constantinople.

Faysal ben Hussein, qui n'est pas encore la figure historique d'envergure qu'il deviendra à la faveur des luttes d'influence régionales, va ainsi passer de nombreuses semaines à Damas à l'aller et au retour de la capitale ottomane. Il est initié aux rites de la société Al-Fatat, dont il devient pleinement membre, et rencontre les officiers comploteurs d'Al-Ahd. Les nationalistes

confient à Faysal un protocole mandatant son père pour négocier avec la Grande-Bretagne la reconnaissance d'un « État arabe indépendant » dans les provinces arabes de l'Empire ottoman, en contrepartie d'une alliance défensive. Le gouverneur de La Mecque, fort du soutien des nationalistes, mise également sur l'appui des islamistes arabes à sa revendication du califat, qui reviendrait ainsi à un descendant arabe du Prophète.

C'est sur cette base que le chérif Hussein entame en juillet 1915 une correspondance secrète avec Henry McMahon, le haut-commissaire britannique en Égypte. La correspondance Hussein-McMahon se déroule en arabe, ce qui exclut la moindre ambiguïté de traduction. Le 24 octobre 1915, le plénipotentiaire britannique écrit que « la Grande-Bretagne est prête à reconnaître et soutenir l'indépendance des Arabes dans toutes les régions situées dans les frontières proposées par le chérif de La Mecque¹ ».

Un débat s'engage cependant sur le caractère « purement arabe » du littoral syrien (incluant donc le Liban actuel et la future Palestine), que le chérif Hussein juge incontestable. En janvier 1916, McMahon ne soulève plus la question de l'arabité de la côte levantine. Il subordonne en revanche la pleine mise en œuvre des engagements britanniques à l'accord de la France. Hussein, considérant avoir acquis l'essentiel, se prépare pour sa part à lancer une « révolte » arabe contre les forces ottomanes (*thawra*, le terme traduit par « révolte », signifie en fait « révolution »). Le reste de la correspondance Hussein-McMahon traite des conditions pratiques de déclenchement et de conduite d'une telle insurrection arabe.

L'Empire britannique assemble en mars 1916 un « corps expéditionnaire d'Égypte », avec une forte composante australienne et indienne, qui entame la reconquête du Sinaï. Djemal Pacha réagit par une répression brutale de l'agitation arabe, avec la déportation vers l'Anatolie de centaines de familles syriennes et libanaises. Le 6 mai 1916, vingt et une personnalités arabes sont pendues à Damas et à Beyrouth, devenant des « martyrs » emblématiques du nationalisme arabe. Dix-sept sont musulmans, quatre sont chrétiens.

La Révolte arabe

Ces exécutions précipitent la décision du chérif Hussein de se soulever, en juin 1916, contre l'autorité ottomane. La Mecque et Djedda tombent rapidement entre ses mains, tandis que son fils Faysal assiège la garnison turque de Médine. Les insurgés sont au nombre de 30 à 40 000, mais ils n'ont qu'une dizaine de milliers de fusils et sont privés d'artillerie. La Grande-Bretagne et la France dépêchent chacune auprès des révoltés une mission militaire. Le colonel Édouard Brémond, responsable de la mission française, est assisté d'instructeurs marocains et algériens.

Le pèlerinage (*hajj*), qui se déroule en octobre 1916, est l'occasion pour le chérif Hussein de recevoir des délégations venues de tout le monde arabe, avec l'encouragement des Français (pour l'Afrique du Nord) et des Britanniques (pour l'Égypte). Le champion de la Révolte arabe lève même l'interdiction émise en 1912 à l'encontre des pèlerins wahhabites. Il n'a pourtant aucune illusion sur le soutien réel d'Ibn Saoud, qui l'abreuve de bonnes paroles sans jamais contribuer pratiquement à l'insurrection.

En novembre 1916, le chérif Hussein se proclame « roi des pays arabes », conformément à l'esprit et à la lettre de sa correspondance avec McMahon. Mais Paris et Londres ne le

reconnaissent que comme « roi du Hedjaz ». Et pour cause : les deux empires coloniaux ont convenu secrètement d'un partage du Moyen-Orient qui va directement à l'encontre des engagements contractés par le Royaume-Uni envers le chérif Hussein. Ces accords, conclus en mai 1916, sont connus sous le nom de « Sykes-Picot », du nom de leurs deux négociateurs, Mark Sykes et François Georges-Picot. La France s'octroie une autorité directe sur la Cilicie, le Liban et le littoral syrien (« zone bleue »), ainsi qu'une « zone d'influence » allant de Damas et Alep jusqu'à Mossoul. La Grande-Bretagne a pour sa part le contrôle direct des provinces de Bagdad et de Bassora (« zone rouge »), en plus d'une « zone d'influence » allant d'Amman et d'Aqaba jusqu'à Kirkouk.

La Palestine est, dans le cadre des accords Sykes-Picot, considérée comme une « zone brune », car la France a fait valoir ses « droits » de protection des Lieux saints catholiques de Jérusalem, Bethléem et Nazareth. La Russie, informée des tractations entre ses deux alliés, a dès lors mis en avant ses propres « droits » sur les institutions orthodoxes. Le compromis trouvé a été d'internationaliser cette « zone brune ».

Sykes et Georges-Picot, reçus par le roi Hussein à Djedda en mai 1917, lui garantissent son autorité future sur la « Syrie musulmane ». En effet, les Alliés ne veulent en rien compromettre cette Révolte arabe qui a réussi, en les assiégeant, à éliminer, capturer ou neutraliser des dizaines de milliers de militaires turcs. La prise audacieuse d'Aqaba par les insurgés arabes, en juillet, est d'autant plus remarquable que depuis des mois l'armée britannique piétine aux portes de Gaza, fortifiée par les Turcs en véritable verrou de la Palestine.

La Révolte arabe accélère désertions et défections dans les rangs ottomans. Djemal Pacha tente d'enrayer l'hémorragie en proclamant, en novembre 1917, une amnistie inconditionnelle pour tout partisan du chérif Hussein qui se rendrait dans les trente jours. Mais les insurgés arabes continuent leur progression vers le Nord, depuis Aqaba vers Tafila, harcelant la garnison turque de Maan. Sur l'autre rive du Jourdain, les Britanniques, enfin maîtres de Gaza, entrent bientôt à Jérusalem.

Une guerre pour les autres

À mesure que la défaite ottomane paraît s'approcher, la Grande-Bretagne est de moins en moins résolue à tenir ses promesses à l'égard de ses alliés français et arabes. Les accords Sykes-Picot invalidaient déjà les garanties de la correspondance Hussein-McMahon. Afin d'enterrer toute perspective d'internationalisation de la Palestine, Londres va cette fois s'engager auprès du mouvement sioniste, sous la forme d'une lettre signée par Arthur Balfour, le chef de la diplomatie anglaise. Cette « déclaration Balfour » stipule, en novembre 1917, que « le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine² ».

Au moment où cette « déclaration » est rédigée, l'armée britannique piétine encore aux portes de Gaza et n'a donc aucune autorité sur cette Palestine qu'elle attribue généreusement à une tierce partie. Plus grave, la population arabe, qui constitue 90 % de la population palestinienne,

est réduite à un agrégat de « communautés non juives » auxquelles ne sont pas reconnus des droits nationaux, alors même que les États-Unis du président Wilson ont mis à l'ordre du jour le droit des peuples à l'autodétermination.

La déclaration Balfour jette le trouble dans le monde arabe, notamment au Caire. En outre, la révolution bolchevique entraîne la révélation des accords secrets Sykes-Picot par Léon Trotski, ministre révolutionnaire des Affaires étrangères. Le chérif Hussein, stupéfait d'une telle trahison, reçoit en février 1918 des garanties écrites du soutien de Londres à l'« établissement d'un monde arabe où le droit remplacera l'injustice ottomane³ ». On est bien loin des engagements pris deux ans plus tôt en faveur de l'« indépendance des Arabes » par McMahon.

Les Arabes insurgés n'ont pourtant d'autre choix que de poursuivre l'offensive. Leur objectif est Damas, le cœur battant de la Nahda antiturque et la capitale du premier empire arabe, celui des Omeyyades, de 661 à 750. Faysal s'installe en septembre 1918 à Azraq et coupe la voie reliant Amman à Deraa. Une opération combinée entre Arabes et Britanniques peut dès lors balayer les armées turques. Faysal est acclamé à son entrée à Damas, où il précède de peu le commandant en chef britannique.

Les insurgés arabes jouent un rôle majeur dans la prise d'Alep, à la fin d'octobre 1918. Cette ultime défaite brise la résistance ottomane et un armistice est signé à Moudros entre Turcs et Britanniques. La Syrie historique sort exsangue du conflit, où sans doute 300 000 civils ont péri, la famine ayant été aggravée, en 1915, par une catastrophique invasion de sauterelles. Différentes sources estiment la proportion des victimes de la guerre à un dixième de la population syrienne, voire à un tiers de celle du Mont-Liban.

À l'autre bout du monde arabe, 25 000 militaires musulmans de l'« Algérie française » ont été tués durant la Première Guerre mondiale (ces pertes sont comparables à celles des Européens d'Algérie, dont le contingent engagé était du même ordre). Mais les Arabes algériens sont tombés sous le drapeau du colonisateur, alors que les Arabes d'Orient ont cru combattre pour leur libération. Leur chute n'en sera que plus rude.

Une paix sans les Arabes

La Conférence de paix de Paris s'ouvre en janvier 1919 et va durer plus d'un an et demi. Il faut toute la pression de la Grande-Bretagne pour que la France consente à inviter Faysal, et seulement au titre de la délégation du Hedjaz. Les anciennes provinces arabes de l'Empire ottoman sont désormais organisées en « administrations des territoires ennemis occupés » (OETA selon leur acronyme anglais). L'OETA Sud couvre la Palestine sous autorité britannique, l'OETA Nord couvre le Liban, le littoral syrien et la Cilicie sous autorité française, et l'OETA Est, depuis Deraa jusqu'à Alep, est sous l'autorité des partisans de Faysal.

La société secrète Al-Fatat, dont Faysal a rejoint les rangs en 1915, se constitue en Parti arabe de l'Indépendance (*Istiqlâl*). Ce parti organise en juin 1919 des élections dans les trois OETA qui aboutissent à la convocation à Damas d'un Congrès général syrien (sur les quatre-vingt-cinq élus, seize sont empêchés par les Français de rejoindre l'assemblée). Le Congrès appelle Faysal à

prendre la tête d'une « monarchie constitutionnelle fondée sur les principes d'un gouvernement démocratique et largement décentralisé afin d'y garantir les droits des minorités⁴ ». Le rejet de tout démembrement de la Syrie, ainsi que celui de l'implantation sioniste, sont catégoriques.

Pendant que se déroulent ces grandes manœuvres pour la Syrie, l'Égypte entre elle aussi en ébullition. Saad Zaghloul, proche de Mohammed Abduh (la personnalité phare de la Nahda égyptienne), fonde le parti Wafd (littéralement « Délégation »), dont la mission est de plaider la cause de l'indépendance égyptienne à la conférence de Paris. Zaghloul et trois de ses fidèles sont arrêtés par les autorités anglaises en mars 1919, puis déportés à Malte. Ces arrestations, loin de calmer l'Égypte, provoquent un véritable soulèvement populaire.

Près d'un millier d'Égyptiens sont tués dans la répression britannique de cette « révolution » (*thawra*) dont de nombreuses caractéristiques se retrouveront dans la « révolution de Tahrir » en 2011 : choix délibéré de la non-violence face à un ennemi à la puissance de feu écrasante ; combinaison de marches protestataires et de grèves perlées, afin d'épuiser l'appareil de répression ; insistance sur des mots d'ordre nationalistes, et non religieux, avec association symbolique du Croissant et de la Croix contre l'occupant.

L'écrasement brutal de la contestation égyptienne ne dissuade pas la conférence de Paris de confirmer le protectorat de la Grande-Bretagne sur ce pays. Les militants arabes placent dès lors tous leurs espoirs dans la future Société des Nations (SDN), inspirée des principes du président Wilson. Mais le Sénat américain refuse de ratifier le traité fondateur de la SDN : les États-Unis seront donc absents de cette « société » qui leur doit tant, ce qui laisse à Paris et à Londres les mains libres pour réduire à sa plus simple expression le « droit à l'autodétermination » des peuples arabes.

L'imposition des mandats par la force

En janvier 1920, la SDN tient sa première réunion à Londres, avant de transférer son siège à Genève. Deux mois plus tard, le Congrès général syrien proclame à Damas l'indépendance de la Syrie (incluant la Palestine et le Liban, auquel une large autonomie serait accordée), avec Faysal pour souverain constitutionnel. Les puissances coloniales n'en ont cure et elles obtiennent que la conférence internationale, réunie à San Remo en avril 1920, attribue des « mandats » de la SDN à la France (sur la Syrie et le Liban) et à la Grande-Bretagne (sur la Palestine et l'Irak).

Les mandats décidés à San Remo sont de la catégorie A : « Certaines communautés, qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman, ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Le vœu de ces populations doit être d'abord pris en considération pour le choix du mandataire⁵. »

Ce chef-d'œuvre de paternalisme colonial jette de l'huile sur le feu de la Palestine, où des émeutes viennent de secouer Jérusalem. En mai 1920, c'est l'Irak qui bascule dans un soulèvement, d'abord civil puis militaire. Sunnites et Chiites sont unis dans un jihad de libération contre l'occupant britannique. Il faut de nombreux mois et sans doute 10 000 morts arabes pour que les Britanniques parviennent à étouffer cette « révolution » (*thawra*).

Le général Gouraud, haut-commissaire français à Beyrouth, lance le 14 juillet 1920 un ultimatum à Faysal. Les troupes françaises font aussitôt mouvement et écrasent les combattants nationalistes sur la route de Damas. Gouraud prend ses quartiers dans l'ancienne résidence de l'éphémère « roi de Syrie » qui fuit le pays. Cette résidence deviendra, après l'indépendance, celle des ambassadeurs de France à Damas. On prétend que Gouraud, à rebours de l'hommage rendu par Guillaume II en 1898, se serait rendu sur la tombe de Saladin à Damas pour lancer : « Réveille-toi, nous sommes revenus. » Cette citation, fort probablement apocryphe, illustre néanmoins le climat revanchard qui règne dans la France de 1920, où l'Église et le Parlement « bleu horizon » mènent campagne pour les chrétiens d'Orient, et avant tout pour les Maronites du Liban, sans égard particulier pour les autres populations arabes.

C'est dans cet esprit qu'est proclamé en septembre 1920 le « Grand-Liban » sous mandat français. Ses limites vont bien au-delà du Mont-Liban, traditionnellement maronite, pour inclure la plaine de la Bekaa et le Liban-Sud (à majorité chiite), ainsi que Tripoli et son arrière-pays, largement sunnites. L'islamologue Louis Massignon, en mission peu après à Beyrouth, met en garde les autorités françaises contre un tel emballement expansionniste, car « la réalisation de ce rêve, cher aux Maronites, risque », à terme, de les faire « tomber sous le joug d'une majorité musulmane »⁶.

Le mandataire français, loin d'écouter ces sages conseils, s'emploie au contraire à « charcuter » le reste de la Syrie en quatre « États » sans précédent historique : État de Damas, État d'Alep, État des Alaouites (avec Lattaquié pour capitale) et État des Druzes (avec Suweida pour capitale). Alors que les Druzes s'étaient vu reconnaître une forme d'autonomie par les Ottomans, sans jamais accéder à un statut d'« État », les Alaouites réalisent une percée inattendue sur le devant de la scène mandataire. Il est vrai que la France escompte les voir jouer en Syrie le même rôle de relais de l'influence coloniale qu'assument volontiers les Maronites du Liban.

La Grande-Bretagne, pour sa part, récupère Faysal, le roi déchu de Damas, pour le placer en août 1921 sur le trône d'Irak. Cette manœuvre est cautionnée par l'organisation d'un plébiscite à question unique, qui donne 96 % des votes en faveur du couronnement de Faysal. Alors que la résistance anticoloniale associait Sunnites et Chiites, les Britanniques reconstruisent l'État irakien autour des anciens officiers, arabes et sunnites, de l'armée ottomane. L'amalgame, dans cet Irak dominé depuis Bagdad par les Arabes sunnites, des gouvernorats de Bassora (majoritairement chiite) et de Mossoul (largement kurde) est porteur de tensions à la fois régionales et confessionnelles.

Ce découpage colonial est parachevé en 1922 par l'incorporation de la déclaration Balfour dans le mandat britannique sur la Palestine, ce qui entraîne le boycott des institutions mandataires par les notables et la population arabes. Londres exclut cependant de ce mandat l'émirat de Transjordanie, État tampon entre le Jourdain et l'Irak, confié à Abdallah, un des frères de Faysal.

Le dernier des califes arabes

Une séquence aussi heurtée prouve, s'il en était besoin, l'illégitimité des mandats aux yeux de la majorité des populations arabes. Le volet turc des décisions de San Remo est aussi combattu par une résistance acharnée, menée par Mustapha Kemal (qui prendra en 1934 le titre d'Ataturk, « Père des Turcs »). La Turquie y était en effet dépecée entre des territoires cédés à la Grèce, à la France et à la Grande-Bretagne, outre les zones d'influence accordées à Paris, Rome et Londres. En juillet 1923, après d'épouvantables déplacements de population, le Traité de Lausanne fixe les frontières de la Turquie contemporaine. La République turque est proclamée, avec Mustapha Kemal comme premier président. Le sultanat est aboli, mais le sultan déchu demeure formellement calife jusqu'à la suppression de cette institution, en mars 1924, par un vote du Parlement turc.

Le chérif Hussein, modeste « roi du Hedjaz », a donc deux de ses fils installés sur les trônes d'Irak et de Transjordanie. Mais le rêve d'un « royaume arabe », caressé une décennie plus tôt, est bel et bien anéanti. À défaut de pouvoir jouer sur la fibre nationaliste de la Nahda, Hussein croit pouvoir en activer le registre islamiste, en revendiquant le califat en tant que descendant arabe du Prophète. Tel est le sens du congrès islamique qu'il réunit, en juillet 1924, à La Mecque, à l'occasion du pèlerinage du *hajj*. Il transfère le titre de roi du Hedjaz à un autre de ses fils, Ali.

Le patriarche hachémite a cependant sous-estimé la virulence de l'hostilité que nourrit à son endroit son éternel rival Ibn Saoud. Les militants wahhabites se sont bien gardés de se joindre à la Révolte arabe, anticipant dès alors la confrontation, à leurs yeux inéluctable, avec les Hachémites. Ils font mouvement vers le Hedjaz à l'automne 1924, s'emparant de La Mecque (où ils pénètrent les fusils tournés vers le sol), puis de Médine. Ce n'est cependant qu'après un long siège que Djedda tombe entre leurs mains, en décembre 1925.

Le califat arabe de La Mecque n'a donc pas vécu plus longtemps que le royaume arabe de Damas quatre années auparavant. Si le royaume avait été balayé par l'armée française, le califat le fut par les troupes de choc d'Ibn Saoud. Le royaume du Najd et du Hedjaz sera bientôt dénommé Arabie Saoudite, soulignant ainsi l'ambition patrimoniale de la famille régnante, au-delà même du dogme wahhabite. Cette Arabie « Saoudite » est en effet le seul pays du monde dont les ressortissants sont désignés par un qualificatif dérivé du nom de la dynastie régnante (on n'appelle pas les Jordaniens des « Hachémiens », ni les Espagnols des « Bourbonniens »...).

L'Arabie Saoudite tire les plus grands bénéfices du déni européen du droit des peuples arabes à l'autodétermination. Plus d'un siècle de Renaissance arabe, loin d'avoir forgé des liens durables entre les puissances européennes et les Arabes de la Nahda, aboutit au contraire à la consécration d'un État saoudien fondé sur une idéologie anti-Nahda, le wahhabisme. Bien avant la découverte du pétrole, il faut voir dans cet implacable processus une des raisons majeures de l'affaiblissement des Lumières arabes.

Un résultat aussi calamiteux, loin d'être le fruit d'un sombre complot, découle du refus persistant des décideurs français et britanniques de traiter les Arabes sur un pied d'égalité, alors même que les deux empires coloniaux ont sollicité l'alliance des Arabes contre l'ennemi turco-allemand. Il n'y a pas plus de conspiration machiavélique dans la bombe à retardement que constituent les mandats en termes de démographie ou de frontières. Mais l'imposition par des puissances extérieures de la domination des chrétiens au Liban ou des Sunnites en Irak ne peut qu'alimenter les interprétations paranoïaques, qui font florès aujourd'hui.

Ibn Saoud, malgré les profits qu'il engrange de cet aveuglement occidental, s'interrogera bien plus tard, devant un président américain, sur cette volonté de faire payer aux alliés arabes les fautes d'autrui⁷. Pour les Arabes, avoir été traités comme des ennemis par les Européens, auprès de qui ils s'étaient loyalement engagés en amis, laissera un profond sentiment d'injustice. Organiser des élections et promouvoir une constitution n'aura en effet pas suffi aux Arabes pour enrayer la machine infernale des mandats.

Le visiteur actuel de l'Orient arabe ne sera donc pas étonné qu'on lui renvoie « Sykes-Picot » et « Balfour » à la figure, même s'il n'était pas né lors de telles forfaitures. Il ne faut pas y voir une volonté de culpabiliser l'Européen au nom d'une repentance plus ou moins instrumentalisée. Non, il y a bien une incompréhension profonde de la part des Arabes : comment la France et la Grande-Bretagne ont-elles pu adopter une politique moralement aussi discutable, mais surtout stratégiquement aussi hasardeuse ? Un siècle plus tard, nous payons encore, en termes de « retombées » des crises moyen-orientales, le prix de notre décision de soumettre les Arabes plutôt que de nous les associer.

¹. Cité in George ANTONIUS, *The Arab Awakening*, Hamilton, Londres, 1961, p. 170.

². Cité in Henry LAURENS, *Le Retour des exilés*, Robert Laffont, Paris, 1998, p. 216-217.

³. Cité in George ANTONIUS, *The Arab Awakening*, *op. cit.*, p. 432.

⁴. *Ibid.*, p. 440.

⁵. Paragraphe 4 de l'article 22 de la charte de la SDN.

⁶. Rapport de mission en Orient de Louis Massignon, 4 novembre 1920-6 janvier 1921.

⁷. Il s'agit de l'entretien du 14 février 1945 entre Ibn Saoud et Franklin Roosevelt. Voir Jean-Pierre FILIU et David B., *Les Meilleurs Ennemis, Tome I, 1783-1953*, Futuropolis, Paris, 2011, p. 78-79.

Un demi-siècle d'indépendances (1922-1971). Soulèvements, négociations et guerres de libération

Le monde arabe est intégralement passé sous la domination coloniale, à l'issue du premier conflit mondial, à l'exception de l'Arabie bientôt Saoudite et de l'imamat autarcique du Yémen. Il lui faudra un demi-siècle pour accéder très progressivement à cette « indépendance des Arabes » dont le rêve avait pourtant inspiré la Révolte arabe de 1916. Ce cycle de laborieuse émancipation s'ouvre en 1922 avec l'indépendance formelle de l'Égypte, elle-même conséquence de la « révolution » non violente de 1919.

Les puissances impériales ont compris, après ce recul tout relatif, qu'il valait mieux, afin de préserver leur mainmise sur les territoires arabes, y affronter des insurrections armées plutôt que des soulèvements pacifiques. De fait, le rapport de forces demeure écrasant en faveur des armées occidentales, comme le prouve l'étranglement de la « révolution » irakienne de 1920, demeurée sans lendemain – à la différence de la « révolution » égyptienne de 1919.

La seule exception à cette règle d'airain survient en juillet 1921, lorsque le contingent espagnol est mis en déroute dans le Rif marocain. Abdelkrim al-Khattabi, juge berbère formé à Fès et Salamanque, proclame peu après la République confédérée des Tribus du Rif. Le défi est tel qu'il conduit, en septembre 1923, au coup d'État du général Miguel Primo de Rivera, avec suspension de la constitution espagnole. La France, de son côté, dépêche au Maroc le maréchal Philippe Pétain. Abdelkrim en appelle en vain à la solidarité du sultan du Maroc, qui se retranche derrière son « protecteur » français. La République du Rif s'effondre en mai 1926 sous les coups d'une offensive franco-espagnole massive, où s'illustre le jeune général Francisco Franco.

En juillet 1925, la Syrie, pourtant supposée « pacifiée » par le mandat français, entre de nouveau en « révolution » (*thawra*). L'indépendance de la Syrie est proclamée par un Conseil national de la révolution, avec égalité solennellement consacrée entre les citoyens de toutes confessions. La répression, féroce, culmine avec une offensive de plus de 40 000 militaires à Damas, dans sa périphérie de la Ghouta (où une guérilla semi-urbaine s'était implantée) et dans

les régions druzes. Joseph Kessel, présent sur place, commente, accablé : « On voudrait dégoûter les populations de notre mandat, bref, on voudrait perdre la Syrie, que l'on n'agirait pas autrement¹. »

La persistance de la Nahda

La dynamique d'émancipation nationale de la Nahda, la Renaissance arabe, a beau avoir été brisée lors de la Première Guerre mondiale, les tendances lourdes du XIX^e siècle se poursuivent en s'approfondissant : progression de l'instruction en langue arabe dans un espace laïc, c'est-à-dire libéré de l'emprise du religieux, montée en puissance de la production littéraire et imprimée en langue arabe, échanges intenses entre diplômés des différents pays arabes et de la diaspora.

L'Égypte, devenue indépendante en février 1922, se dote bientôt d'une constitution où le roi Fouad reconnaît la souveraineté du peuple, elle-même issue du suffrage universel masculin. Le colonisateur britannique a cependant placé de sérieuses restrictions aux pouvoirs de cette monarchie constitutionnelle, en matière de défense, de communications, de défense des minorités... et de protection des intérêts britanniques, aussi bien au Soudan que dans le canal de Suez.

Le vétéran nationaliste Saad Zaghloul triomphe au nom du Wafd, en janvier 1924, lors des premières élections de l'Égypte indépendante. Il domine la scène politique, comme Premier ministre puis comme président du Parlement, jusqu'à sa mort en août 1927. Mustapha Nahas, qui lui succède à la direction du Wafd, alternera pendant deux décennies les périodes à la tête du gouvernement ou de l'opposition. Le caractère constitutionnel de la monarchie égyptienne entretient une vie politique pluraliste, sur fond de presse relativement libre. Mais les « lignes rouges » fixées par l'occupant britannique s'imposent bon gré mal gré à tous les acteurs du jeu parlementaire. C'est la contestation de cette compromission de l'élite nationaliste qui amène la naissance, en 1928, d'un mouvement de type nouveau : les Frères musulmans.

Son fondateur, Hassan al-Banna, peut, comme Zaghloul avant lui, se réclamer de l'influence de Mohammed Abduh. Il s'inscrit cependant dans la lignée de Rachid Rida qui a durci, dans un sens « salafiste » plutôt que « réformiste », les thèses d'Abduh. Surtout, Banna rejette catégoriquement la devise du Wafd « La religion est pour Dieu et la patrie pour tous » : l'islam a, selon lui, une dimension explicitement politique et c'est la fraternité des fidèles qui fonde le nationalisme authentique. L'accent mis sur la dimension « islamiste » par Banna ne retranche donc rien de son engagement « nationaliste », puisqu'il se prétend au fond plus patriote que le Wafd.

Banna, dont le père est diplômé d'Al-Azhar, n'est pourtant pas un cheikh, mais un instituteur. Affecté à Ismaïliya, siège de la compagnie du canal de Suez, il est témoin au quotidien de la domination occidentale dans l'Égypte « indépendante ». Recruteur inlassable et habile propagandiste, il conserve entre ses seules mains de *murshid* (guide) le contrôle ultime d'une organisation qu'il parvient bientôt à implanter dans tout le pays.

Cette relation intime entre les composantes islamiste et nationaliste de la Nahda se retrouve aussi dans la Tunisie sous protectorat français. En raison de son histoire, on considère souvent que le mouvement indépendantiste tunisien fut un mouvement purement « laïc » et

« moderniste ». On oublie au passage que c'est le cheikh Abdelaziz Thaalbi, formé à l'université islamique de la Zitouna, qui fonde en juin 1920 le Parti libéral constitutionnel, plus connu sous le nom de Destour (Constitution), avec pour mission l'« émancipation du peuple tunisien ».

Thaalbi, auteur du pamphlet *La Tunisie martyre*, en est puni par un an d'emprisonnement et il préfère s'exiler en 1923 pour échapper à de nouvelles poursuites. Il continue, depuis l'étranger, d'assumer la présidence du Destour. Thaalbi approfondit des relations militantes dans l'ensemble du monde arabe, notamment avec le cheikh Abdelhamid Ben Badis, originaire de Constantine. Ben Badis inspire en 1931 l'Association des oulémas algériens, dont la devise est « L'islam est notre religion, l'arabe est notre langue et l'Algérie est notre pays ».

Les nationalistes tunisiens mènent une campagne de longue haleine contre les naturalisations opérées par le protectorat français, considérant qu'elles violent la souveraineté tunisienne. En 1932-1933, cette campagne s'envenime avec la fatwa (l'avis juridique) prononcée par un imam nationaliste de Bizerte, considérant que le choix de la naturalisation est une apostasie contraire à l'islam. L'administration coloniale a beau obtenir une fatwa contraire de la part d'oulémas francophiles, les manifestations se succèdent pour interdire l'enterrement des Tunisiens naturalisés dans les cimetières musulmans.

Un ambitieux avocat nationaliste, Habib Bourguiba, vient à peine d'être élu au sein de la direction du Destour, en mai 1933, quand sa vive opposition à l'enterrement du fils d'un naturalisé dans le cimetière musulman de Monastir (ville natale de Bourguiba) provoque une grave crise interne. Le congrès de mars 1934 voit l'éclatement du parti au profit d'un « Néo-Destour » acquis à Bourguiba. Thaalbi, à son retour en Tunisie en juillet 1937, se heurte à l'hostilité parfois brutale des partisans de Bourguiba, déterminés à jeter le « vieux » Destour dans les poubelles de l'Histoire.

Dans ces grandes manœuvres politiciennes, nationalistes et islamistes jouent donc souvent à fronts renversés : Banna et ses Frères musulmans accusent le Wafd de manquer de patriotisme envers la tutelle britannique ; Bourguiba et son « Néo-Destour » interdisent aux Tunisiens naturalisés l'enterrement dans des cimetières musulmans, établissant ainsi une équivalence entre la nationalité tunisienne et la religion islamique.

Les poètes continuent, quant à eux, d'incarner l'intégrité de la revendication émancipatrice de la Nahda. C'est le cas de l'Égyptien Hafez Ibrahim, qui publie en 1932, juste avant sa mort, *Aux Anglais* (« Nous sommes témoins de l'oppression que vous qualifiez de justice »), ou du Tunisien Aboul Kacem Chebbi, auteur en 1933 de *La Volonté du peuple*, dont les quatre lignes en exergue de cet ouvrage ouvriront un quart de siècle plus tard l'hymne de la Tunisie indépendante.

Manipulations et répressions coloniales

La France octroie en mai 1926 une constitution au Grand-Liban, qui devient ainsi la République du Liban. Son titre V garantit les intérêts de la puissance mandataire. La « proportionnelle communautaire », système complexe en vigueur depuis l'élection en 1922 du premier « Conseil représentatif », combine scrutin démocratique et quotas confessionnels. La constitution a beau souligner le caractère transitoire de cette formule, elle en consacre le principe

dans son article 95 : « Les communautés seront équitablement représentées dans les emplois publics et la composition du ministère. » Une vie parlementaire intense se déroule dans ce cadre constitutionnel, animée par la presse la plus brillante de la région. La France sait n'avoir rien à craindre d'un pluralisme communautarisé, bien moins menaçant pour sa domination qu'une claire affirmation nationaliste.

En Syrie, en revanche, elle s'efforce vainement de « susciter » une constitution confortant sa position hégémonique. La puissance mandataire impose dès lors en 1930 les « statuts organiques » d'un « État de Syrie », dont sont distingués les « gouvernements » des régions alaouite (Lattaquié) et druze (Suweida). Les nationalistes ripostent en hissant à Alep, en 1932, un drapeau à trois étoiles rouges sur fond blanc, encadrées par un bandeau vert supérieur et un bandeau noir inférieur. Deux de ces étoiles symbolisent Damas et Alep, la troisième pouvant, selon le lieu, représenter Deir Ezzor, Lattaquié, Suweida ou toute autre ville que le colonisateur voudrait retrancher de l'unité syrienne.

Que la vie politique soit biaisée par le prisme communautaire comme au Liban ou bridée par l'arbitraire mandataire comme en Syrie, elle n'en demeure pas moins réelle et contradictoire. Dans la future Libye, l'Italie fasciste ne s'encombre en revanche d'aucune des considérations qui limitent, malgré tout, l'action de la France républicaine dans les territoires qu'elle occupe. La colonisation de peuplement de la Tripolitaine devient un acte de foi, tandis que l'accord de 1920 sur l'autonomie de la Cyrénaïque est battu en brèche, contraignant l'émir, Idriss al-Senoussi, à s'exiler dans l'Égypte voisine.

Benito Mussolini vient galvaniser les quelque 20 000 colons italiens à Tripoli en avril 1926. Deux années plus tard, la conquête du golfe de Syrte aggrave l'isolement de la Cyrénaïque, où Omar al-Mukhtar mène la résistance au nom de l'émir Idriss. Rodolfo Graziani lance la phase finale de la « pacification » en 1930, d'abord en occupant la province méridionale du Fezzan, puis en faisant interner dans des camps de concentration la moitié de la population bédouine de Cyrénaïque.

Des dizaines de milliers de civils trouvent la mort dans ces camps, que la propagande fasciste présente comme des centres d'adaptation à la vie sédentaire. Omar al-Mukhtar, privé de sa base populaire, voit l'étau se resserrer autour de lui. Capturé en septembre 1931, il est pendu en place publique à Benghazi. La guérilla libyenne ne lui survit que quelques mois. Il aura cependant fallu deux décennies à l'Italie pour parachever sa conquête du pays. Le coût infligé à la population locale aura été encore plus exorbitant que celui, déjà terrible, de la conquête de l'Algérie par la France au siècle précédent.

L'Allemagne, en revanche, n'a toujours pas d'ambition coloniale. Mais la prise du pouvoir par les nazis, en 1933, entraîne une vague massive d'émigration juive. En trois ans, l'effectif de la communauté juive en Palestine est multiplié par deux, jusqu'à atteindre près de 30 % de la population du territoire sous mandat. Cette pression migratoire sans précédent est la cause directe de la « Révolte arabe » de 1936-1939, ainsi qu'est improprement traduite, une fois de plus, cette nouvelle « révolution » (*thawra*).

Une grève générale est proclamée en avril 1936 par un Haut Comité arabe (HCA), constitué pour l'occasion par les factions palestiniennes enfin réconciliées. Cette grève est sauvagement réprimée par l'occupant britannique, qui multiplie les sanctions collectives. La grève permet en outre au Yichouv, tel que l'« établissement » juif en Palestine est dénommé en hébreu, d'intégrer la nouvelle vague de migrants selon les principes d'une économie juive à vocation d'autosuffisance.

En octobre 1936, un millier d'Arabes sont déjà tombés (pour quatre-vingts Juifs et trente-sept Britanniques) et un bilan aussi lourd ravive les divisions au sein du HCA, qui suspend la grève générale. Mais seule la protestation civile prend ainsi fin, alors qu'une guérilla inédite se développe et adopte pour signe de ralliement le *keffieh*, le foulard traditionnel des paysans palestiniens. La Grande-Bretagne dépêche en renfort 20 000 militaires face à quelque 2 000 insurgés.

La publication par Londres, en juillet 1937, d'un plan de partition de la Palestine entre un État juif et un État arabe relance le soulèvement. La puissance mandataire mobilise des vétérans de la contre-insurrection en Irlande et enrôle des milliers de supplétifs juifs. Le mouvement sioniste est conforté dans ses choix stratégiques, alors que la résistance arabe s'épuise dans des combats locaux, face à un ennemi supérieurement armé et organisé.

Au bout de trois ans de « Révolte arabe », l'élite nationaliste a été liquidée par les exécutions, les emprisonnements ou l'exil. Environ 2 % de la population de la Palestine arabe a été tuée ou blessée. Certes, le Livre blanc, adopté en mai 1939 par Londres, revient sur l'idée de partition, plafonne sévèrement l'immigration juive pour les cinq années suivantes et promet l'indépendance du pays dans les dix ans. La réalité est que les Arabes, en tant que mouvement national, ont probablement déjà perdu la Palestine, et ce avant même la Seconde Guerre mondiale.

La Ligue arabe et Israël

C'est au Caire, en mars 1945, qu'est établie la Ligue des États arabes entre l'Égypte, la Syrie, le Liban, l'Irak, la Transjordanie, l'Arabie Saoudite et le Yémen. Sur les sept membres fondateurs de cette « Ligue arabe », seuls l'Arabie et le Yémen, une fois encore, sont libres de toute sujétion coloniale. Le conflit mondial a encore renforcé le contrôle britannique sur l'Égypte, la Transjordanie et l'Irak. Quant à la France, elle continue d'occuper militairement la Syrie et le Liban, malgré leur indépendance formelle de 1943.

Le 8 mai 1945, le jour même de la capitulation de l'Allemagne, des manifestations nationalistes dégénèrent dans la ville algérienne de Sétif, avant de gagner Guelma, plus à l'ouest. La répression, d'une extrême brutalité, dure deux longues semaines et fait des milliers de victimes algériennes. Le calme est à peine rétabli dans les « départements » français d'Algérie que la Syrie bascule à son tour dans la violence.

L'armée française bombarde, le 29 mai 1945, le Parlement de Damas, ainsi que de nombreux bâtiments publics. Les troubles sont sanglants à Hama, Homs et Alep. Les exactions françaises ne cessent qu'après une vigoureuse intervention de Churchill. Charles De Gaulle lance, furieux, à l'ambassadeur britannique : « Vous avez outragé la France et trahi l'Occident². » Que l'incarnation de la France libre n'ait pas un mot pour les Arabes en dit long sur le fossé qui sépare désormais les élites des deux peuples.

La France peut massacrer à sa guise en Algérie, mais elle est soumise en Syrie au jugement de l'Organisation des Nations unies (ONU), dont la conférence fondatrice à San Francisco se tient

en pleine crise de Damas. Cela ne rendra pas De Gaulle plus indulgent à l'égard du « machin », ainsi qu'il désignera bien plus tard l'ONU. En avril 1946, les dernières troupes françaises évacuent la Syrie, le retrait du Liban étant parachevé en août.

En Palestine, la Grande-Bretagne admet l'échec de son expérience mandataire et demande à l'ONU de trancher l'avenir du territoire. En novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU adopte, par trente-trois voix contre treize (et dix abstentions), un plan qui partage la Palestine entre un État juif et un État arabe, avec internationalisation de la zone de Jérusalem. Les Arabes refusent cette partition soit par principe (comme en 1937), soit parce qu'elle attribue à l'État juif plus de la moitié du territoire (et les meilleures terres).

Le mouvement sioniste endosse le plan, à l'exception des groupes extrémistes Irgoun et Stern. La guerre civile judéo-arabe éclate aussitôt et le Yichouv, invoquant le péril d'un nouvel Holocauste, s'efforce à tout prix d'établir une continuité territoriale entre ses différentes enclaves. Abdallah de Transjordanie négocie secrètement avec les dirigeants sionistes un partage de la Palestine où il s'approprierait les territoires réservés à l'État arabe. En mars-avril 1948, la résistance palestinienne s'effondre, ce qui provoque l'exode de populations entières.

Le 15 mai 1948, la Grande-Bretagne officialise la fin de son mandat sur la Palestine. L'État juif d'Israël a été proclamé la veille, car le 15 mai tombe un jour de *shabbat*. Les armées arabes entrent en action, mais sans coordination d'ensemble. En outre, les objectifs de guerre des contingents transjordanien et égyptien sont incompatibles (un arrangement « à chaud » avec les sionistes pour le premier, une victoire militaire pour le second). L'implication d'unités volontaires, notamment de Frères musulmans, accroît encore la confusion dans le camp arabe.

En janvier 1949, la guerre s'achève sur une éclatante victoire d'Israël, qui s'étend sur 77 % de la Palestine mandataire. La Transjordanie en annexe 22 % (la Cisjordanie et Jérusalem-Est) et, de cette « union des deux rives », naît le royaume hachémite de Jordanie. Seule a échappé à l'expansion des uns et à l'absorption des autres la « bande de Gaza », soit 1 % du territoire de la Palestine originelle, sur lequel se concentre désormais le quart de la population arabe du pays.

C'est la Nakba, littéralement la « Catastrophe », pour les Arabes de Palestine. Eux qui représentaient les deux tiers de la population du territoire en 1948, soit environ 1,3 million de personnes, sont désormais divisés en quatre catégories : 160 000 demeurés en Israël, 80 000 habitants originels de la bande de Gaza, 300 000 résidents « jordaniens » de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie, et au moins 750 000 réfugiés, dispersés entre la bande de Gaza, la Jordanie, la Syrie, le Liban, voire au-delà (ces deux derniers chiffres sont sujets à d'âpres débats).

Les États arabes signent avec Israël des accords d'armistice qui ne valent pas reconnaissance, mais ils refusent aussi d'accorder la moindre représentation indépendante aux Palestiniens. La Ligue arabe, loin de refléter des aspirations sincères à l'unité arabe, est le champ clos des intrigues des régimes pour s'assurer une suprématie relative. Le seul consensus qui en émerge est par défaut, d'où à la fois l'accaparement de la question palestinienne et le *statu quo* par rapport à Israël.

Les Palestiniens disparaissent du devant de la scène d'un conflit dont ils sont pourtant les premières victimes. De peuple qui aspirait à être souverain sur sa terre, ils sont réduits à ne plus être que des réfugiés pris en charge par une structure spécifique de l'ONU, l'UNRWA (Agence des Nations unies pour l'assistance et les travaux). La nationalité « jordannienne » que le royaume

hachémite confère à une partie d'entre eux ne les concilie que partiellement avec cette patrie de substitution. Et ceux qui n'ont pas quitté leur terre natale, désormais absorbée par Israël, y vivent sous administration militaire, en citoyens de seconde zone.

Les Frères musulmans jordaniens soutiennent l'annexion de la Cisjordanie par le roi Abdallah et ils y gagnent des facilités inédites dans le royaume hachémite. En Égypte, en revanche, les Frères musulmans accusent le roi Farouk d'avoir trahi la Palestine, sur fond d'humiliation nationale face à Israël. En décembre 1948, un militant islamiste assassine le Premier ministre et les services de sécurité se vengent peu après en tuant Hassan al-Banna, le fondateur et dirigeant des Frères. Le mouvement islamiste, persécuté, a dorénavant son « martyr ».

La décolonisation de l'Afrique du Nord

Les trois provinces de Libye sont sous occupation alliée à l'issue du second conflit mondial : les Britanniques contrôlent la Tripolitaine et la Cyrénaïque, tandis que les Français administrent le Fezzan, berceau de la 2^e division blindée du maréchal Leclerc. En 1949, Londres reconnaît Idriss al-Senoussi comme émir indépendant de Cyrénaïque. L'ONU supervise un processus qui aboutit, en décembre 1951, à l'union de la Cyrénaïque, de la Tripolitaine et du Fezzan dans le cadre d'un royaume fédéral dirigé par Idriss.

Trois dynasties arabes ont ainsi réussi à façonner, entre 1932 et 1951, un type à chaque fois original de construction étatique : l'expansion patrimoniale de type Saoud, assise sur l'idéologie d'État (et de combat) qu'est le wahhabisme ; l'enracinement hachémite, d'abord sous protection coloniale en Transjordanie, puis par une combinaison de transactions et de conflits avec Israël, ce qui produit la Jordanie moderne ; et, enfin, la légitimité antifasciste des Senoussi en Cyrénaïque, qui leur permet d'associer les deux autres composantes de la Libye indépendante.

La dynastie alaouite – dite aussi « chérifienne » du fait de son noble lignage –, au pouvoir au Maroc depuis le XVII^e siècle, offre un cas de figure encore différent. La distinction est ancienne entre les « deux » Maroc, celui du *Makhzen* (le Pouvoir) et celui du *Sibaa* (la Dissidence). L'ancrage du Rif dans cette terre de la dissidence explique largement la passive complicité du sultan lors de l'écrasement de la République d'Abdelkrim, en 1925-1926, par la soldatesque franco-espagnole.

Le *Makhzen* contemporain n'est pourtant pas le fruit d'un héritage, mais d'une hybridation entre le despotisme traditionnel d'un État faible et l'interventionnisme administratif du protecteur français. Ce *Makhzen* « franco-marocain » va gagner sa légitimité nationaliste dans la crise ouverte par la déposition, en août 1953, du sultan Mohammed, déporté en Corse puis à Madagascar. La « révolution du roi et du peuple », qui secoue le Maroc durant les deux années suivantes, culmine avec le retour triomphal du sultan en décembre 1955.

L'aveuglement colonial de la France a offert à la monarchie marocaine une magnifique occasion de réhabilitation patriotique. Elle sera la seule monarchie à survivre aux indépendances, à la différence des dynasties d'Égypte, de Tunisie ou d'Irak. Mars et avril 1956 marquent la fin officielle des protectorats français et espagnol, ainsi que l'abolition du statut « international » de

Tanger. Le sultan devient peu après le roi Mohammed V, dans une identification efficace entre le Trône, la nation et le peuple. Ce processus est d'autant plus durable que le Maroc n'a été que très superficiellement influencé par la Nahda.

En Tunisie au contraire, pôle majeur de la Renaissance arabe, c'est le Néo-Destour de Habib Bourguiba et de Salah Ben Youssef qui mène la lutte pour l'indépendance, non sans fustiger les compromissions du bey avec le protecteur français. Mais, à l'automne 1955, les deux chefs nationalistes s'affrontent sur la question de l'« autonomie interne », acceptée par Bourguiba et refusée par Ben Youssef, partisan d'une indépendance militante et non négociée.

Les accrochages entre « bourguibiens » et « youssefistes » font en quelques mois bien plus de morts que des années d'agitation antifrançaise. Bourguiba utilise contre ses rivaux les mêmes arguments employés en 1934-1937 contre le « vieux » Destour, les accusant d'être des islamistes réactionnaires ou des panarabes peu attachés à l'identité tunisienne. Les convictions des uns ou des autres importent désormais moins que l'affrontement acharné pour le pouvoir entre les anciens camarades nationalistes.

Bourguiba fait feu de tout bois. Aux élites francophones, il se présente comme le champion d'un modèle de développement à l'euro-péenne. Mais il organise aussi sa célébration comme le « combattant suprême », en arabe le « plus grand des moudjahidines », revendiquant la paternité du jihad d'émancipation de la Tunisie. Ben Youssef est contraint de s'exiler et ses partisans sont neutralisés. En mars 1956, la Tunisie accède à l'indépendance et Bourguiba devient Premier ministre de Liamine Bey.

En Algérie, la lutte de libération que déclenche en novembre 1954 le Front de libération nationale (FLN) est également un jihad, dans la lignée du combat mené de 1832 à 1847 par l'émir Abdelkader. Il s'agit aussi d'une « révolution » (*thawra*) visant à pousser la puissance coloniale dans ses retranchements répressifs, afin de mieux saper le mythe de l'« Algérie française ». En ce sens, les sanctions collectives et la banalisation de la torture par les autorités françaises, loin d'endiguer la résistance nationaliste, font progresser la cause du FLN.

La dynamique de la guerre de libération brise finalement tout espoir de « troisième voie », afin que seule subsiste l'alternative entre la souveraineté algérienne et l'assimilation coloniale. L'escalade militaire, loin de conforter cette seconde option, la vide inéluctablement de son sens et ne laisse ouverte que la voie nationaliste. Ne nous y trompons pas, la France a remporté militairement la guerre d'Algérie, mais c'est cette victoire par les armes qui a signé la fin de l'« Algérie française ».

À cela s'ajoutent les conditions du retour au pouvoir de Charles De Gaulle en mai 1958, par le coup d'Alger qui conduit à la V^e République. Le putsch avorté d'avril 1961 et la montée en puissance de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) illustrent la gravité d'une menace de type fasciste. De Gaulle n'a aucun état d'âme à se débarrasser de l'Algérie pour sauver la France. D'où son désintérêt souverain, après les accords de cessez-le-feu d'Évian en mars 1962, pour les « pieds-noirs » et les harkis laissés derrière lui.

Les gouvernements successifs de l'Algérie indépendante n'ont eu de cesse d'invoquer le « million de martyrs » de la guerre. Cette fable n'a pas plus de substance que celle des « 75 000 fusillés » revendiqués par le Parti communiste français en 1945. De 1954 à 1962, la guerre d'Algérie aurait fait, selon les recherches les plus abouties, de l'ordre de 250 000 victimes algériennes, dont les quatre cinquièmes peuvent être attribuées aux forces françaises et le reste au

FLN, du fait des purges internes et des éliminations de « collaborateurs »³. Environ 2,5 % des Algériens musulmans ont été tués au cours du conflit, une proportion cinq fois plus élevée que celle des Français d'Algérie⁴.

La très grande majorité de ces Français d'Algérie quittent le pays en 1961-1962, le reste suivant progressivement jusqu'en 1965. Le phénomène, sans être aussi massif, est sensible en Tunisie et au Maroc. Par ailleurs, la décolonisation de l'Afrique du Nord accentue, avec la création de l'État d'Israël, la vulnérabilité des communautés juives du monde arabe. Le transfert des juifs du Yémen vers Israël est organisé dès 1949-1950. Ce sont l'Irak et l'Égypte qui se vident ensuite de leur population juive, avant que ne vienne le tour de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc.

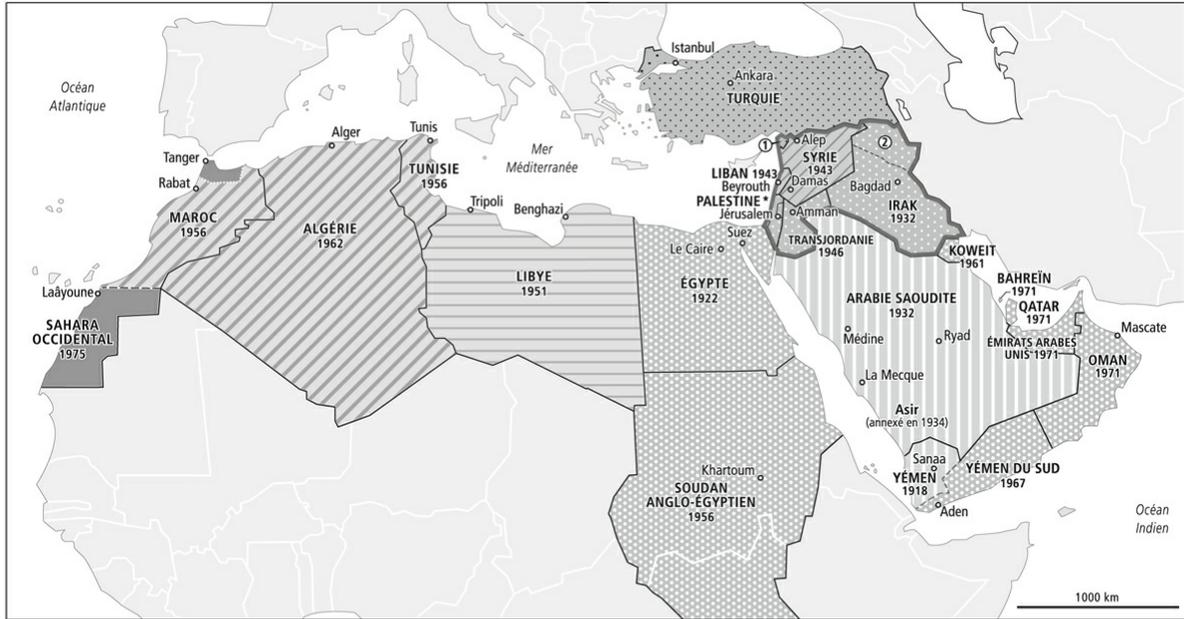
Le monde arabe qui accède enfin à l'indépendance est donc sensiblement moins divers qu'un siècle plus tôt. La population européenne, même si elle avait fait souche au Maghreb, choisit largement de partir avec le colonisateur français. Les minorités grecques et arméniennes d'Égypte ont payé au prix fort les conflits entre Le Caire et Londres. Quant à l'univers sépharade, son enracinement multiséculaire ne le prémunit pas des retombées du conflit israélo-arabe et des luttes de libération. L'indépendance des États, au-delà des épreuves liées à sa conquête, s'accompagne donc d'une perte de substance des sociétés arabes, plus homogènes, moins sensibles à la différence.

La guerre d'Algérie représente la plus épouvantable des séquences de ce demi-siècle d'indépendances arabes. Après la fin des cent trente-deux ans de l'« Algérie française », les autres accessions arabes à la souveraineté relèvent plus de l'expiration d'un bail colonial que d'une campagne de libération. Elles s'inscrivent d'ailleurs dans le dessein revendiqué par Londres de mettre progressivement fin à sa présence « à l'est de Suez ».

En juin 1961, le Koweït devient ainsi indépendant et est admis à la Ligue arabe contre l'avis de l'Irak, qui conteste la pleine souveraineté de l'émirat. Des troupes arabes se substituent aux forces britanniques sur le sol koweïtien, afin de dissuader Bagdad de toute intervention. Deux ans plus tard, l'Irak accepte enfin de lever son hypothèque, entraînant l'expiration du veto de l'URSS à l'admission du Koweït à l'ONU.

La Grande-Bretagne se retire en novembre 1967 des deux entités sud-yéménites dénommées Fédération d'Arabie du Sud (autour du port d'Aden) et Protectorat d'Arabie du Sud (correspondant plus ou moins à la province du Hadramaout). Un Front de libération nationale regroupe l'ensemble de ces territoires dans une république à vocation progressiste, qui passe en décembre 1970 dans l'orbite soviétique comme République démocratique et populaire du Yémen (RDPY). Quelques mois plus tard, le Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis et Oman, enfin émancipés de la tutelle britannique, accèdent à l'ONU comme États souverains.

Il est pourtant une terre arabe, la Palestine, qui se languit de son indépendance. Au sein même de la Ligue arabe, elle n'est représentée que par une « organisation de libération ». La « question » palestinienne est aussi une « cause », le même mot de *qadhiyya* désignant en arabe ces deux notions françaises. La persistance de cette « question » rappelle cruellement l'impuissance des nouveaux États arabes à s'imposer face à un État d'Israël à peine moins ancien qu'eux. Érigée en « cause » centrale des Arabes, la Palestine va servir de prétexte au grand détournement de leurs indépendances par des cliques dictatoriales.



Mandats votés par la Société des Nations (SDN)

1920 : Liban, Syrie, Irak ; 1922 : Palestine (dont la Grande-Bretagne retranche la Transjordanie)

Puissances mandataires

France

Grande-Bretagne

Protectorats ou colonies françaises

Possessions ou protectorats britanniques

① Sandjak d'Alexandrette, créé en 1924 et cédé à la Turquie en 1939

② La Société des Nations reconnaît le transfert du vilayet de Mossoul à l'Irak en 1925

Possessions italiennes

Protectorats ou colonies espagnoles

Royaumes indépendants d'Arabie et du Yémen

Territoire turc après le traité de Lausanne en 1923

1956 Date d'indépendance (ou du départ des Espagnols au Sahara occidental)

Frontières internationales actuelles

PALESTINE* : Fondation d'Israël en 1948, annexion de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie par la Transjordanie et administration de Gaza par l'Égypte de 1948 à 1967, occupation de ces territoires par Israël depuis 1967.

Notes du chapitre 3

1. Joseph KESSEL, *En Syrie*, Kra, Paris, 1927, p. 94.
2. Charles DE GAULLE, *Le Salut (1944-46)*, Plon, Paris, p. 194.
3. Guy PERVILLE, « La Guerre d'Algérie : combien de morts ? », in Mohammed HARBI et Benjamin STORA (dir.), *La Guerre d'Algérie*, Pluriel, Paris, 2004, p. 713.
4. *Ibid.*, p. 715.

Vingt ans de coups d'État (1949-1969). Le grand détournement

Les Arabes ont mené dans l'Égypte de 1919 une impressionnante campagne de désobéissance civile, longtemps avant que Gandhi ne popularise cette forme de mobilisation face à l'Empire britannique. Les mêmes Arabes ont connu, sous des formes différentes au Caire, à Beyrouth ou à Damas, des décennies de vie parlementaire, de pluralisme partisan et de presse dynamique. L'invocation d'un passé pourtant si proche provoque aujourd'hui l'incrédulité, tant l'image du monde arabe est associée à la violence et à l'arbitraire.

Comment expliquer ce terrible basculement et ce déni d'Histoire ? Il faut bien sûr revenir sur la militarisation et la radicalisation, sous contrainte, de la lutte anticoloniale. Mais c'est la tragédie palestinienne qui précipite le renversement des élites indépendantistes au profit de militaires ambitieux, souvent patriotes, toujours impitoyables. En outre, la véritable « guerre froide » qui polarise le monde arabe entre l'Égypte nassérienne et l'Arabie Saoudite va briser la synthèse entre nationalisme et islamisme qui était au cœur de la Renaissance arabe.

La violence infligée aux Arabes par ce grand détournement est mal comprise des observateurs contemporains, car l'heure est alors aux grands récits tiers-mondistes. L'infâme assimilation de Nasser à Hitler ou le racisme déchaîné par la guerre d'Algérie font que de nombreux intellectuels pourtant « progressistes » se croient obligés de justifier l'injustifiable pour ne pas aggraver le procès fait aux Arabes. C'est pourquoi il faut démêler l'écheveau des complots et des putschs afin de rendre justice aux militants arabes des libertés, les véritables oubliés de l'Histoire.

La fabrique de l'ennemi

Les puissances coloniales, ébranlées par le succès relatif de la « révolution » pacifique d'Égypte en 1919, sont déterminées à ne plus se retrouver confrontées à un tel défi. L'arrogance impériale ne laisse dès lors aux contestataires qu'une voie bien étroite, entre la soumission et la rébellion. Les occupants ne sont pas dissuadés par le risque de soulèvements violents, bien au contraire : ils parviennent finalement à les écraser, en Irak en 1920, en Syrie en 1926, en Libye en 1931 et en Palestine en 1939.

Ce passage imposé à la confrontation armée n'a pas seulement eu un coût terrible pour les populations arabes, il a aussi profondément affecté leur dynamique politique. Une mobilisation citoyenne, sur le modèle de celle qu'a connue l'Égypte en 1919, facilitait l'émergence de coalitions pluralistes, fondées sur l'adhésion volontaire, voire l'engagement critique. En revanche, les insurrections nationalistes favorisent des structures hiérarchisées, de type pyramidal et coercitif, calquées sur le modèle des chaînes de commandement militaires.

L'Histoire le montre amplement, toute lutte armée de libération comporte une dimension de guerre civile, et les Arabes ne font pas exception : la puissance coloniale enrôle en effet à son service des forces supplétives, recrutées localement, que la résistance se doit de neutraliser ; plus largement, la minorité combattante s'emploie à construire un rapport de forces dans la société dominée, ce qui passe par l'élimination violente des « collaborateurs » et des « informateurs », avec tous les excès liés à de telles campagnes de liquidation.

En outre, la contestation des élites traditionnelles, accusées de compromission avec l'occupant, entraîne l'émergence de formations « modernes », que la redoutable efficacité du modèle léniniste a inspirées dans sa combinaison entre un chef charismatique, un parti discipliné et des « organisations de masse » faussement démocratiques. De telles structures se retrouvent, à des degrés divers, en Égypte chez les Frères musulmans en 1928, en Tunisie au sein du Néo-Destour en 1934, ou en Syrie avec le parti Baas (Résurgence), chantre d'un « socialisme arabe » aux contours bien flous, en 1947.

Ces avant-gardes autoproclamées s'inscrivent en rupture avec la pratique parlementaire et la logique pluraliste des élites, stigmatisées comme « corrompues ». Qu'elles soient « islamistes » ou « nationalistes », ces minorités agissantes reprennent à leur compte le procès instruit par l'URSS à l'encontre des libertés « bourgeoises » célébrées en Occident. Le fait que les puissances coloniales se réclament de ce « monde libre » accentue le discrédit des valeurs politiques qui leur sont associées.

Ces partis « modernes » ont beau participer aux élections, ils développent des branches paramilitaires, organisées clandestinement dans une perspective putschiste. La surenchère entre « islamistes » et « nationalistes », puis entre les différentes tendances du camp nationaliste, est bientôt la principale menace qui pèse sur les fragiles États nés des indépendances. En outre, ces minorités agissantes vont instrumentaliser le scandale de la dépossession palestinienne pour promouvoir leur propre programme politique.

L'onde de choc palestinienne

Les États fondateurs de la Ligue arabe ont, à l'exception du Yémen autarcique, participé à la première guerre contre Israël en 1948-1949, et ont essuyé une cuisante défaite. L'Irak et l'Arabie Saoudite ne sont pas concernés par les accords d'armistice signés avec Israël par les quatre États limitrophes, qui installent la région dans une situation de ni-guerre ni-paix, structurellement instable. Il s'agit d'un provisoire à l'horizon indéfini, dans l'attente d'un hypothétique règlement de la question des réfugiés palestiniens, fondé sur leur « droit au retour », posé par les Arabes comme une condition impérative à la reconnaissance d'Israël.

Chaque partie se prévaut en effet d'une résolution à valeur équivalente, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies à un an d'intervalle. La résolution 181 de novembre 1947 partage la Palestine entre un État juif et un État arabe ; Israël en fait le fondement de sa légitimité et fustige, dans le refus arabe, l'absence de volonté de paix. La résolution 194, adoptée un an plus tard dans la même enceinte, « décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer¹ ».

Les États arabes se sont placés dans une position intenable : ils demandent désormais de l'ONU l'application du plan de partage qu'ils avaient rejeté lors de son adoption. Leur exigence d'une mise en œuvre du « droit au retour » des réfugiés palestiniens, tel que prescrit dans la résolution 194, souffre de l'absence de toute représentation palestinienne autonome, elle-même résultat d'un consensus arabe par défaut destiné à préserver les intérêts de chacun des États dans sa relation spécifique avec Israël. La Jordanie, engagée dans des tractations secrètes avec Israël, et le Liban, toujours activement protégé par la France sur sa frontière sud, s'installent dans cet entre-deux de la guerre et de la paix.

La Syrie et l'Égypte sont autrement plus vulnérables. En mars 1949, le chef d'état-major syrien, Hosni Zaïm, renverse le président de la République. Le coup d'État a beau se dérouler sans effusion de sang, c'est la première fois qu'une armée arabe sort de sa neutralité formelle pour s'emparer directement du pouvoir – les précédentes interventions des militaires irakiens n'avaient jamais remis en cause la monarchie constitutionnelle à Bagdad. Ce putsch est suivi en l'espace de quelques mois par deux autres coups d'État à Damas, cette fois plus sanglants. Le général Adib Chichakli, nouveau maître de la Syrie, ménage initialement les formes institutionnelles, avant d'instaurer une authentique dictature militaire en novembre 1951, avec interdiction rapide de l'ensemble des partis politiques.

En Égypte, quelques dizaines d'« Officiers libres », traumatisés par l'humiliation de la guerre de Palestine, complotent contre le régime du roi Farouk. Gamal Abdel Nasser, ancien membre des Frères musulmans, est un des piliers du groupe, mais il laisse à son camarade Anouar Sadate le soin de négocier clandestinement le ralliement des partisans du « martyr » Hassan al-Banna. Résultat : les « Officiers libres » prennent le pouvoir en juillet 1952, avec le soutien actif des Frères musulmans. Tous les généraux sont arrêtés, à l'exception de deux d'entre eux, dont Mohammed Naguib, le favori des islamistes. Ce coup d'État est salué à Damas par Chichakli, qui se rend bientôt en visite officielle au Caire. En juin 1953, la république est proclamée en Égypte, avec Naguib comme premier président. Mais les « Officiers libres » annoncent dans la foulée la dissolution des partis politiques.

En juillet 1953, Chichakli est « élu » président de la Syrie avec 99,7 % des voix, une mascarade qui rappelle le plébiscite organisé trente-deux ans plus tôt par la Grande-Bretagne pour légitimer l'installation de Faysal sur le trône d'Irak. Les despotes militaires ont étouffé la pratique constitutionnelle de scrutins pluralistes. Ils éprouvent néanmoins le besoin de se tailler sur mesure une légitimité « électorale », retrouvant l'artifice de la puissance mandataire pour imposer, en 1921, un souverain étranger sur le trône de l'Irak.

Ces plébiscites présidentiels ne nous apprennent rien sur la popularité réelle du maître du pays, alors qu'ils révèlent une modernisation « électorale » du mode de légitimation du pouvoir absolu. Ces votes à l'issue connue d'avance ne sont donc pas un acte de volonté politique, mais une démonstration de soumission collective. Une telle dramaturgie dictatoriale ne permet pourtant

pas à Chichakli d'endiguer un soulèvement militaire généralisé en février 1954. Les putschistes, parmi lesquels aucun leader ne se dégage, choisissent de restaurer le processus parlementaire en Syrie.

Nasser est bien résolu à ne pas laisser une menace comparable se développer en Égypte. En mars 1954, la légalisation des partis politiques exigée par Naguib est combattue par le camp nassérien, à coups d'attentats « anonymes » et de manifestations au slogan explicite : « Pas de parti, pas de Parlement, pas d'élection. » Naguib s'incline et Nasser obtient, non seulement le maintien de l'interdiction des partis, mais aussi celle des syndicats et des mouvements étudiants. En octobre 1954, une tentative d'assassinat contre Nasser, fort probablement montée, sert de prétexte à une campagne massive contre les Frères musulmans, dont l'appareil est démantelé.

Naguib, démis de ses fonctions, est placé en résidence surveillée durant les dix-huit années suivantes. En juin 1956, la constitution qui porte Nasser à la présidence est approuvée par 99,9 % des voix. Le maître de l'Égypte est trop fin politique pour ne gager son pouvoir que sur un plébiscite. Le mois suivant, il annonce la nationalisation du canal de Suez dans son discours resté le plus fameux, mêlant invocations de la Palestine et exaltation de la grandeur égyptienne : « La pauvreté n'est pas une honte, c'est l'exploitation des peuples qui l'est. Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres et ce canal est la propriété de l'Égypte. [...] Aucune souveraineté n'existera en Égypte à part celle du peuple d'Égypte, un seul peuple qui avance dans la voie de la construction et de l'industrialisation, en un bloc contre tous les agresseurs et les complots des impérialistes². »

Il faut imaginer des millions d'Arabes, en Égypte et au-delà, rassemblés autour de leurs transistors pour écouter ce discours retransmis en direct par La Voix des Arabes, la radio d'État égyptienne. L'impact est immense jusqu'en Afrique du Nord et pousse la France, persuadée que le FLN est une créature de Nasser, à rejoindre Israël et la Grande-Bretagne, directement défiée à Suez, dans une conspiration secrète contre Nasser.

La crise de Suez éclate en novembre 1956. L'offensive coordonnée entre Israël, la France et la Grande-Bretagne est dévastatrice pour l'armée égyptienne. Mais les États-Unis d'Eisenhower se mobilisent contre cette agression : ils contraignent d'abord leurs alliés européens à évacuer la zone du canal, avant de forcer Israël à se retirer du Sinaï égyptien puis de la bande de Gaza. Nasser, malgré sa défaite militaire, sort auréolé de l'épreuve tel un Saladin moderne.

Le Baas syrien, au nom du rêve de l'unité arabe, se jette dans les bras de l'Égypte de Nasser en février 1958. Les deux pays fusionnent dans une « République Arabe Unie » (RAU) dont le drapeau à deux étoiles (représentant l'Égypte et la Syrie) remplace le drapeau à trois étoiles de l'indépendance syrienne. Mais l'« union » se traduit dans les faits par l'hégémonie des officiers égyptiens sur la « province du Nord » (la dénomination officielle de la Syrie dans la RAU). Les militaires irakiens ne s'y trompent pas quand, après avoir renversé la monarchie en juillet 1958, ils refusent de céder aux sirènes nassériennes.

Dans les deux « provinces » de la RAU, la répression est menée sous l'égide de services de renseignement (*moukhabarates*), soit émanant de l'institution militaire, soit liés organiquement au parti unique. Les Frères musulmans sont la cible d'un acharnement particulier, d'où l'exode de milliers de leurs cadres et militants vers l'Arabie Saoudite. Le royaume wahhabite leur offre en effet, outre l'asile politique, l'opportunité de s'investir dans les nouvelles institutions d'enseignement et d'encadrement « islamiques » du pays.

C'est ainsi que les coups d'État de Syrie et d'Égypte, eux-mêmes liés au séisme israélo-palestinien, enferment la Nahda d'Orient dans une impasse mortifère : soit le « nationalisme

arabe » de dictatures militaires, qui nie le pluralisme politique et célèbre les « masses » pour mieux exalter le chef ; soit l'« islam politique », dans la forme qu'il prend par amalgame entre le wahhabisme saoudien et les Frères musulmans radicalisés dans l'exil.

On est loin du dialogue fécond entre nationalisme et islamisme qui avait irrigué la Renaissance arabe du XIX^e siècle : le Syrien Kawakibi prônait à la fois la « démocratie constitutionnelle », la restauration d'un califat arabe sur cette base démocratique, ainsi que la séparation du politique et du religieux ; l'Égyptien Abduh pouvait alors inspirer aussi bien les pionniers du nationalisme égyptien que le fondateur des Frères musulmans. C'est bel et bien la fermeture de l'horizon démocratique qui polarise l'affrontement entre « nationalisme arabe » et « islam politique ».

De Bourguiba à Boumediene

À la différence de Zaïm, Chichakli ou Nasser, qui s'emparent du pouvoir bien après l'indépendance de leur pays, l'ascension de Bourguiba est intimement liée à son combat pour l'indépendance de la Tunisie. Mais il a bel et bien accaparé cette indépendance pour la mettre au service de sa gloire personnelle. Nous avons vu comment Bourguiba a utilisé, contre Ben Youssef en 1955, les mêmes armes et arguments mobilisés contre le « vieux » Destour deux décennies plus tôt. Une fois les « youssefistes » liquidés en Tunisie, Bourguiba poursuivra son rival de sa vindicte, jusqu'à le faire assassiner en août 1961 à Francfort.

Le « combattant suprême » va saboter les travaux de l'Assemblée constituante, qui s'orientait vers une monarchie parlementaire. En juillet 1957, il mène une campagne acharnée contre les beys, obtient la proclamation de la république et en devient le premier président. Il lui faut encore deux ans de manœuvres avant d'obtenir une constitution sur mesure, instaurant une présidence sans contrepoids réel.

Bourguiba commet pourtant la pire erreur de sa carrière en lançant, en juillet 1961, une épreuve de force pour contraindre la France à évacuer par anticipation la base de Bizerte. Il est hors de question pour De Gaulle, en plein bras de fer sur l'Algérie, de montrer la moindre faiblesse. Bourguiba précipite son armée dans une bataille perdue d'avance, où au moins 600 Tunisiens sont tués contre une vingtaine de Français.

L'humiliation de Bizerte alimente un complot dans lequel est impliqué jusqu'à l'aide de camp de Bourguiba. La conspiration est éventée en décembre 1962 et dix putschistes, cinq civils et cinq militaires, sont exécutés et enterrés dans un lieu tenu secret. À la suite de cela, Bourguiba décide d'affaiblir durablement l'armée au profit du ministère de l'Intérieur. Cela confèrera à son régime une dimension nettement policière, à rebours de la caporalisation galonnée de ses pairs arabes. En revanche, la symbiose tunisienne entre parti unique et services de « renseignement » est comparable à la situation prévalant dans les autres dictatures arabes.

Lorsque l'Algérie voisine accède à l'indépendance, en juillet 1962, trois des neuf fondateurs du FLN ont déjà été tués au cours de la guerre de libération. Sur les six autres, tous membres du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), cinq ont été détenus jusqu'en mars 1962 dans les prisons françaises, dont ils sont libérés à la faveur des accords d'Évian. Le plus ambitieux d'entre eux, Ahmed Ben Bella, décide de s'allier au colonel Houari Boumediene, qui commande depuis Oujda l'« armée des frontières » basée au Maroc et en Tunisie.

Le GPRA s'appuie sur la résistance intérieure, laissée exsangue par la répression française, et sur la Fédération de France du FLN. Ben Bella et Boumediene peuvent compter sur les troupes fraîches des « frontières », qui deviennent bientôt l'Armée populaire nationale (APN). La perspective de s'accaparer les biens des « pieds-noirs » en partance et les règlements de comptes à l'encontre des anciens collaborateurs grossissent les effectifs des ralliés de la dernière heure.

En septembre 1962, l'APN entre dans Alger après avoir éliminé au moins un millier de ses rivaux, surtout dans le Constantinois, où l'assaut a été mené par Chadli Bendjedid, l'adjoint de Boumediene. Le GPRA disparaît alors au profit d'un nouveau « bureau politique » du FLN. Ben Bella devient chef du gouvernement et Boumediene ministre de la Défense. Les cinq autres membres du noyau fondateur du FLN passent tous dans l'opposition, soit depuis l'exil, soit en Kabylie, où une guérilla est déclenchée.

En septembre 1963, Ben Bella est « élu » par 99,6 % des voix président de la « République démocratique et populaire algérienne », fonction qu'il cumule avec la direction du FLN et celle du gouvernement. Grisé par cette toute-puissance formelle, il ouvre peu après la « guerre des sables » contre le Maroc voisin, où Hassan II a succédé à Mohammed V. Malgré la présence de conseillers égyptiens aux côtés de l'armée algérienne, le conflit tourne à l'avantage des Marocains, plus à l'aise dans les combats en milieu désertique.

La tension monte au sein de l'armée algérienne. En juin 1965, les blindés de Boumediene font mouvement dans la capitale. La population ne comprend que tardivement qu'il s'agit d'un putsch, car le coup d'État coïncide avec le tournage par Gillo Pontecorvo de *La Bataille d'Alger*, reconstitution de la crise de 1957, avec figurants et véhicules de l'APN. Ce télescopage entre la fiction et la réalité permet à Boumediene de limiter les violences et d'imposer son « mouvement de redressement ».

Boumediene cumule à son tour la présidence du Conseil de la révolution (l'instance exécutive) et celle du gouvernement avec le portefeuille de la Défense. Le FLN, consacré comme parti unique, passe sous le contrôle du « groupe d'Oujda », ainsi qu'est désignée la clique constituée autour de Boumediene au Maroc dès l'époque de l'« armée des frontières ». Abdelaziz Bouteflika, qui était à Oujda le secrétaire particulier de Boumediene, devient l'inamovible ministre des Affaires étrangères.

Tahar Zbiri, le chef d'état-major, a participé activement au coup d'État de juin 1965 (c'est lui qui a arrêté Ben Bella), même s'il n'est pas membre du « groupe d'Oujda ». Il tente son propre putsch en décembre 1967, mais il est vite neutralisé. Boumediene supprime alors la fonction de chef d'état-major, qu'il absorbe avec son portefeuille de la Défense. Il s'appuie de plus en plus sur la Sécurité Militaire (SM), dont les cadres ont été formés à l'école soviétique et dont les Bureaux de Sécurité et de Prévention (BSP) assurent le quadrillage de la population.

Sécurité militaire en Algérie, Renseignements militaires en Égypte et en Syrie, le pouvoir de ces services de « sécurité » s'étend à l'ombre des dictatures dites « progressistes ». Le terme de *moukhabarates* (renseignements) suscite désormais une angoisse générale dans les pays arabes : l'individu sait qu'il peut être broyé très vite s'il tombe aux mains d'une telle machine répressive. Les populations concernées, dont l'humour reste l'ultime recours, recyclent bientôt les blagues forgées en URSS sous la botte du KGB, en les appliquant à leur propre police politique.

Ainsi cette anecdote entendue en Égypte et en Syrie sur un petit homme coincé contre une armoire à glace dans un autobus bondé. D'une voix fluette, le gringalet demande au malabar s'il est membre des *moukhabarates*, puis s'il y a de la famille, des relations ou des voisins. Quand le

gaillard, de plus en plus excédé, lui a répondu à chaque fois par la négative, le passager chétif ose enfin murmurer : « Alors, si vous n'appartenez pas aux *moukhabarates*, si vous n'y avez ni famille, ni connaissances, je vous prie de cesser de me marcher sur les pieds »³.

La « guerre froide arabe »

La polarisation entre « nationalisme arabe » et « islam politique » dégénère en une véritable « guerre froide arabe⁴ ». Les deux champions en sont Nasser en Égypte d'un côté, et Faysal d'Arabie de l'autre. Faysal ben Abdelaziz devient souverain d'Arabie en novembre 1964, écartant du trône son frère le roi Saoud, dont il avait déjà usurpé de nombreuses prérogatives au cours des années précédentes. Saoud, mis en cause pour sa vie dissolue et sa gestion erratique, est contraint à l'exil (et se rapproche d'ailleurs de Nasser, qui l'accueille au Caire).

Depuis le renversement de la monarchie en Irak en juillet 1958, le roi Hussein de Jordanie est le seul Hachémite encore au pouvoir. L'Arabie Saoudite, oubliant les querelles qui ont si longtemps opposé les deux familles régnantes, accorde désormais son soutien actif à la Jordanie hachémite. Cette alliance entre les deux royaumes est confortée par le fait que les Frères musulmans ont pignon sur rue à Amman comme à Riyad, où des milliers d'islamistes, rescapés de la répression en Égypte et en Syrie, ont trouvé refuge.

L'Arabie et la Jordanie appuient le coup d'État syrien qui, en octobre 1961, met un terme à la RAU. La domination égyptienne a été tellement brutale dans la « province du Nord » que même les plus vibrants partisans du panarabisme se gardent bien de défendre la RAU. Le drapeau syrien retrouve ses trois étoiles de l'indépendance nationale. Mais la défaite nassérienne ouvre la voie à d'autres tenants du « nationalisme arabe », les militants du parti Baas.

Des officiers baasistes opposés à la RAU se sont constitués, dès octobre 1959, en « Comité militaire », par définition clandestin. Ils reprochent amèrement à la direction civile de leur parti son aveuglement envers Nasser. Mohammed Omrane, Salah Jedid et Hafez al-Assad, les trois principaux comploteurs, sont tous issus de la minorité alaouite. Ils s'inquiètent de retrouver, derrière le nassérisme triomphant, le discours traditionnel de l'hégémonie sunnite – les courants minoritaires de l'islam et les chrétiens d'Orient sont ainsi surreprésentés au sein du Baas et des formations marxistes, opposées à Nasser.

Les militaires baasistes passent à l'action en mars 1963 et s'emparent du pouvoir à Damas. Le drapeau à deux étoiles de la RAU est rétabli, mais c'est pour mieux contester à Nasser le magistère du nationalisme arabe. Les Frères musulmans déclenchent à Hama, en avril 1964, des émeutes qui sont impitoyablement réprimées.

Les dirigeants civils du Baas font bloc derrière Omrane pour dénoncer la dérive « gauchiste » de ses camarades de complot, mais Jedid et Assad prennent leurs rivaux de vitesse : en février 1966, la résidence présidentielle est occupée par les mutins, Omrane est incarcéré et les forces armées connaissent leur quatrième purge en trois ans. Ce volet syrien de la « guerre froide arabe » s'achève donc par un match nul entre l'Égypte et l'Arabie, car le tandem Jedid-Assad a ses priorités propres, irréductibles aux options contraires de Nasser et de Faysal.

En mai 1964, Nasser crée sous son égide une Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont il confie la présidence à Ahmed Shuqayri, ancien ambassadeur de l'Arabie Saoudite à

l'ONU, depuis rallié à l'Égypte. Faysal réagit en encourageant Yasser Arafat et son mouvement, le Fatah, qui prône la lutte armée des *fedayines* (littéralement « ceux qui se sacrifient », prêts qu'ils sont à mourir pour leur foi et/ou leur patrie). En janvier 1965, le Fatah accomplit sa première infiltration dans le nord d'Israël. La propagande de Nasser se déchaîne alors contre Arafat et ses *fedayines*, accusés d'être des Frères musulmans et de faire le jeu de l'« impérialisme ».

La « guerre froide arabe » aboutit ainsi paradoxalement à rendre une visibilité aux Palestiniens, qui avaient disparu de la scène politique depuis 1949. Mais l'instrumentalisation de la rivalité entre l'OLP et le Fatah par l'Égypte et l'Arabie Saoudite interdit à la cause palestinienne de s'affranchir des affrontements interarabes. Inversement, la centralité de cette cause empêche l'un ou l'autre des champions arabes d'espérer se l'accaparer pleinement.

C'est dès lors au Yémen, donc dans la périphérie du monde arabe, que le choc entre Nasser et Faysal est, de loin, le plus violent. Abdallah Sallal, un officier pro-égyptien, prend le pouvoir et instaure la république à Sanaa en septembre 1962, peu après la mort de l'imam Ahmed. Mais Badr, le fils de l'imam et son successeur désigné, échappe aux putschistes et se réfugie en Arabie Saoudite, d'où il anime une insurrection monarchiste. Sadate pousse à un engagement égyptien au Yémen, à titre de représailles pour le soutien saoudien à la rupture de la RAU.

Nasser dépêche un corps expéditionnaire de 13 000 soldats, dont les effectifs atteignent bientôt 70 000 hommes : la résistance des tribus royalistes est en effet acharnée et la République ne contrôle que la moitié du pays, dont le port d'Hodeida, par lequel sont acheminés les renforts et le soutien de l'Égypte. La visite de Nasser à Sanaa, en avril 1964, s'accompagne de l'adoption d'une constitution calquée sur le modèle égyptien, tandis que Sallal, autopromu au grade de maréchal, concentre entre ses mains la direction du parti, de l'État, du gouvernement et des forces armées.

La dictature de Sallal provoque de graves tensions à l'intérieur même du camp républicain. Nasser refuse pourtant d'amender son soutien inconditionnel à son protégé yéménite. Une délégation républicaine venue se plaindre à Nasser, en septembre 1966, est ainsi incarcérée. Le corps expéditionnaire égyptien, lancé dans une véritable fuite en avant, a de plus en plus recours aux armes chimiques (notamment lors du massacre de centaines de personnes à Kitaf, en janvier 1967).

Obsédé par sa confrontation avec Faysal, Nasser ne perçoit plus la tension avec Israël que sous l'angle de la propagande et de la surenchère interarabe. Les incidents se multiplient à la frontière syrienne, du fait des infiltrations répétées du Fatah, et les baasistes au pouvoir à Damas dénoncent la passivité de l'Égypte. Nasser sait qu'un tiers de son armée est immobilisé au Yémen, mais il joue son va-tout en mai 1967, en exigeant le retrait des forces de l'ONU déployées entre Israël et l'Égypte, puis en annonçant le blocus du golfe d'Aqaba (et donc du port israélien d'Eilat).

Ce blocus est en soi un *casus belli* et Nasser en rajoute dans la posture martiale : « Les Juifs nous menacent de la guerre. Nous leur répondons : bienvenue à la guerre. Nous sommes prêts⁵. » Le roi Hussein de Jordanie vient signer au Caire un accord de défense comparable à celui qui lie déjà l'Égypte à la Syrie. Il confie même le commandement de l'armée jordanienne à un général égyptien. Nasser, convaincu d'avoir remporté la « guerre froide arabe », savoure son triomphe face à Faysal.

Le 5 juin 1967, Israël, déterminé à briser l'encerclement arabe, prend l'initiative des hostilités et détruit au sol l'aviation égyptienne. Durant cette « guerre des Six-Jours », la bande de Gaza et

le Sinaï égyptien sont occupés pour la deuxième fois – la première remontait à la crise de Suez de 1956-1957. L'armée jordanienne est chassée de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie, tandis que le régime baasiste préfère abandonner le plateau du Golan afin de contenir des troubles éventuels à Damas.

Nasser, incapable d'admettre sa déroute, accuse les États-Unis d'avoir participé directement à l'offensive israélienne, déclenchant une flambée de violences antiaméricaines dans tout le monde arabe. Après la *Nakba*, la « Catastrophe » de 1948, voici le temps pour les Palestiniens de la *Naqsa*, le « Revers ». De nouvelles vagues de réfugiés franchissent le Jourdain. L'ensemble de la Palestine mandataire est désormais absorbé par Israël ou occupé par ses armées. La mosquée Al-Aqsa de Jérusalem, troisième Lieu saint de l'islam après La Mecque et Médine, passe sous contrôle de l'État hébreu.

La « guerre des Six-Jours » a été remportée par les armes françaises dont Israël est alors très largement doté. Malgré l'embargo décrété par la France au début des hostilités, De Gaulle autorise une livraison secrète de pièces de rechange, essentielle pour l'aviation israélienne. La propagande sioniste accrédite pourtant le mythe d'une France ayant trahi Israël au plus fort de l'épreuve. Cette fable mensongère permet en retour d'exalter l'alliance de plus en plus étroite entre les États-Unis et la « seule démocratie du Moyen-Orient », dans une logique de guerre froide où les États arabes sont identifiés à l'empire soviétique.

En novembre 1967, après d'âpres débats, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 242 qui prescrit en français le retrait israélien « des territoires occupés lors du récent conflit ». Mais la version anglaise, de valeur juridique équivalente, mentionne « *withdrawal from occupied territories* », soit le retrait « de » territoires, l'absence d'article ouvrant la voie à un retrait partiel. Quelques jours plus tard, De Gaulle déclare que l'État d'Israël « organise sur les territoires qu'il a pris l'occupation qui ne peut aller sans oppression, sans répression et expulsions, et [qu']il s'y manifeste contre lui une résistance qu'il qualifie à son tour de terrorisme⁶ ».

Dirigeants et opinions arabes, encore sous le choc de la *Naqsa*, célèbrent la compréhension, à défaut de la solidarité, du président français. Oublié le De Gaulle des massacres de Sétif et des bombardements de Damas en 1945. De même qu'Eisenhower avait été salué pour son coup d'arrêt donné à l'agression israélo-franco-britannique contre l'Égypte en 1956, De Gaulle est encensé comme le seul leader occidental digne du respect des Arabes. Ce mythe d'un De Gaulle « ami des Arabes » est tout aussi fallacieux que celui de sa « trahison d'Israël » en juin 1967, mais les constructions collectives sont à ce prix.

Comme l'a anticipé De Gaulle, un nationalisme palestinien d'une pugnacité inédite émerge sur les ruines du nassérisme. En mars 1968, les *fedayines* du Fatah, épaulés par l'armée jordanienne, résistent âprement à un raid israélien dans la vallée du Jourdain. Le lieu des combats s'appelle Karama (« Dignité » en arabe) et il n'en faut pas plus pour que la « révolution » palestinienne soit investie de la mission de sauver l'honneur arabe. Nasser ne peut que s'incliner face à cette vague de fond : en février 1969, Arafat et les formations *fedayines* prennent le contrôle de l'OLP. Quelques mois plus tard, ils imposent à l'État libanais d'accepter sur son propre sol l'arbitrage de l'Égypte : ces « accords du Caire », demeurés secrets, accordent à l'OLP des privilèges d'extraterritorialité dans les camps de réfugiés et à la frontière avec Israël. C'est le début du « Fatahland » et du règne des milices palestiniennes au Sud-Liban.

Enfin, Nasser s'est engagé à retirer ses troupes du Yémen au cours du sommet arabe de Khartoum, en août 1967. Ce désengagement égyptien, loin d'affaiblir le camp républicain, lui

confère une nouvelle légitimité nationaliste, d'autant que Sallal est déposé au cours d'un voyage à Bagdad. Les républicains yéménites, ainsi libérés du protectorat égyptien et de la dictature de Sallal, parviennent à briser le siège imposé par les monarchistes à Sanaa. Cette résistance héroïque est l'épopée fondatrice de la « République arabe du Yémen », finalement reconnue par le roi Faysal. L'imam Badr, mortifié mais impuissant, quitte alors l'Arabie pour s'exiler en Grande-Bretagne.

Un disciple libyen de Nasser clôt, en septembre 1969, ce cycle de vingt ans de coups d'État. Mouammar Kadhafi se réclame en effet du premier des « Officiers libres ». Comme Nasser en 1952, il renverse le monarque en place (Idriss est alors en déplacement à l'étranger, mais le prince héritier est arrêté) et il prend la tête d'un Conseil de la révolution qui institue la république. Kadhafi confiera plus tard qu'il a choisi la carrière militaire, plutôt que la fonction publique, afin de s'emparer un jour du pouvoir par la force.

Cette candeur putschiste représente bien la fin d'un cycle : de Zaïm à Nasser en passant par Boumediene, la voie des armes était un moyen, certes expéditif, mais non une fin en soi. Il y a une indéniable volonté de revanche sociale dans la liquidation par ces militaires, issus de la petite bourgeoisie ou de la paysannerie déclassée, de l'héritage de l'élite nationaliste. Cette liquidation ne prend qu'un été dans l'Algérie saignée à blanc par la France, elle s'étale sur deux ans dans l'Égypte de 1952-1954, mais il faut une quinzaine d'années (dont trois ans d'occupation égyptienne) pour éradiquer la tradition parlementaire en Syrie.

La succession des coups d'État et la férocité des luttes de pouvoir opèrent une véritable sélection darwinienne au profit du plus implacable des intrigants, celui capable d'éliminer les compagnons de toute une vie ou d'accuser des révolutionnaires authentiques des pires compromissions. C'est ainsi que Nasser, Boumediene, Assad ou Kadhafi consolident leur pouvoir absolu, dans une logique à la fois patrimoniale (d'accaparement des ressources du pays) et paternaliste (d'infantilisation du « peuple », convoqué à intervalles réguliers pour des plébiscites de confirmation).

Le bilan de ces cliques militaires sur le champ de bataille est accablant. Outre les défaites essuyées face à Israël en 1948, 1956 et 1967, l'armée égyptienne a été étrillée au Yémen et l'armée algérienne a bel et bien perdu la « guerre des sables » face au Maroc. Mais ces armées, vaincues à l'extérieur, sont impitoyables envers l'opposition intérieure, contre laquelle elles n'hésitent pas à se comporter en troupes d'occupation (l'ANP dans le Constantinois en 1962 et en Kabylie en 1963, l'armée syrienne à Hama en 1964). L'armée irakienne atteint ainsi des sommets de violence dans la répression du soulèvement de Mossoul (en mars 1959) ou de la revendication kurde (à partir de septembre 1961 et, avec des phases d'accalmie, jusqu'en mars 1970).

Toute forme d'opposition intérieure, même loyaliste, est assimilée à une « cinquième colonne » et à des manipulations « impérialistes ». Cette diabolisation s'accompagne de la militarisation du contrôle politique (à l'exception de la Tunisie, fidèle à sa dimension policière), avec une étroite collaboration entre les *moukhabarates* et le parti unique. Comme dans l'URSS stalinienne, les services de « renseignement » ont cependant le dernier mot face à l'appareil partisan – mieux vaut par exemple être un cacique de la Sécurité Militaire que du FLN dans l'Algérie de Boumediene, y compris en termes d'enrichissement personnel.

Cette culture de l'arbitraire et une telle banalisation de la violence s'attaquent à la racine même du politique. En Égypte et en Syrie, islamistes et communistes sont unanimement accusés d'être des « agents sionistes ». En Algérie, toute critique est assimilée aux sombres menées d'un « parti de la France » (*hizb Fransa*) aussi mythique qu'omniprésent. Partout, le grand détournement des indépendances arabes, opéré par les coups d'État de 1949 à 1969, entraîne une régression intellectuelle absolument tragique.

La Renaissance arabe a donc été trahie par les puissances coloniales au cours de la Première Guerre mondiale, mais les indépendances progressivement conquises ne sont qu'une libération en trompe l'œil, car des cliques dictatoriales ont frustré les peuples du fruit de leurs combats. Au lendemain du « Revers » (*Naqsa*) de 1967, les Arabes semblent avoir perdu le fil de leur lutte pour l'émancipation.

Notes du chapitre 4

1. Article 10 de la résolution 194/3, adoptée le 11 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies.
2. Cité in Marc FERRO, *Suez, Complexe*, Bruxelles, 1982, p. 120-121.
3. L'« original » de cette blague, avec le KGB en lieu et place des *moukhabarates*, figure dans Antoine et Philippe MEYER, *Le communisme est-il soluble dans l'alcool ?*, Seuil, Paris, 1978, p.120.
4. L'expression est popularisée par l'historien américain Malcolm Kerr : Malcolm H. KERR, *The Arab Cold War. Gamal Abd al-Nasir and his Rivals. 1958-1970*, Oxford University Press, New York, 1965.
5. Cité in Henry LAURENS, *La Question de Palestine. L'accomplissement des prophéties (1947-1967)*, Fayard, Paris, 2007, p. 709.
6. Conférence de presse du président Charles De Gaulle au palais de l'Élysée le 27 novembre 1967.

D'un désastre à l'autre (1970-1991). La génération des abandons

La « révolution » palestinienne, menée sous l'égide de l'OLP et de ses *fedayines*, apparaît comme la seule voie possible de réouverture de l'horizon politique arabe. Des volontaires de toutes nationalités affluent vers la Jordanie, où les factions palestiniennes ont installé leurs camps d'entraînement et leurs bases d'opérations, grignotant chaque jour un peu plus la souveraineté du royaume hachémite. Les militants de l'extrême gauche européenne sont très nombreux : Jean Genet y recueille la matière de son roman posthume, *Le Captif amoureux*, Jean-Luc Godard y tourne *Jusqu'à la victoire* (repris plus tard sous le titre *Ici et ailleurs*).

Arafat a popularisé le concept de *tawrît*, littéralement l'« engrenage », mais dans son sens actif d'entraînement ou d'implication. Il s'agit en effet, pour une Résistance palestinienne sous-équipée, d'attirer dans le conflit avec Israël une ou des armées arabes, afin de briser le *statu quo* dans une dynamique révolutionnaire. L'escalade qui a mené à la « guerre des Six-Jours » est une illustration paradoxalement réussie du *tawrît* : les infiltrations *fedayines* ont impliqué la Syrie dans le conflit, qui a dès lors absorbé aussi l'Égypte, jusqu'à la déflagration régionale.

Le romantisme révolutionnaire dans lequel baignent les militants palestiniens et leurs alliés, sur fond d'évocation incantatoire du Vietnam, leur interdit de mesurer les périls d'un tel « engrenage ». Arafat est pris à son propre piège lorsque son rival Georges Habache, chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), lui applique à son tour le *tawrît*. En septembre 1970, le FPLP détourne des avions de ligne sur un aéroport de l'Est jordanien et Habache proclame que « la Résistance est prête à faire du Proche-Orient un enfer¹ ».

L'enfer se déchaîne bientôt au cours de ce « Septembre noir ». Habache et son FPLP entraînent Arafat et l'OLP dans une confrontation perdue d'avance avec l'armée jordanienne. Les Frères musulmans, majoritairement palestiniens, refusent de prendre parti, même le très militant Abdallah Azzam. Le seul espoir de l'OLP réside dans une intervention de l'armée syrienne à ses côtés. Jeddid fait franchir la frontière à ses blindés, tandis qu'Assad refuse de leur assurer une couverture aérienne. Les chars syriens sont dès lors bombardés par la chasse jordanienne qui annihile leur progression.

Nasser impose enfin un cessez-le-feu à Hussein et à Arafat, mais le président égyptien, épuisé par la crise jordanienne, s'écroule pour ne plus se relever. La mort de Nasser marque bel et bien la fin d'une ère. Son successeur, Anouar Sadate, lance des ouvertures secrètes en direction des États-Unis dès les funérailles présidentielles. Les *fedayines* palestiniens fuient la Jordanie,

laissant derrière eux des milliers de morts. Ils ne sont pas non plus les bienvenus en Syrie, où Assad prend le pouvoir contre Jedid, accusé d'avoir sacrifié l'intérêt national à la surenchère de l'OLP. Arafat et ses partisans se réfugient dès lors au Liban.

Les moissons d'Octobre

Les nouveaux maîtres de la Syrie et de l'Égypte soldent l'héritage de leurs prédécesseurs (et éliminent leurs derniers rivaux) sous la bannière d'un « mouvement de rectification » lancé par Assad en novembre 1970, puis par Sadate en juillet 1971. Ces révolutions de palais s'inscrivent dans une séquence de longue durée, ouverte par le « mouvement de redressement » de Boumediene contre Ben Bella en 1965, jusqu'au « mouvement de rectification » (encore un autre coup d'État) qui renverse en 1974 le premier président (civil) de la République arabe du Yémen, au profit du colonel Ibrahim al-Hamdi .

Dans tous ces pays, les dictateurs militaires « rectifient » les emballements anti-impérialistes des équipes antérieures. Sadate réconcilie l'Égypte avec l'Arabie de Faysal, avant d'expulser des milliers de coopérants soviétiques du pays en juillet 1972. La gauche devient partout la cible prioritaire des polices politiques, qui encouragent la poussée islamiste sur les campus afin d'y contenir la contestation progressiste. En Algérie, le programme d'arabisation à marche forcée de l'enseignement recourt massivement à des enseignants moyen-orientaux, souvent islamistes.

Sadate et Assad savent que la consolidation de leurs régimes passe par l'effacement de l'humiliation de 1967. Le 6 octobre 1973, Yom Kippour en Israël, jour de Ramadan en islam, les armées égyptienne et syrienne enfoncent les lignes israéliennes. Le choc est énorme pour l'État hébreu, malgré sa contre-offensive réussie dans le Sinaï et sur le Golan. Sadate, dont les forces ont franchi le canal de Suez, interdit à sa Troisième Armée de pousser son avantage, laissant Assad seul face à Israël.

Richard Nixon, le président américain, condamne la reprise des combats par l'Égypte, le 14 octobre, sur fond de débâcle syrienne sur le Golan. Les États-Unis établissent un pont aérien militaire avec Israël, tout en lui accordant une aide financière exceptionnelle. Le 16 octobre, l'armée israélienne établit une tête de pont sur la rive occidentale du canal de Suez et fait mouvement vers les faubourgs de Damas. C'en est trop pour le roi Faysal, qui use pour la première fois de l'arme des hydrocarbures, au point de susciter un « choc pétrolier ».

Le 20 octobre, l'Arabie Saoudite, bientôt suivie par les autres producteurs arabes, décide un embargo sur les livraisons énergétiques aux États-Unis. La production arabe de pétrole a déjà été réduite de 10 %, avec menace de réduction de 5 % par mois jusqu'à la conclusion d'un accord satisfaisant sur les frontières de 1967. Le cours du pétrole quadruple en quelques semaines. Même si les États-Unis ne dépendent qu'à 4 % du pétrole saoudien et puisent dans leurs réserves nationales, leur facture pétrolière passe de 4 milliards de dollars en 1972 à 24 milliards en 1974.

L'Iran du Shah profite de l'envolée des cours du pétrole, mais refuse de se joindre à cet embargo arabe qui lui est si bénéfique. Téhéran entretient une étroite relation avec Israël et valorise ainsi sa différence, tout en accumulant des profits colossaux, en partie réinvestis dans ce

qui ambitionne d'être la « quatrième armée du monde ». Face à un monde arabe perçu à Washington comme imprévisible, voire hostile, le régime iranien conforte son rôle de « gendarme du Golfe ».

Le 22 octobre 1973, le Conseil de sécurité de l'ONU exige un cessez-le-feu immédiat. Israël reste sourd à cette injonction et envisage l'écrasement de la Troisième Armée égyptienne, encerclée dans le Sinaï. L'URSS agite la menace nucléaire pour contraindre, le 24 octobre, Israël à céder enfin. La guerre aura duré dix-huit jours, trois fois plus qu'en 1967, et elle laisse un monde occidental profondément divisé entre les États-Unis, identifiés une fois de plus avec Israël, et l'Europe, beaucoup plus dépendante du pétrole arabe.

Henry Kissinger, le chef de la diplomatie américaine, se lance dans de laborieuses navettes dans la région. Il obtient en 1974 deux accords de désengagement – entre Israël et l'Égypte d'une part, Israël et la Syrie d'autre part. Il impose un principe simple : au Moyen-Orient, aucune guerre ne peut être remportée par l'armement soviétique, aucune paix ne peut être conclue sans le parrainage américain. En disjoignant la question du Sinaï de celle du Golan, il brise le front syro-égyptien de l'automne 1973.

Par ces accords, pourtant limités, Kissinger apaise le roi Faysal et restaure la relation privilégiée entre Washington et Riyad. En outre, il exclut l'URSS du jeu diplomatique et se venge ainsi, au Moyen-Orient, des revers infligés aux États-Unis au Vietnam. Mais « *dear Henry* » a convaincu Israël que des concessions limitées permettraient de rester inflexible sur l'essentiel, tout en déclarant aux Arabes que ces accords n'étaient qu'un premier pas vers un règlement d'ensemble. Ces trêves, soigneusement mises en scène, éloignent donc de la paix plutôt qu'elles n'en rapprochent.

L'OLP mesure le risque de la marginalisation à laquelle la confine le jusqu'au-boutisme hérité du « Septembre noir » jordanien. En juin 1974, Arafat fait endosser le principe d'une Autorité palestinienne sur « toute portion de territoire palestinien libéré² ». Le FPLP condamne cette évolution vers une coexistence avec Israël et constitue un « Front du refus » palestinien. Mais l'OLP engrange les bénéfices de cette souplesse inédite : elle est admise, au nom de la Palestine, comme membre de plein droit au Sommet arabe d'octobre 1974 (malgré l'opposition de la Jordanie) et, le mois suivant, Arafat est invité à l'Assemblée générale de l'ONU.

La conclusion de son discours à la tribune de l'ONU est demeurée fameuse : « Je suis venu porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de combattant de la liberté. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main. Je le répète : ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main. La guerre embrase la Palestine, mais c'est aussi en Palestine que la paix renaîtra³. » Arafat, qui a rencontré à Beyrouth le ministre français des Affaires étrangères, obtient peu après l'ouverture d'un « bureau d'information » de l'OLP à Paris.

La dynamique du *tawrît*, sur fond de logorrhée révolutionnaire, va cependant ruiner une fois de plus les avancées de l'OLP. Arafat gère désormais un véritable « État dans l'État » au Liban et la gauche locale, très faible par rapport aux Phalanges libanaises et autres milices conservatrices, espère mobiliser l'OLP à son profit. La guerre civile éclate en avril 1975, mais Arafat s'efforce longtemps de limiter l'engagement des *fedayines*. C'est le massacre phalangiste du camp palestinien de la Quarantaine, en janvier 1976, qui provoque en retour la liquidation par l'OLP et ses alliés libanais du village chrétien de Damour.

Tandis que l'aide d'Israël aux milices chrétiennes libanaises s'intensifie, la Syrie d'Assad se pose en arbitre du conflit. En mai 1976, son armée intervient, à la demande du président maronite du Liban, contre la coalition « palestino-progressiste ». Le siège et la liquidation du

camp palestinien de Tall Zaatar, au mois d'août, scellent la défaite de l'OLP. Israël trace au niveau de Saïda une « ligne rouge » dont elle interdit le franchissement par les troupes syriennes. Cela aboutit paradoxalement à renforcer le « Fatahland » au Sud-Liban, car il s'y trouve hors d'atteinte de l'armée d'Assad.

La malédiction du pétrole

Le choc pétrolier de 1973-1974 va profondément transformer les sociétés arabes, portant un coup qui aurait pu être fatal à la dynamique de la Nahda. Les pétromonarchies, au premier rang desquelles l'Arabie Saoudite, sont en effet porteuses d'une idéologie anti-Nahda, qui s'est consolidée à la faveur de l'installation dans le royaume de Frères musulmans rescapés de la répression d'Égypte et de Syrie. Plutôt que par la vision de Banna, ces islamistes exilés sont animés par la pensée bien plus sectaire de Sayyed Qotb, idéologue des Frères musulmans sous Nasser et pendu sur son ordre en août 1966.

C'est ainsi que Mohammed Qotb, le frère cadet du « martyr » Sayyed, enseigne à la faculté de charia de La Mecque. Les Frères musulmans contribuent directement à l'élaboration, en 1970, de la doctrine de la « Politique éducative en Arabie Saoudite⁴ ». Ils accaparent les positions dominantes à l'université islamique de Médine, à l'université du roi Abdelaziz de Djedda et à l'université de l'imam Mohammed Ibn Saoud de Riyad, fondées respectivement en 1961, 1967 et 1974. Les Frères musulmans occupent aussi des postes stratégiques dans les organisations de diffusion du dogme wahhabite que sont la Ligue islamique mondiale ou l'Association mondiale de la jeunesse musulmane (connue sous son acronyme anglais de WAMY). Le Qatar, où la famille régnante prône également le credo wahhabite, offre au « Frère » Youssef Qardaoui de fonder en 1973 le département d'études islamiques de l'université de Doha.

L'opulence financière induite par le choc pétrolier attire dans le Golfe des millions de travailleurs immigrés. Égyptiens et Yéménites représentent les plus importants contingents, mais tout le monde arabe est concerné. Ces expatriés vont adopter une forme de rigorisme piétiste, en phase avec l'environnement wahhabite. De retour dans leur pays d'origine, ils s'emploieront à « importer » ces nouvelles pratiques religieuses, gages de leur réussite sociale comme de leur promotion culturelle.

La politique d'ouverture (*infitâh*) économique, impulsée par Sadate et, dans une moindre mesure, par Assad, fait le lit de cette bourgeoisie pieuse, attachée à inscrire ses marqueurs identitaires dans l'espace public : tenues « islamiques » (en fait importées du Golfe), pratique ostensible de la prière (avec généralisation de l'amplification sonore dans les mosquées), strict respect du jeûne du Ramadan (avec repli des réfractaires dans la sphère privée), promotion de la « finance islamique » (avec prohibition du prêt à intérêt), etc.

Par ailleurs, la manne pétrolière permet aux dictatures « progressistes » non seulement de se maintenir à grands frais, mais aussi de pousser l'expérimentation sociale jusqu'aux limites de l'aventurisme. L'Algérie de Boumediene persiste à « manger son pétrole », avec des importations alimentaires en hausse exponentielle, tant le bilan de la collectivisation agricole est désastreux (la politique des « industries industrialisantes » est un échec tout aussi retentissant).

Kadhafi, qui a échappé à plusieurs putschs, lance en mars 1977 la fuite en avant de la *Jamahiriyya* (littéralement le « Pouvoir des masses »), une utopie totalitaire qui abolit partis, associations et syndicats.

Face aux divagations de Boumediene et de Kadhafi, les grands chantiers d'infrastructure du Baas irakien paraissent relativement plus raisonnés. Le président Ahmed Hassan al-Bakr, au pouvoir depuis juillet 1968, mène de front construction d'autoroutes, électrification systématique et promotion volontariste de l'éducation, notamment chez les filles. Saddam Hussein, l'adjoint de Bakr et son lointain parent, imprime de plus en plus sa marque à ce despotisme qui se veut « éclairé ». Le Baas irakien ambitionne ainsi de supplanter le Baas syrien comme référence du « nationalisme arabe ».

La munificence pétrolière a également des effets délétères sur l'OLP. Jamais mouvement de libération n'a joui d'une telle aisance financière, soit du fait des subventions des pétromonarchies, soit par transferts des expatriés palestiniens du Golfe. Arafat y trouve des ressources considérables pour entretenir loyautés et clientèles dans la diaspora palestinienne. Mais il perd le contact direct avec la population des territoires occupés, où les Frères musulmans, dirigés depuis Gaza par le cheikh Ahmed Yassine, développent leurs réseaux.

Israël, au nom du « diviser pour mieux régner » colonial, favorise les islamistes aux dépens des nationalistes, en Cisjordanie comme à Gaza. Alors que l'occupant traque sans relâche les sympathisants de l'OLP et élimine physiquement les *fedayines*, le gouverneur israélien de Gaza assiste officiellement à l'inauguration de la mosquée du cheikh Yassine en septembre 1973 et encourage l'implantation associative des Frères musulmans.

L'absence de ressources pétrolières, directes ou dérivées, affecte lourdement l'évolution du Maroc et de la Tunisie. Hassan II échappe à deux tentatives de putsch militaire, en juillet 1971 et août 1972. Il reprend l'initiative, en novembre 1975, en lançant la « marche verte » d'occupation pacifique du Sahara espagnol, que Madrid est en train d'évacuer. Cette mobilisation nationaliste, très habilement orchestrée, met en échec le soutien de Boumediene à la guérilla sahraouie du Polisario. Hassan II y gagne une légitimité nationaliste comparable à celle de son père en 1953-1955. Mais il installe son pays dans un conflit durable avec l'Algérie.

En mars 1975, Bourguiba est nommé « président à vie » par un Parlement à sa botte. La vie politique tunisienne est suspendue aux accès de dépression du chef de l'État et à ses fougades gouvernementales, un jour « socialistes », le lendemain « libérales » (des conseillers malintentionnés sont à chaque fois accusés des échecs de telle ou telle option). Le syndicat UGTT (Union générale tunisienne du travail) tente de secouer le carcan de cet autoritarisme sclérosé. Le 26 janvier 1978, c'est le « Jeudi noir », avec des dizaines, voire des centaines de victimes d'une répression aveugle. L'impasse tunisienne prouve que la « malédiction du pétrole », manifeste dans l'Algérie et la Libye voisines, ne peut pas expliquer à elle seule la régression démocratique que connaît alors le monde arabe.

Le basculement de 1979

L'année 1979 est cruciale pour le monde arabe, même si c'est dans son environnement musulman qu'elle s'ouvre et se clôt par deux développements majeurs : la révolution islamique

en Iran, en février, et l'invasion soviétique de l'Afghanistan, en décembre.

Le renversement du régime du Shah par l'ayatollah Khomeiny, célébré à son retour à Téhéran par des marées humaines de millions de personnes, représente en effet une défaite majeure pour Israël (l'ambassade de l'État hébreu en Iran est investie par les révolutionnaires qui la transforment en « ambassade de Palestine » et l'offrent au représentant local de l'OLP). Une génération de militants arabes, longtemps acquise au nationalisme voire au marxisme, se rallie alors à l'islamisme le plus flamboyant, moins par conviction religieuse que par volonté d'effacer enfin les défaites passées.

Sur les murs de Beyrouth, des affiches mettent en scène l'accolade d'Arafat et de Khomeiny, avec la légende « Deux révolutions en une », afin d'illustrer la communauté supposée de destin entre les révolutions iranienne et palestinienne. Une part importante des combattants du Fatah au Liban est alors issue de la communauté chiite, qui trouve dans l'enrôlement milicien au sein de l'OLP ressources, prestige et promotion.

Un mois après la révolution iranienne, Anouar Sadate et Menahem Begin signent à la Maison-Blanche, sous l'égide de Jimmy Carter, un traité de paix entre l'Égypte et Israël. Le Premier ministre israélien, vétéran de l'Irgoun reconverti dans la droite « dure » du Likoud, a refusé la moindre concession sur la question palestinienne. Il s'agit donc bel et bien d'une paix séparée, qui laisse les mains libres à Israël pour la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza. Au fil des mois d'après négociations israélo-égyptiennes, Carter a vu se briser son rêve d'une réconciliation des « fils d'Abraham ».

Sadate, quant à lui, obtient la restitution intégrale de la péninsule du Sinaï, en trois étapes étalées sur trois ans. Il décroche aussi une aide considérable des États-Unis, indexée sur l'assistance déjà colossale allouée par Washington à Israël. Le volet le plus important est le versement de 1,3 milliard de dollars chaque année à l'armée égyptienne, un versement qui se poursuit à ce jour, au point que les militaires égyptiens ne le considèrent plus comme une aide, mais comme un dû.

Du fait de cette paix séparée avec Israël, l'Égypte est mise au ban du monde arabe. La Ligue arabe quitte Le Caire pour installer son siège à Tunis. La Syrie d'Assad ne peut prétendre au magistère abandonné par Le Caire, car elle est absorbée dans la répression de l'agitation des Frères musulmans sur son territoire. C'est dès lors l'Irak qui reprend le flambeau du nationalisme arabe : en juillet 1979, Saddam Hussein assume les pleins pouvoirs à la faveur d'une purge sanglante, retransmise en direct, de la direction du Baas.

La compétition entre les branches syrienne et irakienne du parti Baas se polarise sur les relations avec l'Iran, où Khomeiny a fait plébisciter une « République islamique » bientôt dotée d'une constitution d'inspiration théocratique (avec suprématie du Guide de la Révolution sur les institutions élues). Assad et Khomeiny nouent une alliance stratégique au nom, officiellement, de la lutte contre Israël, mais, en fait, de l'hostilité partagée contre Saddam. Le despote irakien réprime en retour dans le sang la contestation chiite dans son pays, accusant l'Iran d'en être la source.

En novembre 1979, des insurgés millénaristes s'emparent du sanctuaire le plus sacré de l'islam, à La Mecque. Ce soulèvement, déclenché le premier jour du xv^e siècle du calendrier musulman, s'inscrit dans une dynamique eschatologique, car il est mené par un *mahdi*, un imam « bien dirigé », annonciateur de la fin des temps. Le siège de La Mecque se prolonge durant deux semaines et n'est brisé que par l'intervention du Groupement d'intervention de la gendarmerie

nationale (GIGN) français et son utilisation de gaz incapacitants. Les morts se comptent par centaines et les autorités saoudiennes affichent leur détermination en procédant en outre à des dizaines d'exécutions publiques.

Le calme est à peine restauré à La Mecque que l'Afghanistan est envahi par l'Armée rouge en décembre 1979. Une insurrection populaire secoue le pays au nom du jihad, mais l'administration Carter, loin de souhaiter la victoire rapide des rebelles antisoviétiques, préfère enliser l'URSS dans un conflit de longue durée. Washington veut infliger à Moscou l'équivalent de l'humiliation de la chute de Saïgon, quatre ans plus tôt. Pour cela, les États-Unis sont prêts à se battre... jusqu'au dernier Afghan.

L'Arabie voit également tout le bénéfice qu'elle peut tirer de cette guerre par procuration. En soutenant la résistance afghane, elle devient le fer de lance d'une mobilisation « sunnite » qui lui permet de contrer une Révolution iranienne de plus en plus assimilée au « chiisme ». Quant à l'Égypte, elle cultive bientôt une cause « islamique » à opposer aux pays arabes qui l'ont exclue. Espions américains, saoudiens et égyptiens se retrouvent donc au Pakistan pour financer et armer massivement la résistance afghane. Ils s'interdisent en revanche de pénétrer dans l'Afghanistan voisin, de peur de tomber entre les mains des Soviétiques. Rarement guérilla a été ainsi abandonnée à elle-même par ses généreux parrains.

Dans ce contexte, deux dissidents des Frères musulmans veulent promouvoir l'engagement armé de « volontaires » arabes en Afghanistan. Il s'agit du Palestinien Abdallah Azzam, que nous avons vu s'opposer à l'OLP lors de la crise de « Septembre noir », et du Saoudien Oussama Ben Laden, un des très nombreux enfants du magnat du BTP dans le royaume wahhabite. Ils établiront en 1984 à Peshawar, dans l'Ouest pakistanais, un « bureau des services », afin d'attirer sur la « terre de jihad » afghane les militants déçus par les échecs du nationalisme et de l'islamisme dans le monde arabe. Là encore, il s'agit moins de libérer l'Afghanistan que d'y régénérer une forme d'utopie arabe.

En septembre 1980, Saddam Hussein décide d'envahir l'Iran. Il croit la République islamique fragilisée par ses tensions internes, alors qu'il va en fait provoquer un sursaut nationaliste autour de Khomeiny. Le conflit s'enlise rapidement. Il durera huit ans et fera des centaines de milliers de morts, aggravant les divisions déjà profondes entre les régimes arabes : la Syrie et, dans une moindre mesure, la Libye ne cachent plus leur solidarité avec l'Iran « anti-impérialiste », tandis que l'Arabie Saoudite et les pétromonarchies font bloc derrière Saddam Hussein.

Sadate est assassiné en octobre 1981, en pleine parade de commémoration de la guerre de 1973. C'est une organisation jihadiste, opposée au légalisme des Frères musulmans, qui est responsable du meurtre. Le soulèvement qui se déclenche dans la foulée à Assiout, en Haute-Égypte, est vite écrasé par Hosni Moubarak, le nouveau chef d'État. Militants et sympathisants sont raflés par milliers, et parfois expulsés après des années de détention et de torture. C'est le cas d'Ayman Zawahiri, un jihadiste égyptien qui rejoint Peshawar à sa libération. Il y rencontre Ben Laden et finira par le convaincre de rompre avec Azzam et d'établir sa propre organisation, dénommée « La Base ». En arabe, Al-Qaïda.

Mais quittons les confins afghans pour revenir au Moyen-Orient : le basculement de 1979 y consolide les tendances despotiques des régimes arabes qui ont tremblé sur leurs fondations. Saddam Hussein est le premier à emprunter une voie authentiquement totalitaire, ce qui le dispense d'ailleurs des plébiscites auxquels s'adonnent encore ses pairs arabes. Ce basculement entraîne aussi une polarisation communautaire autour de la République islamique « chiite » d'une part, et du Baas irakien « sunnite » d'autre part, sur fond de guerre entre les deux régimes.

Dans cet affrontement, le Baas syrien est l'allié de la première et l'ennemi du second. De fait, le discours supposé laïc du Baas masque l'hégémonie d'une minorité dirigeante au sein de la minorité confessionnelle (sunnite en Irak, alaouite en Syrie). Cette minorité dans la minorité contrôle les services de répression et le parti-État. Les Sunnites d'Irak et les Alaouites de Syrie sont ainsi pris en otage par la clique au pouvoir et désignés à la vindicte de la majorité de la population, quand bien même ils sont aussi exclus que leurs compatriotes de la redistribution des privilèges du régime.

Le fonctionnement de cet « État de barbarie », selon l'expression lumineuse de Michel Seurat⁵, est déconnecté de la propagande « progressiste » du régime. Les textes du Baas sont les mêmes à Bagdad et à Damas, mais ils justifient ici et là des choix stratégiques diamétralement opposés. Saddam soutient les islamistes syriens contre Assad, tout en livrant une guerre totale à la République islamique d'Iran. À l'inverse, Assad appuie les islamistes irakiens contre Saddam, sur fond d'alliance stratégique entre Damas et Téhéran. Quand un des deux partis Baas soutient les uns à Beyrouth ou au sein de l'OLP, le parti rival soutient immanquablement les autres. On ne compte plus les Libanais et les Palestiniens tombés sous les tirs croisés des deux Baas.

Par ailleurs, la rente des hydrocarbures, directe ou dérivée, gonfle avec le deuxième choc pétrolier, lié aux troubles iraniens de 1978-1979. Et elle se double désormais pour les dictatures arabes d'une rente stratégique, liée à leur positionnement envers Israël. L'Égypte est ainsi soutenue avec la même générosité par les États-Unis que la Syrie l'est par l'URSS. Les deux superpuissances sont pourtant fort peu exigeantes à l'égard de leur protégé respectif : Washington est prêt à tout pour préserver la paix de Camp David et Moscou est convaincu que seul Damas lui garantit une influence dans la région.

Le front du Golan a beau être aussi calme que celui du Sinaï, Assad capitalise sur sa « résistance » à Israël. Il peut ainsi massacrer, dans l'indifférence générale, une bonne partie de la population sunnite de Hama, en mars 1982. Sur l'emplacement de la plus sanglante fosse commune de la ville martyre, Assad fera édifier un hôtel de luxe, avec un vaste parking pour les bus de touristes. Entre la complicité des uns et les priorités des autres, les tyrans arabes paraissent intouchables, tant les peuples arabes sont tenus pour quantité négligeable sur le grand échiquier international.

Bendjedid, Mitterrand et Arafat

L'opulence pétrolière permet au régime algérien d'assurer une transition fluide entre Boumediène, mort subitement en décembre 1978, et Bendjedid, élu président avec 99,4 % des voix à l'issue des quarante jours de deuil national. Le nouveau chef d'État continue d'être aussi ministre de la Défense, mais il laisse un Premier ministre de plein exercice à la tête du gouvernement. La libéralisation économique qui s'ensuit correspond à la politique adoptée une décennie plus tôt en Égypte ou en Syrie.

Comme dans ces deux pays, le contrôle militaro-policié demeure intact, tandis que l'ouverture (*infitâh*) redistribue les cartes au sein du noyau dirigeant. Les procès pour corruption

sont avant tout des instruments d'élimination des adversaires politiques. C'est sous la menace d'un tel procès qu'Abdelaziz Bouteflika, qui rêvait de la succession de Boumediene, doit s'exiler en juillet 1980 à Abou Dhabi.

François Mitterrand, élu président en mai 1981, entend faire de la relation franco-algérienne un modèle de coopération Nord-Sud. Un accord de fourniture de gaz algérien sur vingt ans est ainsi conclu en février 1982, avec un surcoût de 14 % payé par le gouvernement français, qui choisit d'abonder les ressources de son partenaire plutôt que de gonfler les crédits alloués à la coopération bilatérale. Mais les négociateurs français sont frappés par le peu d'enthousiasme de leurs homologues algériens pour un dispositif aussi généreux.

Le malentendu est aussi fondamental que révélateur. La France croit traiter avec un « État », animé par la recherche de l'intérêt national, alors même qu'elle s'adresse à un « régime », obsédé par l'accaparement des ressources nationales à son profit. La relative transparence de l'accord gazier limite de fait l'arbitraire de la gestion par Bendjedid et ses affidés de la rente liée aux hydrocarbures. Ces négociations paradoxales contribueront à commencer de dessiller la vision de la gauche française quant à la nature réelle du pouvoir algérien.

De Gaulle avait rééquilibré la diplomatie française aux dépens d'Israël, Pompidou avait tenté de conceptualiser une « politique arabe » et Giscard d'Estaing a critiqué la paix séparée entre Israël et l'Égypte, au nom du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. C'est pourtant François Mitterrand qui sera le président de la V^e République le plus actif au Moyen-Orient, où il mobilise durant de longues années tous les instruments civils et militaires de la puissance française.

Mitterrand est avant tout un ami fidèle d'Israël, fidèle mais exigeant. Il se rend dès mars 1982 en visite d'État en Israël et brise devant la Knesset un double tabou, en mentionnant à la fois l'OLP et le droit des Palestiniens à un État. Lorsque Begin et Ariel Sharon, son ministre de la Défense, décident en juin l'invasion du Liban afin d'y détruire les « terroristes » de l'OLP, Mitterrand s'active pour éviter une bataille rangée dans Beyrouth. Il obtient en août le retrait « dans la dignité⁶ » d'Arafat et de ses milliers de partisans armés. Leur départ de la capitale libanaise par la mer se fait sous protection française, à la fureur de Sharon qui s'était juré de tuer Arafat.

Le démantèlement par Israël de l'« État dans l'État » palestinien au Liban livre à eux-mêmes des milliers de miliciens chiites, jusqu'alors employés par l'OLP. Ils ne vont pas tarder à constituer un « Parti de Dieu » (Hezbollah), avec la contribution active des services de renseignement syriens et des Gardiens de la Révolution iraniens – le Hezbollah n'apparaît publiquement qu'en 1985, se camouflant durant les trois années précédentes sous différents alias, dont le Jihad islamique.

Mitterrand tente en vain de convaincre Begin, puis son successeur Itzhak Shamir, que l'affaiblissement de l'OLP ne peut que faire le jeu des extrémistes, et qu'il dessert donc les intérêts à long terme d'Israël. C'est pourquoi la France intervient une deuxième fois, en décembre 1983, pour sauver Arafat : le chef de l'OLP est alors assiégé au nord du Liban, dans la ville de Tripoli, par l'armée syrienne, les radicaux palestiniens et les milices pro-iraniennes. L'opération française permet à Arafat et à ses fidèles d'échapper à l'étau syrien, mais aussi à la marine israélienne qui pilonne Tripoli depuis le large.

La France est de fait impliquée dans une guerre inavouée avec la Syrie. C'est Assad qui ouvre les hostilités, en septembre 1981, en faisant assassiner l'ambassadeur français à Beyrouth, car son activisme contrarie les visées de Damas à la fois sur le Liban et sur l'OLP. Cette « guerre des

ombres » se poursuit avec des attentats commandités par Damas à Paris (rue Marbeuf en avril 1982, rue des Rosiers au mois d'août suivant) ou au Liban (contre l'ambassade de France en mai 1982, contre les parachutistes du poste Drakkar en octobre 1983). Les troupes françaises, déployées au Liban dans le cadre de la Force multinationale, infligent en retour des pertes sévères à Assad et à ses alliés.

L'engagement de Mitterrand en faveur de la souveraineté du Liban et de l'indépendance de l'OLP est ressenti comme une intolérable agression par Assad, déterminé à vassaliser l'État libanais comme la centrale palestinienne. À cela s'ajoute le soutien inconditionnel de la France à l'Irak, qui a perdu l'initiative face à l'Iran en juin 1982 et doit désormais défendre son territoire face à la contre-offensive de son voisin. Mitterrand reprend à son compte l'argumentaire pro-Saddam des pétromonarchies et de l'Égypte : « Nous souhaitons que l'équilibre millénaire entre le monde arabe et le monde persan soit préservé⁷. »

La frontière irako-iranienne est ainsi investie d'une importance grandiose dans le discours français. Le prêt à Bagdad, en mai 1983, de cinq chasseurs-bombardiers Super-Étendard, prélevés sur les stocks de l'aéronavale française, s'apparente à un acte de cobelligérance. La République islamique riposte en intensifiant au Liban, en liaison avec les services d'Assad, le terrorisme antifrançais. Le Hezbollah kidnappe des otages français, dont Michel Seurat, qui meurt durant sa détention en janvier 1986.

La crise des otages français au Liban se complique en 1986-1988 du fait de la cohabitation entre le président Mitterrand et le Premier ministre Jacques Chirac. Les attentats téléguidés par Téhéran se multiplient à Paris, culminant, le 17 septembre 1986, par les sept morts de la rue de Rennes. Assad, qui excelle dans son rôle de « pompier pyromane », feint de jouer les bons offices entre la France et l'Iran. Il faut attendre juillet 1988, et l'acceptation par Khomeiny du cessez-le-feu avec l'Irak, pour que s'achève la « sale guerre » menée contre la France, d'abord par la Syrie, puis par l'Iran et le Hezbollah.

Mitterrand, dégagé des contraintes de la cohabitation, se mobilise de nouveau au profit d'Arafat. Un soulèvement (*intifada*) secoue en effet la Cisjordanie et Gaza depuis décembre 1987. Ce mouvement refuse la voie des armes, malgré la brutale répression israélienne, et la presse voit en lui une « révolution des pierres ». L'OLP, sous la pression de cette *intifada*, s'engage en faveur d'une solution à deux États, où la future Palestine cohabiterait avec Israël, sur la base des frontières de 1967. Le mouvement Hamas, né de la branche palestinienne des Frères musulmans, refuse en revanche toute concession, ce qui lui vaut le soutien actif de la Syrie et de l'Iran.

Une fois de plus, l'amitié fidèle de Mitterrand pour Israël l'amène à soutenir Arafat comme seul partenaire en vue d'une paix durable. C'est le sens de l'invitation du dirigeant palestinien à Paris, en mai 1989. Arafat déclare que la charte de l'OLP, adoptée vingt ans plus tôt dans un contexte de lutte à outrance contre Israël, est « caduque ». Mitterrand poursuit une évolution qui l'amène à placer une stricte équivalence entre le droit d'Israël à exister et celui de l'État palestinien à être établi⁸. Cette question du droit et de son universalité va bientôt se retrouver au centre d'une conflagration qui divisera profondément le monde arabe.

La crise du Koweït

Bourguiba, à la sénilité avancée, jette la Tunisie en janvier 1984 dans des troubles aussi graves que six ans plus tôt. Ces « émeutes du pain », dans lesquelles l'UGTT joue une fois encore un rôle moteur, sont écrasées dans le sang. La classe politique et le mouvement syndical restent pourtant paralysés face à la figure tutélaire du « combattant suprême ». C'est donc un soulagement général qui accueille, le 7 novembre 1987, le « coup d'État médical » du Premier ministre Ben Ali : ce général de police obtient un certificat de quatre médecins permettant d'évincer Bourguiba (qui restera de fait en résidence surveillée jusqu'à sa mort en 2000).

Le « Changement du 7 novembre » est célébré en Tunisie avec la même emphase que l'avaient été avant lui les mouvements de « redressement » de Ben Bella en 1965, d'Assad en 1970 ou de Sadate en 1971. Mais le pouvoir a, là comme ailleurs, changé de mains sans rien amender de sa nature despotique. Les islamistes de Rached Ghannouchi, qui misent publiquement sur Ben Ali, se voient frustrés de leur victoire relative aux municipales d'avril 1989. La routine du bourrage des urnes, de l'arrestation des opposants et de l'exil des récalcitrants reprend dans la Tunisie de Ben Ali, avec cette dimension policière qui la distingue toujours des dictatures militaires du monde arabe.

Un autre aventurier ambitieux, le commandant Ali Abdallah Saleh, a été élu en juillet 1978 président de la République arabe du Yémen, ainsi que le Nord-Yémen est dénommé depuis la fin de la « guerre froide arabe » sur son sol. Saleh est membre de la tribu Sanhan de la Confédération des Hashid, une des deux grandes coalitions tribales du monde zaydite – l'imamat du Yémen, de 897 à 1962, a prôné le zaydisme, dissidence locale du chiisme préservée par l'autarcie du pays.

Le président Saleh peut aussi s'appuyer sur la bourgeoisie sunnite de Taz, dont il a « protégé » les trafics lorsqu'il était gouverneur de cette ville du Yémen central (notamment la contrebande d'alcool par la « route du whisky » qui mène au littoral). Le chef d'État demeure chef d'état-major, car il doit avant tout survivre dans un milieu à hauts risques (le musée de Sanaa est sans doute le seul du monde à exposer les limousines criblées de balles de dirigeants assassinés...). La sélection darwinienne, qui a opéré au profit des Boumediene, Assad ou Saddam avant leur accession au pouvoir absolu, se déroule pour Saleh une fois qu'il est devenu président.

Saleh révèle des qualités de manœuvrier et d'intrigant en tous points impressionnantes. Il purge les forces armées au profit de sa parentèle proche. Il tolère les Frères musulmans de l'Islah (La Réforme), tout en contrebalançant leur influence par celle des prêcheurs salafistes inspirés par l'Arabie voisine. La découverte de pétrole à Marib en 1984 et la « guerre des camarades », qui dévaste Aden en 1986, renforcent la main de Saleh face à un Sud-Yémen exsangue. En mai 1990, Ali Abdallah Saleh devient le premier président d'une République du Yémen unifiée par la négociation et la cooptation.

Ben Ali et Saleh partagent la même admiration pour Saddam Hussein, à la mesure de leur mépris pour les pétromonarchies du Golfe. Le despote irakien a ruiné son pays au bout de huit années de guerre avec l'Iran, achevées sans vainqueur ni vaincu. Saddam exerce un chantage de plus en plus agressif à l'encontre des États du Golfe : il exige désormais compensation pour les dégâts infligés aux infrastructures de l'Irak, affirmant qu'elles ont été détruites pour endiguer l'expansion iranienne dans toute la région, et donc protéger les pétromonarchies.

En août 1990, l'armée irakienne envahit le Koweït, dont Saddam proclame bientôt l'annexion pure et simple. Une vague de soutien au despote irakien secoue le monde arabe, Saddam étant associé à la figure mythique de Saladin (tous deux sont nés dans la ville irakienne de Tikrit,

même si Saladin est kurde et Saddam arabe), voire à celle d'un Robin des Bois dérobant aux « riches » arabes pour redistribuer aux pauvres. L'ampleur d'une telle imposture en dit long sur l'épouvantable régression intellectuelle qui a accompagné cette génération des abandons.

Ben Ali et Saleh jouent la carte de leurs opinions publiques, qui rejoignent pour une fois leurs convictions profondes. Le roi Hussein de Jordanie et Yasser Arafat considèrent n'avoir d'autre choix que de suivre la mobilisation de leur population, ne serait-ce que pour ne pas céder à la surenchère des Frères musulmans jordaniens et du Hamas palestinien : l'impasse dans laquelle se trouve l'*intifada*, en Cisjordanie et à Gaza, a en effet renforcé la contestation islamiste des options négociatrices de l'OLP et du royaume hachémite.

En revanche, l'Égypte de Moubarak et la Syrie d'Assad voient dans la crise du Koweït une occasion inespérée, pour la première, de revenir au centre du jeu arabe comme « bouclier » du Golfe ; pour la seconde, de faire valider par les États-Unis son protectorat sur le Liban. Damas espère en outre qu'un coup fatal sera infligé au « frère ennemi » baasiste de Bagdad. Lorsque l'Arabie Saoudite fait appel à des centaines de milliers de militaires américains pour protéger son territoire, cette coalition, dite « Tempête du désert », inclut bientôt d'importants contingents égyptiens et syriens.

En Arabie même, le choc du recours des Saoud aux troupes « infidèles » est immense. Oussama Ben Laden a une entrevue orageuse avec le ministre de la Défense, peu après l'invasion du Koweït. Il lui propose en vain de mettre ses « vétérans » d'Afghanistan au service de la résistance à Saddam. Il ne lui révèle pas que ses partisans lui ont prêté serment d'allégeance absolue en tant que commandant (émir) de la très secrète Al-Qaida. La rupture est totale entre la famille Saoud et Ben Laden, placé de fait en résidence surveillée.

Les Frères musulmans s'efforcent d'adopter une position médiane, tiraillés qu'ils sont entre leur base militante (pro-Saddam) et leurs puissants parrains du Golfe. La confrérie condamne à la fois l'annexion du Koweït par l'Irak et le recours saoudien aux troupes américaines. Les sanctions ne tardent pas à pleuvoir sur les « Frères » d'Arabie, qui sont « purgés » et expulsés des institutions d'enseignement et de rayonnement du royaume wahhabite.

Les dirigeants saoudiens remplacent les islamistes déchus par des salafistes, adeptes d'une interprétation littéraliste, donc strictement apolitique, des textes sacrés. Leur chef de file est Nasredine al-Albani, un cheikh d'origine syrienne, qui prône que « la meilleure politique est l'abandon de la politique »⁹. L'engagement politique, ou même social, est assimilé à une blâmable idolâtrie en ce qu'il détourne de l'adoration du Dieu unique. Ce salafisme apolitique est en revanche très intrusif dans la vie quotidienne, dont il entend réguler les moindres détails.

Assad n'attend pas l'ouverture des hostilités contre l'Irak pour empêcher le bénéfice de sa participation à « Tempête du désert ». Dès octobre 1990, les troupes syriennes écrasent les dernières poches de la résistance patriotique à Beyrouth-Est. Des « accords de paix », conclus en Arabie, mettent alors officiellement fin à la « guerre civile » du Liban, mais il s'agit en fait de la consécration du protectorat syrien sur le pays, qui prend la forme, quelques mois plus tard, d'un « traité de fraternité » entre Damas et Beyrouth. Au moment même où le monde se mobilise pour la liberté du Koweït, la mise sous tutelle syrienne du Liban ne suscite aucune condamnation, à l'exception de celle de la France.

Le 15 janvier 1991, la coalition constituée sous l'égide des États-Unis entame une campagne de bombardements aériens de l'armée irakienne. Saddam tente de créer une diversion en tirant des missiles Scud sur Israël (qui frappent souvent, du fait de leur imprécision, des cibles palestiniennes). Les États-Unis de George H. Bush interdisent toute réaction directe d'Israël, afin

de ne pas miner la caution arabe à « Tempête du désert ». L'offensive terrestre débute à l'aube du 24 février 1991. Il ne faut pas cinq jours pour que le Koweït soit libéré et que l'Irak accepte toutes les résolutions de l'ONU. Mitterrand, qui a apporté un soutien critique mais déterminant à la coalition, s'inquiète d'une interprétation sélective des décisions de l'ONU, qui ne s'appliqueraient ni au Liban, ni aux Palestiniens : « Deux poids et deux mesures, mais ce serait assassiner le droit international naissant¹⁰ ! »

Ce droit international, auquel la chute du mur de Berlin semblait ouvrir tant de perspectives, va plus que jamais faire l'objet au Moyen-Orient de « deux poids et deux mesures ». La souveraineté du Liban est piétinée par la Syrie. L'*intifada* des territoires palestiniens est d'autant plus désespérée que l'OLP est mise au ban des nations pour son soutien à Saddam Hussein – ce qui fait naturellement le jeu du Hamas. Quant au peuple irakien, il a cru aux promesses américaines de « libération » et s'est soulevé contre le tyran Saddam. Cette insurrection contrôle en mars 1991 la plus grande partie du pays. Mais Washington, obsédé par la menace iranienne, assimile les rebelles irakiens à des agents de Téhéran.

Saddam Hussein comprend qu'il a les mains libres pour une répression sauvage et il va jusqu'à utiliser des gaz de combat contre les villes chiites du Sud. Dans le nord de l'Irak, la crainte d'un nouveau massacre chimique, comme celui déjà perpétré à Halabja en mars 1988, provoque un exode de la population kurde vers la Turquie. Moins pour aider les Kurdes d'Irak que pour garantir le flanc méridional de l'OTAN, les États-Unis imposent une zone d'interdiction aérienne au nord du 36^e parallèle, qui aboutit à une autonomie de fait des provinces kurdes par rapport à Bagdad.

Le bain de sang de mars 1991 et ses dizaines de milliers de victimes ont pourtant consolidé le régime de Saddam Hussein. Les sanctions adoptées par l'ONU à l'encontre de l'Irak favorisent, du fait du rationnement institué, un contrôle encore plus étroit de l'appareil de répression sur la population. Les tendances totalitaires, déjà perceptibles dans le Baas irakien, s'en trouvent ainsi confortées. Hafez al-Assad se plaît à affirmer que, si une personne lui veut du mal, il le sait avant elle ; Saddam Hussein n'a que faire de ces anticipations de despote paranoïaque, il massacre à l'aveugle, régénérant son régime dans le sang de son peuple.

Le jour même de la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, la Jordanie tient ses premières élections libres en un quart de siècle. Ce scrutin a été imposé au roi Hussein par l'agitation des tribus, ulcérées par la corruption et le népotisme du régime. Les islamistes remportent pour la première fois une victoire relative et les Frères musulmans entrent comme partenaire minoritaire dans un gouvernement de coalition. L'Europe, en réconciliation historique avec elle-même, se désintéresse de l'expérience jordanienne et, plus généralement, de l'avenir de la démocratie dans le monde arabe.

La « liberté » est le maître mot de l'Europe postsoviétique, alors que la « stabilité » reste la priorité absolue au sud de la Méditerranée. Les mêmes tyrannies flétries au nom de la « liberté » sur le continent européen sont célébrées au nom de la « stabilité » dans le monde arabe. De bons esprits commencent même à broder sur une forme d'« exception arabe », comme si les prisons remplies à ras bord, le quadrillage politico-militaire et les massacres à répétition ne suffisaient pas à expliquer largement une certaine passivité des sociétés arabes.

L'abandon, en mars 1991, du peuple irakien à ses bourreaux, par les États-Unis qui avaient pourtant poussé ce peuple à se soulever, atteint des sommets de cynisme. Mitterrand peut

légitimement s'inquiéter du « deux poids et deux mesures ». Les Arabes ont compris dans une immense souffrance que le droit, c'est pour les autres, ou pire c'est le droit du plus fort, le droit des occupants et des oppresseurs.

Les deux camps opposés de la « guerre froide arabe », le nationalisme arabe et l'islam politique, ont éclaté en luttes de factions, mais le desserrement de leur étau n'a pas libéré les populations pour autant. Saddam, après avoir entraîné son pays dans une effroyable guerre de huit ans contre l'Iran, a enchaîné avec l'invasion du Koweït et l'écrasement du soulèvement de mars 1991. Assad, fort d'avoir liquidé la contestation islamiste de 1979-1982, est dorénavant le tuteur incontesté du Liban. Moubarak essaie de vendre au meilleur prix la « protection » égyptienne dans le Golfe, sans que la répression de l'*intifada* palestinienne vienne troubler la paix conclue avec Israël.

L'islam politique est, lui aussi, traversé de querelles inexpiables. La purge saoudienne de 1990-1991 a rejeté les Frères musulmans dans des limbes périlleux, car seule l'expérience jordanienne permet de créditer à leurs yeux la valeur de l'option legaliste. Les salafistes opposent aux « Frères » une vision centrée sur une stricte observance, où la religion est moins affaire de foi que de rites ostentatoires. Les despotes arabes, qui n'avaient pas craint auparavant de jouer les islamistes contre la gauche, misent désormais sur les salafistes quiétistes contre les islamistes militants. Les jihadistes, ultra-minoritaires, sont les seuls à porter encore la flamme révolutionnaire, d'autant plus vivace qu'elle est cultivée dans l'exil.

Même l'ultra-pacifiste Albert Cossery, chante égyptien de l'hédonisme apolitique, en vient à exhaler sa rage par le truchement d'un de ses personnages : « Plus ardent que son désir charnel était son désir de voir un jour exterminée la race ignoble des tyrans¹¹. » Les femmes et les hommes arabes ont vu tout un été 1982 Beyrouth pilonnée par l'armée israélienne. Ils ont ensuite assisté durant l'hiver 1991 au bombardement de Bagdad par les forces américaines. Et, chaque jour, ils voient des Palestiniens armés de leurs seules pierres tomber sous les balles de l'occupant.

Le sentiment d'impuissance individuelle et collective qui se répand rongé les ressorts les plus intimes des sociétés arabes. L'exil intérieur, la fuite consumériste ou la piété sourcilieuse sont des expédients commodes pour colmater des brèches aussi douloureuses. Le terrain demeure cependant fertile aux dérives suicidaires. Voici venu le temps de la terreur.

Notes du chapitre 5

1. Cité in Olivier CARRÉ, *Septembre noir. Refus arabe de la Résistance palestinienne*, Complexe, Bruxelles, 1980, p. 17.
2. Programme adopté par le douzième Conseil national palestinien, le « Parlement » de l'OLP, le 9 juin 1974.
3. Cité in Henry LAURENS, *Le Retour des exilés, op. cit.*, p. 1006.
4. Stéphane LACROIX, *Les Islamistes saoudiens*, PUF, Paris, 2010, p. 57.
5. Michel SEURAT, *L'État de barbarie*, PUF, Paris, 2012.
6. Jean-Pierre FILIU, *Mitterrand et la Palestine*, Fayard, Paris, 2005, p. 144.
7. Déclaration de François Mitterrand dans la ville égyptienne d'Assouan le 26 novembre 1982.
8. Conférence de presse de François Mitterrand à Jérusalem le 26 novembre 1992.
9. Cité in Bernard ROUGIER (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?*, PUF, Paris, 2008, p. 55.
10. Allocution de François Mitterrand au palais de l'Élysée le 3 mars 1991.
11. Albert COSSERY, *Une ambition dans le désert*, Joëlle Losfeld, Paris, 2013, p. 116 (édition originale parue chez Gallimard en 1984).

Du bon usage de la terreur (1991-2011). L'ère des pompiers pyromanes

Les détournements d'avions de ligne vers la Jordanie par une faction gauchiste de l'OLP, en septembre 1970, marquent l'irruption sur la scène internationale d'une terreur à très forte intensité médiatique. Ce processus s'amplifie avec la couverture en direct de la sanglante prise d'otages qui endeuille les Jeux olympiques de Munich, en septembre 1972. Il n'y a rien d'« islamique » dans ce terrorisme qui a même pu être qualifié de « publicitaire ». Une décennie plus tard, les premiers attentats contre l'occupation israélienne au Liban sont perpétrés par des militants nationalistes, issus de l'OLP ou de la mouvance laïque.

Le Hezbollah met longtemps à éliminer cette résistance progressiste au Sud-Liban, avant d'y imposer sa seule et unique « Résistance islamique ». Les attentats-suicides deviennent alors une arme spectaculaire à l'encontre des intérêts occidentaux à Beyrouth comme des troupes israéliennes au Sud-Liban. La guérilla du Hezbollah atteint cependant un tel niveau de professionnalisme que les opérations kamikazes ne sont plus qu'une des déclinaisons de la large palette de l'insurrection.

L'expulsion par Israël, en décembre 1992, de centaines d'islamistes palestiniens au Sud-Liban, en représailles à l'assassinat d'un garde-frontière, permet au Hamas d'assimiler les techniques de combat du Hezbollah. Cette collaboration entre groupes armés transcende la distinction entre Hezbollah « chiite » et Hamas « sunnite » : c'est inspiré par le Hezbollah que le Hamas se dote d'une branche militaire, les brigades Ezzedine al-Qassam, du nom du précurseur de la « révolution » palestinienne de 1936, afin de revendiquer un héritage nationaliste antérieur à celui de l'OLP.

Il n'y avait aucune fatalité à cette transformation du Sud-Liban en laboratoire de la violence. C'est précisément la « ligne rouge » tracée en 1976 par Israël pour stopper l'avancée de la Syrie qui a concentré, dans cette partie du territoire libanais, l'essentiel des combattants et de l'arsenal de l'OLP. Et c'est l'invasion israélienne de 1982 qui a favorisé l'émergence du Hezbollah en lieu et place de la Résistance palestinienne. Quant à l'expulsion massive des islamistes palestiniens en 1992, elle facilite la militarisation du Hamas au contact du Hezbollah, ce qui permettra au mouvement islamiste de contester par les armes l'option négociatrice finalement endossée par l'OLP.

D'une manière générale, le stigmate de « terrorisme » a toujours été brandi par les différentes puissances occupantes pour s'abstraire des contraintes du droit de la guerre et flétrir la légitimité

de la résistance locale. Les Britanniques ont qualifié les Arabes, puis les Juifs, de « terroristes » en Palestine, terme également employé à satiété par les Français en Algérie, puis par Israël envers les Palestiniens et les Libanais (ainsi que De Gaulle l'avait anticipé dès 1967).

L'effondrement de l'empire soviétique et la fin de la guerre froide amènent l'hyperpuissance américaine à jeter les fondements d'un « nouvel ordre mondial » au Moyen-Orient. Saddam Hussein, durablement corseté par les sanctions de l'ONU, ne peut représenter un ennemi à la mesure de ce « nouvel ordre ». C'est alors que la menace diffuse du « terrorisme islamique » s'impose dans le discours stratégique et la planification militaire. Les despotes arabes ne vont pas tarder à comprendre tout le profit qu'ils peuvent tirer d'une telle dérive idéologique.

Les généraux algériens seront les premiers à agiter l'épouvantail du « terrorisme islamique » pour refuser le verdict des urnes. Mais la droite israélienne ne sera pas en reste lorsqu'il s'agira, après l'assassinat d'Yitzhak Rabin, de saboter le processus de paix engagé avec l'OLP.

Il faudra cependant un détour par le lointain Afghanistan pour que se développe la première organisation terroriste à vocation planétaire. À la globalisation de cette terreur répondra la globalisation de la campagne menée par les États-Unis pour l'éradiquer. Les peuples arabes seront, une fois encore, les principales victimes de cette militarisation à outrance.

L'hécatombe algérienne

Les gavroches algériens qui défient les forces de sécurité en octobre 1988 ont pour héros les adolescents palestiniens de l'*intifada*. Mais les manifestations sont écrasées avec une férocité qui va bien au-delà du bilan déjà sanglant des « émeutes du pain » en Égypte en janvier 1977, au Maroc en juin 1981 ou en Tunisie en janvier 1984. C'est l'armée de terre du général Khaled Nezzar qui mène la répression, se comportant en troupe d'occupation dans sa propre capitale, avec recours systématique à la torture.

Le régime algérien a plus souffert que d'autres dictatures arabes de la crise de l'URSS, en raison des affinités profondes existant entre le FLN et le Parti communiste soviétique d'une part, et entre la Sécurité Militaire (SM) et le KGB d'autre part. En outre, le contre-choc pétrolier du milieu des années 1980 a frappé de plein fouet un pays entièrement dépendant des exportations d'hydrocarbures. La contraction de cette rente exacerbe alors les luttes de pouvoir au sein des « décideurs », ainsi que l'opinion algérienne désigne les hiérarques militaires, détenteurs du pouvoir effectif.

Bendjedid sanctionne la SM et promeut Nezzar au poste de chef d'état-major (une fonction supprimée depuis le coup d'État avorté de 1967). Un congrès du FLN, en décembre 1988, désigne Bendjedid comme seul candidat à sa propre succession, assurée par 93,3 % des votes. Le référendum constitutionnel de février 1989 abolit la référence au « socialisme », met un terme au système de parti unique et affirme l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Un Front islamique du salut (FIS) est bientôt créé. Il capitalise sur le rejet de la corruption généralisée, mais aussi sur la célébration de la petite entreprise face aux orientations étatistes associées au FLN. En juin 1990, le FIS remporte 54 % des votes aux élections municipales, contre 28 % pour le FLN. Bendjedid est convaincu que seule l'ouverture politique peut éviter

une crise autrement plus grave, mais il ménage les « décideurs » en confiant le portefeuille de la Défense à Nezzar (depuis le putsch de 1965, le président était aussi ministre de la Défense) et en autorisant la réorganisation de la SM en Département du renseignement et de la sécurité (DRS).

En mai 1991, le FIS dénonce le nouveau découpage électoral, outrageusement favorable au FLN, et organise, en protestation, l'occupation de places publiques. L'état de siège est proclamé, Nezzar déploie 10 000 militaires et 200 chars dans Alger. Les élections parlementaires, prévues en juin, sont repoussées de six mois. La tension s'apaise à la fin de l'été et la direction du FIS impose, même à sa base la plus militante, la participation aux élections de décembre 1991, où les islamistes remportent 47,5 % des voix au premier tour.

Il n'y aura jamais de second tour : Nezzar, à la tête d'un groupe de généraux (dont « Tewfik » Mediene, le chef du DRS), contraint Bendjedid à démissionner en janvier 1992. Les « décideurs » putschistes mettent en avant une direction civile et collégiale, le Haut Comité d'État (HCE), dépourvu de pouvoir réel. Bendjedid, placé en résidence surveillée, est accusé d'être un « Gorbatchev » prêt à sacrifier le régime au nom de « réformes » suicidaires – le fait que le président déchu était disposé à cohabiter avec un gouvernement islamiste a précipité l'intervention des « décideurs ».

Mitterrand entoure sa réaction au coup d'État d'un luxe de précautions oratoires : « Je ne me porte pas en juge de ce qui se passe en Algérie. Je dis simplement que ce qui n'a pas été accompli en cette circonstance jusqu'au terme prévu devra l'être et que les dirigeants algériens s'honoreront en retrouvant le fil de la démocratisation nécessaire, qui passe forcément par des élections¹. » Il n'en faut pas plus pour que les « décideurs » se posent en patriotes outragés et accusent le FIS d'être le véritable « parti de la France ».

Le FIS est interdit, les municipalités islamistes sont dissoutes et des milliers de militants sont incarcérés, avec l'ouverture de camps de relégation dans le Sahara. Mohammed Boudiaf, un des neuf membres fondateurs du FLN, a accepté de revenir de son exil marocain pour assumer la présidence du HCE. Il est effaré par la sauvagerie de la répression militaire et tente en vain de la freiner. En juin 1992, Boudiaf est assassiné, en plein meeting à Annaba, par un de ses gardes du corps qui entretenait des relations obscures avec le DRS.

Le meurtre de Boudiaf fait taire la moindre critique contre l'escalade imposée par les « décideurs ». Le FIS est d'autant plus vite démantelé que sa démarche legaliste le rendait vulnérable. En revanche, les noyaux jihadistes qui prônaient la lutte armée, soit dans la clandestinité, soit dans le maquis, voient de nouvelles recrues affluer. Ils se rassemblent dans un Groupe islamique armé (GIA), au singulier, même si le pluriel serait de mise vu l'hétérogénéité de cette coalition. Les intellectuels francophones deviennent une de leurs cibles privilégiées.

La violence s'aggrave jusqu'à atteindre une moyenne hebdomadaire de 500 morts en 1993-1994. Les insurgés, qui n'étaient que 2 000 en 1992, sont vingt fois plus nombreux deux ans plus tard. Outre le GIA, le FIS, radicalisé par l'échec de la voie électorale, s'est doté d'une Armée islamique du salut (AIS). Des milices « patriotiques » d'autodéfense sont engagées auprès des forces armées, sur un modèle qui n'est pas sans rappeler les supplétifs « harkis » de l'armée française durant la guerre de libération.

Nezzar prend officiellement sa retraite, ce qui ne signifie pas grand-chose chez les « décideurs ». Le général Liamine Zeroual lui succède comme ministre de la Défense, avant de devenir président du HCE puis d'être élu, avec 61 % des voix, président de la République en

novembre 1995. Le jour du scrutin, 350 000 militaires sont déployés et les 25 % recueillis par un ancien Frère musulman, devenu très critique du FIS, illustrent la permanence d'un vote islamiste substantiel.

De juillet à novembre 1995, le GIA mène une campagne terroriste sur le territoire français. Elle débute par l'assassinat à Paris d'un des fondateurs du FIS et se poursuit, entre autres, par des attentats dans le métro parisien. Khaled Kelkal, un ancien délinquant algérien de vingt-quatre ans installé dans la banlieue lyonnaise, est la cheville ouvrière de ce réseau GIA. Il est abattu au cours d'une traque policière fortement médiatisée. La France accuse alors la Grande-Bretagne de tolérer dans sa capitale un véritable « Londonistan », où les jihadistes, entre autres algériens, trouvent soutien logistique et facilités de propagande.

En 1997, au moins 4 000 civils sont tués, dans une vague de massacres visant des villages entiers, notamment à Bentalha en septembre et à Relizane en décembre. Ces tueries sont attribuées au GIA, qui s'enfonce dans des purges internes, sans doute alimentées par des infiltrations du DRS. Le même DRS négocie parallèlement avec l' AIS, qui proclame un cessez-le-feu. La fin de la guérilla du FIS ouvre un nouveau cycle de règlements de comptes entre le FIS et le GIA, les localités exterminées étant souvent d'anciens bastions du FIS.

Le GIA, miné par les querelles intestines, s'épuise à mener une guerre à outrance sur tous les fronts. Une minorité de dissidents se constitue en Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en septembre 1998, et s'engage à ne plus frapper que les forces de sécurité. L'armée doit enfin admettre son incapacité à « éradiquer » l'insurrection et la nécessité de cohabiter avec un « terrorisme résiduel ».

Ce dur retour aux réalités entraîne le retrait anticipé de Zeroual. Les « décideurs » se rallient à la solution de rechange d'un recours à Bouteflika, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediene, exilé dans le Golfe depuis 1980 (Nezzar est le seul à refuser la candidature de celui qu'il traite de « canasson »²). Le rappel de Bouteflika, comme auparavant le sanglant intermède Boudiaf, illustre l'incapacité de la clique dirigeante à raisonner en dehors des schémas datant de l'ère Boumediene.

Bouteflika se présente comme « indépendant » à la présidentielle d'avril 1999, dont tous les autres candidats se retirent en signe de protestation. Il fait ensuite valider par un référendum plébiscitaire (officiellement 98,6 % de votes positifs) sa politique de « concorde civile ». Au moins 5 000 insurgés sont amnistiés durant les mois suivants (alors même que des opposants n'ayant jamais pris les armes restent en prison). La moyenne hebdomadaire des pertes demeure de l'ordre de 200 morts.

Le peuple algérien a payé un prix exorbitant pour son vote de rejet massif du FLN (plutôt que d'adhésion au FIS) en décembre 1991. La « décennie noire » s'achève sans restauration complète de la paix civile et sur un bilan, de sources militaires, de quelque 150 000 morts (sans compter les milliers de « disparus »). Cette hécatombe est comparable au bilan déjà effroyable de la guerre d'indépendance (même s'il est vrai que l'Algérie était alors trois fois moins peuplée).

Les bourreaux, qu'ils soient militaires ou jihadistes, se sont mutuellement pardonné. Comme au Liban en 1990, la « guerre civile » s'achève sur une amnistie aussi choquante que l'amnésie volontaire qui la sous-tend. Il y a incontestablement un vaincu, le peuple, et des vainqueurs, les seigneurs de la guerre de toutes tendances, dont les trafics ont prospéré dans le pays dévasté. Il est significatif de ce point de vue que le secteur des hydrocarbures ait été épargné jusqu'au plus fort du conflit : jamais un seul attentat n'a visé les installations de la première industrie du pays, ni les pipelines qui le traversent sur des milliers de kilomètres.

Vie et mort du processus de paix

George H. Bush entend bien jeter au Moyen-Orient les bases d'un « nouvel ordre mondial », dans la foulée de la libération du Koweït. Une conférence de paix est convoquée à Madrid en octobre 1991 par les États-Unis et l'URSS (qui n'exerce qu'une coprésidence formelle et disparaît peu après). L'OLP a été exclue de cette conférence, où l'Union européenne n'a qu'un statut d'observateur. À l'issue de la réunion de Madrid, quatre séries de négociations bilatérales, sous l'égide de la seule partie américaine, se déroulent entre, d'une part, Israël et, d'autre part, la Syrie, le Liban, la Jordanie et une délégation palestinienne menée par Haydar Abdel Shafi, personnalité nationaliste de Gaza.

Ces quatre négociations parallèles s'enlisent bientôt, alors que l'*intifada* se poursuit en Cisjordanie et à Gaza. La victoire travailliste aux élections israéliennes de juin 1992 amène Itzhak Rabin à la tête du gouvernement et Shimon Pérès aux Affaires étrangères. Ils vont ouvrir en Norvège un canal de pourparlers secrets avec l'OLP, dans le but prioritaire de dégager Israël du poids de l'occupation de Gaza. Alors qu'Abdel Shafi avait été intraitable sur la question de la colonisation, Arafat accepte que ce sujet ne soit même pas abordé dans les « accords d'Oslo », où la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP s'accompagne d'un engagement à établir une « Autorité palestinienne » sur les territoires évacués par Israël.

Les accords sont signés, sous l'égide de Bill Clinton, à la Maison-Blanche en septembre 1993 – même si les États-Unis n'y ont en rien contribué. Rabin et Arafat sont flanqués de Shimon Pérès et de Mahmoud Abbas, surnommé Abou Mazen, le principal négociateur palestinien. Le Hamas riposte à Gaza en perpétrant le premier attentat-suicide de son histoire (contre le commissariat central). Le processus de paix s'ouvre par ailleurs sur un profond malentendu à Gaza : les cadres de l'OLP se vantent d'avoir « libéré » ce territoire, alors que la population locale considère que seuls ses sacrifices durant l'*intifada* ont permis le retour des militants exilés.

L'Autorité palestinienne (AP) s'installe en juillet 1994 dans la bande de Gaza et la ville de Jéricho, seule enclave de Cisjordanie qu'Israël a accepté d'évacuer. Car ce processus d'évacuation, particulièrement laborieux, est subordonné à la bonne volonté des deux parties, sans aucun calendrier contraignant. En outre, Israël procède régulièrement à des « bouclages » des territoires palestiniens, dont les effets cumulés sont vite supérieurs au volume de l'assistance versée à l'AP – dans ce domaine, l'Union européenne est nettement plus généreuse que les États-Unis.

La population de Cisjordanie et de Gaza, loin de percevoir les « dividendes de la paix », voit sa vie quotidienne s'aggraver, la colonisation israélienne progresser et les caciques de l'AP abuser volontiers de leur nouveau pouvoir. Rabin a conclu un traité de paix avec le roi Hussein en octobre 1994, et l'impasse des pourparlers avec Assad l'amène à relancer le volet palestinien. En septembre 1995, Arafat et lui signent à Washington un accord dénommé « Oslo II » qui divise la Cisjordanie en trois zones : l'AP est appelée à gérer la zone A, où résident 90 % de la population palestinienne, tandis que la zone C est de compétence exclusivement israélienne et la zone B de compétence partagée.

Rabin est, après « Oslo II », la cible d'une campagne politique d'une violence débridée, notamment de la part du chef du Likoud, Benyamin Netanyahou. Le Premier ministre israélien tombe sous les balles d'un extrémiste juif en novembre 1995. Pérès assume l'intérim dans l'attente d'élections anticipées. Le Hamas joue alors la politique du pire en multipliant les attentats-suicides en Israël. Un sommet des « Faiseurs de paix » se tient en mars 1996 dans la ville égyptienne de Charm al-Cheikh, à l'initiative du président Clinton et avec la participation de dirigeants de trente et un pays.

Le « terrorisme islamique » y est désigné comme une menace globale, bien au-delà du Moyen-Orient. Cette mobilisation exceptionnelle ne permet cependant pas à Pérès d'éviter la défaite face à « Bibi » Netanyahou en mai 1996. Le chef du Likoud, opposant historique aux « accords d'Oslo », va s'employer à les vider de leur substance, tout en intensifiant la colonisation. Il dépêche, en septembre 1997, un commando du Mossad à Amman pour y assassiner, au moyen d'un poison lent, Khaled Mechaal, le dirigeant du Hamas en exil. Mais les services jordaniens interceptent les espions israéliens et le roi Hussein, furieux, menace Clinton d'abroger le traité de paix signé avec Rabin si Netanyahou ne livre pas l'antidote seul capable de sauver Mechaal. Le refus initial de « Bibi » amène le souverain jordanien à accentuer ses exigences et il obtient, outre l'antidote, la libération du cheikh Yassine, le fondateur du Hamas, emprisonné en Israël depuis 1989. Arafat doit désormais composer, à Gaza, avec un Yassine auréolé de son incarcération en Israël et, à l'étranger, avec un Mechaal miraculé d'un attentat israélien.

C'est dire que le prestige de l'AP et de son président décline dangereusement face à celui du Hamas. Le népotisme d'Arafat, la corruption de ses affidés et la brutalité de la police palestinienne alimentent un climat délétère en Cisjordanie et à Gaza. Arafat espère, après la défaite électorale de « Bibi » en mai 1999, qu'Ehud Barak, le chef du gouvernement travailliste, sera un nouveau Rabin. Mais la Knesset est la plus divisée de l'histoire d'Israël et la coalition de Barak ne compte pas moins de sept partis. En outre, Barak est un tenant de l'unilatéralisme comme mode de garantie de la sécurité d'Israël et il voit mal l'intérêt de négociations de substance. En mai 2000, il décide le retrait unilatéral d'Israël hors du Liban, après dix-huit années d'occupation, sans la moindre concertation avec Beyrouth. Le Hezbollah célèbre alors naturellement la victoire de sa « Résistance islamique », ce qui ne peut qu'encourager la surenchère du Hamas dans les territoires palestiniens.

Le sommet Barak-Arafat que Clinton convoque à Camp David en juillet 2000 est mal préparé, et encore plus mal conduit par la diplomatie américaine. Les divergences sur Jérusalem, capitale indivisible d'Israël selon Barak, capitale des deux États pour Arafat, semblent insurmontables. Deux mois plus tard, en septembre, Ariel Sharon, qui espère ravir la direction du Likoud à Netanyahou, effectue deux jours de suite une visite sur l'Esplanade des mosquées de Jérusalem (le troisième Lieu saint de l'islam est revendiqué par les extrémistes juifs comme Mont du Temple).

La seconde visite de Sharon, sous très haute protection policière, déclenche des incidents meurtriers, qui s'étendent vite dans tous les territoires palestiniens. Une nouvelle *intifada* commence, d'emblée violente et militarisée, à la différence du soulèvement pacifique de 1987-1993. Face aux brigades Qassam du Hamas, les partisans du Fatah constituent les brigades des Martyrs d'Al-Aqsa. Les factions en compétition pratiquent toutes les attentats-suicides. En février 2001, Sharon est élu Premier ministre par 62,4 % des voix contre Barak. Le processus de paix israélo-palestinien est bel et bien enterré.

Al-Qaida et Al-Jazira

Nous avons laissé Ben Laden à l'automne 1990, en rupture ouverte avec les Saoud du fait de leur décision de recours à la protection « infidèle » des États-Unis face à l'Irak. Il est expulsé en mai 1991 de l'Arabie vers le Pakistan. Ben Laden ne reverra plus son pays natal, qui le déchoit plus tard de sa nationalité. Il finit par s'installer au Soudan, où une junte militaire à prétention islamiste accueille volontiers les parias du « terrorisme international ».

De décembre 1991 à mai 1996, Ben Laden tisse patiemment depuis Khartoum la toile d'Al-Qaida, l'organisation secrète qu'il a constituée autour de ses compagnons du jihad afghan, à qui il assigne désormais une mission révolutionnaire. Zawahiri a rejoint Ben Laden au Soudan et il y théorise la dialectique entre l'« ennemi lointain », hier l'URSS, aujourd'hui les États-Unis, et l'« ennemi proche », les régimes faussement musulmans, cibles prioritaires d'Al-Qaida.

Le renversement des Saoud devient une obsession pour Ben Laden. Son représentant en Grande-Bretagne, Khaled Fawwaz, assure la diffusion des thèses d'Al-Qaida depuis le cœur du « Londonistan ». Mais le GIA algérien refuse toute forme de coopération avec Al-Qaida. Quant aux miliciens somaliens en lutte contre l'intervention « humanitaire » des États-Unis en 1993, ils manipulent Al-Qaida sans jamais rien lui céder. Enfin, la tentative d'assassinat de Moubarak par Zawahiri, lors d'un sommet africain en Éthiopie en juin 1995, échoue car le chef des renseignements égyptiens, Omar Suleimane, a convaincu son président de circuler dans sa propre voiture blindée.

Le régime soudanais, qui avait déjà livré Carlos à la France, propose aux États-Unis de leur remettre Ben Laden. Mais la CIA sous-estime encore l'étendue du réseau international d'Al-Qaida et l'administration Clinton craint que la détention d'un terroriste ne suscite d'autres attentats pour obtenir sa libération. C'est ainsi que Ben Laden quitte libre le Soudan (où ses hôtes l'ont méthodiquement dépouillé avant son départ). Il retourne s'installer dans l'est de l'Afghanistan, d'où il lance en août 1996 une déclaration de jihad contre les États-Unis, accusés d'occuper la terre sainte d'Arabie.

À cette époque, les services pakistanais soutiennent les avancées militaires des talibans en Afghanistan. Cette milice rigoriste réduit un à un les différents seigneurs de la guerre qui se sont partagé le pays après le retrait soviétique. La restauration de la sécurité par les talibans s'accompagne de l'imposition d'un ordre moral sourcilieux. Leur chef, le mollah Omar, prend Ben Laden sous sa protection, car il trouve en lui une caution arabe inespérée au projet taliban.

En août 1998, Al-Qaida mène deux attentats-suicides simultanés contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie (224 morts, dont douze Américains). L'administration Clinton riposte par des tirs de missiles de croisière sur les implantations supposées d'Al-Qaida en Afghanistan. Ben Laden sort indemne de ce déferlement de technologie américaine, ce qui rehausse sensiblement son prestige. Quant au mollah Omar, il dénonce l'agression des États-Unis et revendique par bravade l'hospitalité accordée à Al-Qaida.

La montée en puissance de l'organisation de Ben Laden se déroule en parallèle de l'émergence du Qatar comme un acteur à part entière sur la scène internationale. La famille qatarie régnante, les Al-Thani, partage avec les Saoud les mêmes convictions wahhabites, mais l'émir Hamad, qui

renverse son père et prend le pouvoir à Doha en juin 1995, est bien décidé à affirmer son État face à l'Arabie voisine. En novembre 1996, il lance une chaîne satellitaire dont le nom claque comme un défi : Al-Jazira signifie en effet « l'île », mais surtout « la Péninsule » (arabique).

Le Qatar, petit pays à la population réduite, investit volontiers une part de ses ressources colossales dans le *soft power*, cette puissance immatérielle que l'Arabie Saoudite peine à mobiliser aussi agilement. Là où cette dernière promeut à fonds perdus un salafisme obsessionnel, concentré sur les prescriptions vestimentaires, alimentaires et sociétales, le Qatar joue avec le feu de la « vraie » politique. Là où Riyad valide auprès des dictatures arabes des salafistes d'un loyalisme irréprochable, Doha fait le pari des opinions et de leur soif de changement, même brutal.

La multiplication des chaînes satellitaires a brisé le monopole des propagandes d'État dans le monde arabe. Cela faisait déjà longtemps que les populations des pays arabes voisins d'Israël s'autorisaient des escapades sur les chaînes de l'« ennemi sioniste » pour échapper à la langue de bois des médias officiels. Et les paraboles, tournées vers le nord et les chaînes européennes, ont transformé les pratiques culturelles dans l'ensemble du Maghreb. Mais Al-Jazira apporte un souffle nouveau : une information produite par des Arabes de toutes nationalités, pour un public à l'échelle du monde arabe. La chaîne de télévision, qui émet en continu à partir de 1998, devient la caisse de résonance de tous les exclus du système politique arabe, les islamistes bien entendu, mais aussi les jihadistes.

Une équipe d'Al-Jazira suit ainsi durant de longues semaines Ben Laden en Afghanistan. Le reportage, intitulé « Un homme contre un empire », est diffusé en juin 1999, juste après la décision du FBI de mettre la tête de Ben Laden à prix pour 5 millions de dollars. Le jihadiste apatride, paré du titre d'« ennemi public numéro 1 », acquiert un statut d'icône planétaire. Les camps d'entraînement d'Al-Qaida dans l'est et le sud de l'Afghanistan ne désemplissent plus.

Ben Laden et Zawahiri décident alors de frapper le territoire américain, afin de déclencher en représailles une intervention de l'« ennemi lointain » qui déstabilisera au Moyen-Orient l'« ennemi proche ». Ce sont les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, perpétrés à l'aide de trois avions détournés (un quatrième avion s'écrase avant d'avoir atteint sa cible, le Capitole, voire la Maison-Blanche). Quelque 3 000 morts sont dénombrés.

Ben Laden se garde de revendiquer les attentats, afin de présenter l'inéluctable riposte américaine comme une « agression ». Il enregistre en revanche pour Al-Jazira un discours appelé à être diffusé lors du début des frappes américaines sur l'Afghanistan. C'est chose faite le 7 octobre 2001, et le chef d'Al-Qaida, par le truchement d'Al-Jazira, pénètre dans des centaines de millions de foyers. Il se pose en résistant, en lutte contre l'oppression israélienne en Palestine et contre l'occupation américaine de l'Arabie, lui qui n'a jamais rien accompli ni contre l'une, ni contre l'autre. C'est une autre forme de « grand détournement » des luttes arabes, un détournement qui ne peut cependant s'opérer que si le pays visé par le 11-Septembre accrédite cette fable. Et la manipulation va réussir au-delà des plus folles espérances de Ben Laden.

Guerres globales

George W. Bush lance en effet, dès l'automne 2001, une « guerre globale contre la terreur ». Cette terreur est par définition « islamique » et il s'agit pour les États-Unis de l'éradiquer dans le monde entier, ambition dont on mesure la nature bien plus idéologique que stratégique. Les inspireurs de la Maison-Blanche sont bien mal nommés « néoconservateurs », alors que leur démarche est littéralement révolutionnaire : là où Bush père utilisait la force pour reconstruire un « nouvel ordre » par la négociation, Bush fils croit à la vertu purificatrice de l'action militaire, la démocratie ne pouvant que s'épanouir sur les ruines de la tyrannie.

Les dictatures arabes comprennent pourtant très vite l'intérêt qu'elles ont à s'associer à la « guerre globale » de Washington. Kadhafi rappelle que son pays a émis un mandat d'arrêt international contre Ben Laden dès 1998. Les « décideurs » algériens affirment avoir été à l'avant-garde de la lutte contre le « terrorisme » durant la décennie 1990 et ils reprochent aux dirigeants occidentaux de les avoir alors abandonnés dans ce combat. Ben Ali dénonce la main d'Al-Qaida dans une opposition pourtant fort pacifique. Mubarak offre de sous-traiter, y compris sur le territoire égyptien, les « interrogatoires » (en fait les séances de torture) des suspects jihadistes raflés par les États-Unis dans le monde entier. Toutes les polices politiques arabes proposent leurs services aux États-Unis. Même Al-Jazira établit un canal secret avec la CIA, qui visionne désormais les documents d'Al-Qaida avant leur diffusion.

Les talibans ont été renversés en quelques semaines en Afghanistan et Washington a imposé son homme lige, Hamid Karzai, à la tête d'une république, malgré la majorité qui penchait pour la restauration de la monarchie autour de Zaher Shah. L'administration Bush est déterminée à étendre sa « guerre globale contre la terreur » jusqu'en Irak. Peu importe que rien ne lie Saddam Hussein aux attentats du 11-Septembre, la menace d'« armes de destruction massive » qu'est censé détenir le dictateur irakien alimente une campagne tous azimuts des néoconservateurs.

Ben Laden et Zawahiri, assiégés dans l'Est afghan en décembre 2001, se croient condamnés. Mais les responsables américains, pressés d'en découdre avec Saddam, sont persuadés qu'Al-Qaida est un épisode clos. Quant au Pentagone, il a renversé les talibans avec des pertes très limitées et refuse d'exposer des troupes au sol pour éliminer Ben Laden et Zawahiri, qui parviennent ainsi à s'enfuir vers le Pakistan voisin. La propagande de Washington met désormais en avant la dangerosité d'Abou Moussab Zarqoui, un jihadiste jordanien réfugié dans le nord de l'Irak, afin de justifier les plans d'action militaire du pays.

En mars 2003, les États-Unis envahissent l'Irak par le sud, la Turquie ayant refusé de participer à cette campagne. Ils mènent une coalition qui a profondément divisé l'Union européenne : la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie ou la Pologne en sont membres, malgré l'opposition catégorique de la France et de l'Allemagne. Le régime de Saddam, épuisé par douze années de sanctions et de guerre d'usure, s'effondre rapidement.

L'administration Bush décide alors de dissoudre l'armée irakienne et de bannir de l'administration tous les anciens membres du Baas. Cela signifie concrètement le démantèlement de l'État irakien, puisque l'appartenance au Baas était, dans sa logique totalitaire, indispensable pour exercer la moindre responsabilité. Quant aux militaires, souvent aguerris, ils auraient pu se mettre au service du « nouvel Irak », mais ils sont renvoyés dans leurs foyers, avec leur armement personnel, et ils se gardent de dévoiler les caches que les fidèles de Saddam Hussein ont réparties dans tout le pays.

L'armée américaine ne découvre pas l'ombre d'une « arme de destruction massive ». En revanche, elle ne tarde pas à faire face à une insurrection pugnace, qu'elle réprime par des

sanctions collectives et des emprisonnements massifs. L'écrasante majorité des détenus ainsi raflés sont des Arabes sunnites, ce qui accentue la polarisation avec les Arabes chiïtes et avec les Kurdes, dénoncés par les Sunnites pour leur « collaboration » avec l'occupant.

La propagande américaine continue de se focaliser sur Zarqaoui, dont la nationalité jordanienne permet de nier le caractère national de la résistance irakienne. En attribuant à Zarqaoui dix fois plus d'attaques que celles effectivement menées par son groupe, Washington oriente vers le jihadiste jordanien des combattants de tous bords, y compris des anciens officiers de Saddam. Ben Laden prend acte de cette montée en puissance et, en décembre 2004, il adoube Zarqaoui chef de la branche irakienne d'Al-Qaïda.

Zarqaoui qualifie de « grâce » divine l'irruption des États-Unis au cœur du Moyen-Orient³. À partir de là, le jihad antiaméricain en Irak attire des recrues du monde entier. Une filière se met ainsi en place à partir du quartier parisien des Buttes-Chaumont, autour de Boubaker al-Hakim, un jihadiste franco-tunisien. Les services d'Assad, soucieux d'enliser les États-Unis en Irak pour les détourner de la Syrie, soutiennent la guérilla jihadiste et favorisent les transits par Damas des volontaires, entre autres français.

En Algérie, le GIA a disparu, mais sa dissidence du GSPC se consacre au recrutement dans toute l'Afrique du Nord de militants déterminés à combattre en Irak. Cette « globalisation » réussie amènera le GSPC à se transformer en Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Quant aux commandos d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), ils mènent en Arabie Saoudite une campagne terroriste de longue haleine. Leur échec, consommé au printemps 2005, confère encore plus de poids à Zarqaoui dans la galaxie jihadiste.

L'occupation américaine de l'Irak engendre un véritable « trou noir », propice à toutes les dérives, d'autant que la logique fédérale de la constitution adoptée en octobre 2005 creuse le fossé entre Sunnites, Chiïtes et Kurdes. Les chrétiens d'Irak, grands absents de ce marchandage tripartite, fuient en masse cette terre d'Abraham qui était la leur depuis deux millénaires. Après la mort de Zarqaoui en juin 2006, la branche locale d'Al-Qaïda se transforme en « État islamique en Irak ».

La sécurité du continent européen est par ailleurs durablement déstabilisée par l'aggravation du chaos irakien : en mars 2004, 191 personnes sont tuées dans un attentat jihadiste à Madrid ; en juillet 2005, cinquante-six personnes (dont quatre kamikazes) périssent dans des attaques-suicides à Londres – cette tragédie convainc enfin les dirigeants britanniques de donner un coup d'arrêt au « Londonistan ».

En Israël, le Premier ministre Sharon joue à fond l'assimilation entre la répression de l'*intifada* et la « guerre globale contre la terreur ». Il déclare ainsi : « chacun a son propre Ben Laden, Arafat est notre Ben Laden⁴ ». L'armée israélienne réoccupe la Cisjordanie en mars 2002. Arafat, assiégé dans son palais de Ramallah, n'en sortira qu'en octobre 2004. Gravement malade, il est évacué vers la France, où il meurt peu après dans un hôpital militaire. Mahmoud Abbas lui succède comme président à la fois de l'Autorité palestinienne et de l'OLP.

Sharon considère qu'il a étouffé l'*intifada* en Cisjordanie, mais il décide de faire la part du feu à Gaza, où l'élimination systématique des responsables palestiniens (tel le cheikh Yassine en mars 2004) n'a en rien endigué le soulèvement armé. Dans la même logique unilatérale suivie par Barak au Liban en 2000, Sharon évacue de la bande de Gaza, en septembre 2005, les militaires et les colons israéliens. Le président Abbas est mis devant le fait accompli et les miliciens du Hamas ne tardent pas à se déployer dans les positions abandonnées.

Sharon fait alors face à la fronde d'une partie du Likoud, mais en attire une autre dans un

nouveau parti, Kadima, constitué avec l'ancien travailliste Pérés. Cette recomposition de la scène politique israélienne s'accompagne, pour Sharon, de la conviction d'avoir bloqué toute voie vers un État palestinien. Le découplage entre Gaza et la Cisjordanie n'a en effet jamais été aussi étanche. Et l'armée israélienne lance dès octobre 2005 sur la bande de Gaza une offensive au nom évocateur : « Éternel recommencement ».

La « guerre globale contre la terreur » semble ainsi se nourrir de sa propre dynamique, sans qu'aucune possibilité de mettre un terme à ce conflit n'apparaisse à l'horizon. Mais c'est au Yémen que la logique perverse de cette « guerre globale » va être poussée le plus loin. Ali Abdallah Saleh, maître d'un pays unifié depuis 1990, nourrit des relations anciennes avec les réseaux jihadistes, qui l'ont assisté dans sa lutte contre le Sud-Yémen marxiste. Saleh réussit à s'insérer dans la campagne planétaire des États-Unis, tout en détournant l'essentiel de l'aide américaine au profit d'une garde prétorienne confiée à son propre fils, Ahmed Ali Saleh. Le Yémen voit ainsi la progression parallèle des financements antiterroristes et de la menace jihadiste, avec reconstitution sur son sol, en janvier 2009, d'Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA), étrillée dans l'Arabie voisine.

Chirac face à Assad, père et fils

Jacques Chirac, élu président en mai 1995, prononce un an plus tard au Caire un vibrant discours de refondation d'une « grande politique arabe », que « la France veut faire partager à l'Europe tout entière »⁵. La substance d'une telle politique reste à définir, car l'essentiel pour Chirac est ailleurs, dans sa relation si privilégiée avec Rafic Hariri qu'il n'hésite pas à le qualifier de « frère »⁶. Le milliardaire libanais préside le gouvernement de 1992 à 1998, puis de 2000 à 2004. Il est le bénéficiaire direct du rééquilibrage institutionnel, au profit du Premier ministre (sunnite) et aux dépens du président de la République (maronite), qui clôt la « guerre civile » de 1975-1990. Très lié à l'Arabie Saoudite, où il a bâti sa fortune, Hariri accepte aussi le principe de la tutelle syrienne.

Chirac va donc renverser la logique mitterrandienne de défense de la souveraineté libanaise face à la Syrie. Il entend, au contraire, nouer avec Hafez al-Assad une coopération si forte qu'elle devrait desserrer l'étau syrien sur le Liban. Il reçoit ainsi à l'Élysée, en novembre 1999, l'héritier désigné du tyran syrien, son fils Bachar al-Assad. Le président français endosse donc une succession de type héréditaire, qu'il assimile aux transitions monarchiques réalisées quelques mois plus tôt au profit d'Abdallah II en Jordanie et de Mohammed VI au Maroc.

Chirac est le seul dirigeant occidental présent aux obsèques d'Hafez al-Assad en juin 2000. Le Parlement syrien approuve en urgence un amendement de la constitution qui abaisse l'âge requis du président de quarante à trente-quatre ans. C'est l'âge de Bachar al-Assad, qui est nommé dans la foulée au grade suprême des forces armées, ainsi que secrétaire général du parti Baas. L'héritier est élu président de la République par 97,3 % des voix, avant de se prononcer pour le « changement dans la continuité et la stabilité⁷ ».

Aucune institution syrienne, ni l'État, ni le parti, ni l'armée, n'a été épargnée dans la tragédie de cette succession héréditaire. Chirac, à l'unisson d'Hariri, croit pourtant en la volonté « réformatrice » d'Assad junior. Dans le cadre de la cohabitation avec le Premier ministre Lionel

Jospin, Chirac impose en juin 2001 une fastueuse visite d'État à Paris du jeune président syrien, quatre mois après la tenue, dans la capitale française, d'une conférence internationale de soutien à la reconstruction du Liban.

Le président Chirac est initialement bien disposé à l'égard de la « guerre globale contre la terreur ». Il envisage même l'envoi de troupes au sol en Afghanistan et c'est la détermination de Lionel Jospin qui limite l'engagement français à une contribution à la campagne aérienne contre les talibans. Libéré des contraintes de la cohabitation en mai 2002, Chirac parraine à Paris une seconde conférence des bailleurs de fonds au Liban, encore plus généreuse que la précédente.

Son « frère » Hariri met en garde Chirac contre une intervention américaine en Irak, qui ne pourrait que durcir le régime syrien et ruiner l'autonomie patiemment grignotée au Liban. Le président français se mobilise sans compter pour obtenir l'approbation à l'unanimité de la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU sur le désarmement de l'Irak en novembre 2002 (il obtient même de Bachar al-Assad un vote syrien positif). Mais, là où Chirac voit un cadre de règlement de la crise irakienne, les « faucons » américains ne perçoivent qu'un degré dans l'escalade anti-Saddam. La tension monte entre Paris et Washington, avec de vifs échanges entre les deux ministres des Affaires étrangères à l'ONU en février 2003. Chirac annonce peu après qu'il opposera son veto à toute résolution américaine sur une intervention militaire en Irak. George W. Bush passe outre, déclenchant l'invasion hors du cadre de l'ONU.

La posture française suscite une immense popularité de Chirac dans le monde arabe. Elle a effectivement évité que la « guerre globale contre la terreur » tourne au « choc des civilisations » entre deux blocs identifiés à l'islam et à l'Occident. Paris n'a pourtant pas pu empêcher la catastrophe irakienne. Et Chirac va hélas utiliser son formidable crédit, non pour favoriser les réformes dans le monde arabe, mais pour y prêcher le *statu quo*. En décembre 2003, le président français, hôte de Ben Ali, déclare : « Le premier des droits de l'homme, c'est de manger, d'être soigné, de recevoir une éducation, d'avoir un habitat. C'est cela, le premier des droits de l'homme. De ce point de vue, il faut bien reconnaître que la Tunisie est très en avance sur beaucoup, beaucoup de pays⁸. » Ces propos provoquent un tollé chez les défenseurs des droits de l'homme, d'autant qu'une avocate tunisienne mène alors depuis près de deux mois une grève de la faim contre l'arbitraire policier.

En 2001, les dictateurs arabes avaient rallié la « guerre globale contre la terreur » pour mieux assimiler, aux yeux des États-Unis, leur opposition à la menace jihadiste. Avec l'invasion américaine de l'Irak en 2003, ils accusent désormais cette même opposition d'être à la solde de Washington. Ce discours, particulièrement virulent dans l'Égypte de Moubarak, ne peut qu'être encouragé par les complaisances de Chirac : « On ne peut pas imposer des réformes, il faut convaincre, il faut dialoguer », lance-t-il à la session du G8 consacrée au monde arabe en juin 2004⁹.

L'assassinat de Rafic Hariri, en plein cœur de Beyrouth en février 2005, est pour Chirac « un des pires chocs de [s]a vie¹⁰ ». Durant ses deux dernières années à l'Élysée, il est obsédé par la volonté de punir Assad pour ce crime dont il le tient directement responsable. Il s'engage en faveur de la « révolution du Cèdre », vaste mouvement de protestation populaire qui contraint l'armée syrienne à quitter le pays, après vingt-neuf ans d'occupation.

Assad continue pourtant de contrôler le Liban, notamment par l'assassinat d'intellectuels et de parlementaires. Chirac accrédite alors le mythe géopolitique d'un « croissant chiite » qui irait de

l'Iran et de l'Irak jusqu'à la Syrie d'Assad et au Hezbollah libanais (alors que l'alliance syro-iranienne repose depuis 1979 sur des orientations stratégiques partagées, et non sur une affinité confessionnelle, les Alaouites n'étant pas plus chiites que les Mormons ne sont protestants).

Le Hamas remporte les élections palestiniennes de janvier 2006, capitalisant sur le retrait israélien de Gaza et sur le rejet populaire de la corruption du Fatah. Chirac, obnubilé par les liens entre Assad et les islamistes palestiniens (pourtant sunnites), impose une « ligne dure » à l'Union européenne. Les Vingt-cinq exigent, pour traiter avec le Hamas, que celui-ci reconnaisse explicitement Israël et les accords d'Oslo (la reconnaissance implicite par la participation au scrutin étant jugée insuffisante) et qu'il renonce à la violence.

Chirac espère-t-il contraindre le Hamas à accepter des concessions que durant deux septennats Mitterrand a travaillé à obtenir de l'OLP ? Les islamistes palestiniens refusent catégoriquement ce diktat et la population est de fait sanctionnée pour son vote. La tension monte entre Fatah et Hamas, jusqu'à déboucher sur une véritable guerre civile à Gaza. En juin 2007, les brigades Qassam expulsent les partisans du président Abbas, dont l'Autorité est dorénavant confinée à la Cisjordanie. Le « Hamastan » de Gaza, aux dirigeants boycottés par l'Union européenne, est soumis à un siège sévère de la part d'Israël (à terre, par la mer et dans les airs) et de l'Égypte (à la frontière terrestre du Sinaï).

Lorsque Chirac quitte l'Élysée en mai 2007, il ne présente à son successeur, Nicolas Sarkozy, qu'une seule personnalité étrangère, Saad Hariri, fils et héritier désigné de Rafic. Il est vrai que la famille Hariri va désormais loger gracieusement le couple Chirac dans un somptueux appartement du quai Voltaire. Sarkozy, pour sa part, a ses propres entrées dans le Golfe, notamment au Qatar, dont l'intervention financière sera cruciale dans le règlement de plusieurs dossiers sensibles.

Ces petits et grands arrangements, où se brouillent les frontières entre responsabilités publiques et vie privée, sont bien connus des dirigeants arabes, qui n'ont jamais nourri aussi peu de respect pour la République française. Kadhafi, invité en visite d'État à Paris en décembre 2007, multiplie les provocations médiatiques (allant jusqu'à s'afficher avec une mannequin habillée en Marianne). Bachar al-Assad est, quant à lui, convié à assister au défilé du 14 juillet 2008. Il est vrai qu'il a, la veille, enfin accepté un échange d'ambassadeurs entre la Syrie et le Liban.

En matière de complaisance envers les dictateurs arabes, et avec l'exception majeure de la Syrie, Sarkozy ne fait que s'inscrire dans le prolongement de Chirac. En avril 2008, hôte de l'inamovible Ben Ali, Sarkozy affirme que « l'état des libertés progresse¹¹ » dans une Tunisie pourtant corsetée comme jamais. Cette aveugle fidélité de Chirac et de Sarkozy au maître de Carthage est d'autant plus troublante que les diplomates français en poste à Tunis alertent depuis des années Paris sur la corruption du clan présidentiel et les fragilités de cet État policier¹².

Ces deux décennies sont bien celles des pompiers pyromanes. Depuis 1976, Hafez al-Assad était passé maître, au Liban, dans l'art d'allumer des incendies pour mieux se poser en seul recours. Son fils Bachar poursuit le négoce, alimentant deux conflits par procuration : celui de l'« État islamique en Irak » contre les États-Unis, et celui du Hezbollah au Liban, qui proclame sa « victoire divine¹³ » après la guerre de trente-trois jours qui l'oppose à l'été 2006 à Israël.

Bush père avait laissé exterminer la résistance irakienne, en 1991, de peur qu'elle ne se rallie un jour à l'Iran. Bush fils, en démolissant l'État Saddam en Irak, ouvre littéralement le pays à la

puissance multiforme de l'Iran. Nouri al-Maliki, qui devient Premier ministre en mai 2006, a passé un quart de siècle en exil entre Téhéran et Damas, mais c'est à la République islamique d'Iran que va la loyauté première de ce fondamentaliste chiite, qui s'inquiète du soutien d'Assad à l'insurrection sunnite.

L'invasion américaine de l'Irak a aussi implanté Al-Qaida au cœur du Moyen-Orient, galvanisant les réseaux jihadistes dans toute la région. Les dictateurs arabes se gardent bien d'éradiquer une menace qui leur garantit une rente stratégique dérivée de Washington. Les « décideurs » algériens, malgré l'épouvante de la « décennie noire » et trois mandats successifs de Bouteflika le « réconciliateur », voient leur pays développer une Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) dont les commandos frappent bientôt dans tout le Sahel.

La France et le monde ne s'intéressent plus aux Arabes que pour veiller à la « stabilité » des régimes qui les oppressent. Le « processus de paix » tourne à vide au Proche-Orient, non sans y nourrir une caste, affairiste ou bureaucratique, de « seigneurs de la paix », tandis que la colonisation israélienne progresse et qu'une Palestine, à Gaza, défie l'autre, à Ramallah. Moubarak en Égypte, Kadhafi en Libye et Saleh au Yémen préparent leurs rejetons à monter sur le trône présidentiel, sur le modèle de la dictature héréditaire des Assad en Syrie.

C'est pourtant alors que les peuples arabes vont renouer avec la dynamique de leur Renaissance et, à la stupéfaction générale, se soulever pour leurs droits.

Notes du chapitre 6

1. Conférence de presse de François Mitterrand à Luxembourg le 14 janvier 1992.
2. Khaled NEZZAR, *Le Sultanat de Bouteflika*, Transbordeurs, Marseille, 2003, p. 30.
3. Cité in Gilles KEPPEL (dir.), *Al-Qaida dans le texte*, PUF, Paris, 2005, p. 381.
4. Cité in *The Guardian*, 14 septembre 2001.
5. Discours de Jacques Chirac à l'université du Caire le 8 avril 1996.
6. Jacques CHIRAC, *Le Temps présidentiel. Mémoires*, tome II, Nil, Paris, 2011, p. 518.
7. Cité in Jean-Pierre FILIU, *Le Nouveau Moyen-Orient*, Fayard, Paris, 2013.
8. Point de presse de Jacques Chirac à Tunis le 3 décembre 2003.
9. Point de presse de Jacques Chirac à Sea Island le 9 juin 2004.
10. Jacques CHIRAC, *Le Temps présidentiel. Mémoires, op. cit.*, p. 518.
11. Déclaration de Nicolas Sarkozy à Tunis le 28 avril 2008.
12. Voir à cet égard le témoignage exceptionnel d'un ancien ambassadeur de France à Tunis : Yves Aubin DE LA MESSUZIERE, *Mes années Ben Ali*, CERES, Tunis, 2011.
13. Cité in Jean-Pierre FILIU, *L'Apocalypse dans l'islam*, Fayard, Paris, 2008, p. 227.

Révolution et contre-révolution (2011-2015).

Dictateurs et jihadistes, même combat

Durant deux générations successives, celle du grand détournement et celle des abandons, les sociétés arabes ont accompli une révolution silencieuse. Elles ont en effet opéré leur transition démographique en quatre décennies, là où elle s'était étalée sur deux siècles en Europe occidentale. La Tunisie « fait » désormais moins d'enfants que la France. Le modèle patriarcal a éclaté, avec des fratries de deux ou trois membres, dont le niveau d'éducation est, en moyenne, bien plus avancé que celui de leurs parents.

L'amélioration progressive des services publics de base, notamment de l'enseignement et de la santé, a favorisé une forme d'émancipation féminine, d'abord par l'accès au lycée et à l'université, puis par l'entrée sur le marché du travail. Cette variable est déterminante dans la chute de la fécondité, garante en retour de l'émergence de familles « modernes », investies dans la formation des enfants, eux-mêmes plus critiques des valeurs traditionnelles d'obéissance et de conservatisme.

Les « pères de la Nation », de Bourguiba à Nasser et Boumediene, avaient imposé leur autorité charismatique à des masses infantilisées dans leur rapport au chef tout-puissant. Mais l'aura patriotique de ces figures tutélaires n'était pas feinte, alors que la contribution d'un Ben Ali ou d'un Moubarak à la geste nationale est bien plus discutable. Quant à la succession dynastique expérimentée par les Assad en Syrie, elle livre le pays à la rapacité des héritiers (la fortune de Rami Makhlouf, cousin du chef de l'État et grand bénéficiaire de la « libéralisation » économique, est estimée en milliards de dollars).

Les jeunes adultes de 2010 se heurtent dans le monde arabe à une impasse cruelle. Malgré leur formation parfois élevée et leurs aspirations citoyennes, ils voient leur rêve d'une vie « normale » condamné par les interventions systématiques du « système » ou du « régime » – le même terme de *nizâm* désigne les deux notions en arabe. Le parti hégémonique et les services de renseignement, étroitement liés pour quadriller la population, sont aussi les intermédiaires obligés pour suivre des études, faire carrière ou établir une entreprise.

Le *nizâm* n'est donc plus seulement un appareil d'oppression politique, il s'insinue dans les espaces les plus intimes pour asservir l'individu, le rendre redevable de ses propres mérites, le contraindre à mendier pour vivre ou à se corrompre pour gagner un salaire. Les « pères de la

Nation » avaient systématisé le pillage des ressources du pays au profit de leur clique. Leurs épigones, rendus avides par les bénéfices des « privatisations », accaparent volontiers le travail même de leurs sujets.

Une centaine de millions de jeunes Arabes, du Maroc au Golfe, partagent à des degrés divers une frustration comparable de n'avoir jamais été aussi bien éduqués et aussi mal employés (le chômage des jeunes Arabes est deux fois supérieur à la moyenne mondiale). Cette frustration, ils l'expriment dans une langue commune, l'arabe moderne et standard (AMS), généralisé par les programmes d'arabisation, les chaînes satellitaires, Internet et les réseaux sociaux. Jamais les Arabes n'ont aussi bien parlé l'arabe entre eux, d'un bout à l'autre du monde arabe.

Les conditions sont alors réunies pour que reprenne la dynamique d'effervescence culturelle de la Nahda du XIX^e siècle, mais dans des proportions multipliées à l'infini par les nouvelles technologies. La Voix des Arabes, cœur de la propagande nassérienne, se déversait au nom du maître du Caire sur des populations réduites à l'écouter sans jamais pouvoir lui répondre. Les chaînes satellitaires avaient déjà brisé ce carcan en favorisant la pluralité des sources, mais aussi une convivialité inédite des commentaires. Les réseaux sociaux lèvent les derniers obstacles à un espace horizontal de communication interarabe.

Sidi Bouzid, dans le sud de la Tunisie, présente une densité inégalée de contrôle politique et policier de la population. C'est pourtant là que le système va craquer, s'effondrant sous son propre poids. Le 17 décembre 2010, Mohammed Bouazizi, un vendeur à la sauvette de vingt-six ans, essaie en vain de récupérer sa carriole saisie par les forces de l'ordre, sans doute parce qu'il n'avait pas de quoi leur verser le pot-de-vin d'usage. De désespoir, Bouazizi s'immole devant la préfecture.

Ce sacrifice va bouleverser la jeunesse arabe, jetant des foules entières dans la contestation ouverte. On ne sait où ce slogan a été lancé la première fois, mais il résonne désormais dans toute la Tunisie et au-delà : « Le peuple veut renverser le *nizâm* », à la fois le « régime » corrompu et le « système » étouffant. Les manifestants n'ont que des pierres et des bâtons, mais leur objectif est clair : la révolution, la *thawra*.

Jours de colère

Le 14 janvier 2011, Ben Ali fuit vers l'Arabie Saoudite. Son régime n'a pas tenu un mois face à la protestation populaire, que l'armée a refusé de réprimer. Le précédent tunisien galvanise les militants en Égypte, qui parviennent à occuper pacifiquement la place Tahrir (Libération), au centre du Caire, le 25 janvier. Moubarak espère calmer le jeu en nommant Omar Suleimane, le chef des services de renseignement, à la vice-présidence et en le chargeant de négocier avec les partis d'opposition (dont les Frères musulmans).

Ces manœuvres d'un autre âge n'endiguent pas la dynamique révolutionnaire, qui s'étend dans toute l'Égypte, en lointain écho de la *thawra* de 1919. Le 11 février 2011, Suleimane annonce la démission de Moubarak, qui s'envole pour Charm al-Cheikh, dans le Sinaï. Un Conseil supérieur des forces armées (CSFA) prend le pouvoir. Il s'agit techniquement d'un coup d'État, comme en

janvier 1992 en Algérie. Mais, là où les « décideurs » avaient renversé Bendjedid pour enterrer le verdict des urnes, les généraux égyptiens affirment leur engagement en faveur d'élections rapides.

Des « Jours de colère » sont proclamés dans la foulée de la chute du dictateur égyptien. Le 14 février 2011, les opposants du Bahreïn occupent la place de la Perle, au centre de la capitale, Manama. Ils exigent une constitution démocratique, sans remettre en cause la dynastie régnante des Khalifa (sunnite dans un pays majoritairement chiite). Le même jour, les protestataires yéménites occupent la place Tahrir de Sanaa, mais ils en sont chassés par les partisans de Saleh et se replient sur la place de l'Université, rebaptisée « place du Changement ».

Les autorités algériennes jouent l'apaisement en levant l'état d'urgence, même si les manifestations sont brutalement dispersées dans la capitale. Le 17 février 2011, les protestations organisées dès la veille à Benghazi dégénèrent en affrontements entre unités armées « loyalistes » et « révolutionnaires ». Le 20 février, des marches se déroulent dans tout le Maroc pour demander la « réforme » (et non la « chute ») du régime. Mohammed VI désamorce le potentiel le plus menaçant de cette contestation, où islamistes et gauchistes défilent côte à côte, en décidant la mise en chantier d'une nouvelle constitution.

Le roi Abdallah d'Arabie annonce pour sa part un « paquet » social de 36 milliards de dollars, suivi d'un second « programme » de 93 milliards de dollars, ce qui a pour effet de tuer dans l'œuf le « Jour de colère » prévu le 11 mars 2011 dans le royaume wahhabite. Les cours particulièrement élevés du pétrole permettent en effet d'acheter la paix sociale, à défaut de reconquérir les cœurs. L'Algérie se lance bientôt dans une redistribution aussi généreuse d'une partie de la rente des hydrocarbures.

Le 14 mars 2011, un millier de militaires saoudiens et 500 policiers émiriens pénètrent au Bahreïn, à la demande des Khalifa, avec des dizaines de chars. Même si ces troupes étrangères ne participent pas directement à la répression, elles permettent aux forces de sécurité de réoccuper la place de la Perle le surlendemain. Il s'agit d'une contre-révolution de type classique. L'Arabie et les Émirats se sont engagés pour étouffer la contestation démocratique et ont été aidés en cela par la surenchère chiite de l'Iran, fatale à la cohésion d'une opposition qui se voulait nationale, et non confessionnelle.

Le « mur de la peur » tombe le 15 mars 2011 en Syrie. La ville de Deraa, à la frontière jordanienne, a beau être un bastion historique du Baas, les tortures et les humiliations infligées par les services de sécurité provoquent des manifestations très durement réprimées. Le 18 mars, les tireurs gouvernementaux font un carnage sur la place du Changement de Sanaa. Ce bain de sang provoque des dissensions au sein des forces armées, dont la 1^{re} division blindée rejoint le camp révolutionnaire.

Assad et Saleh comprennent tout l'intérêt qu'ils ont à magnifier la menace jihadiste pour discréditer et diviser une opposition d'un pacifisme sourcilleux. Assad fait libérer des centaines de détenus radicaux, qui rejoignent rapidement les rangs de l'« État islamique en Irak », alors même que ses nervis raflent par milliers, torturent et font « disparaître » les activistes non violents. Saleh va encore plus loin en ordonnant à ses troupes, en mai 2011, d'abandonner aux jihadistes la ville de Zinjibar, qui devient la « capitale » d'un « émirat islamique » au Sud-Yémen.

Le détour libyen

Le président Sarkozy aura soutenu jusqu'au bout l'insoutenable Ben Ali. Il en accuse évidemment les diplomates français qui, devoir de réserve et loyauté républicaine obligent, ne peuvent répondre à ces perfides attaques. Le renversement de Moubarak convainc enfin le président pressé de changer de posture. Il lui faut, une fois de plus, briller, non pas essayer de comprendre le soulèvement démocratique en cours, mais se pousser du col sur le devant de la scène.

En mars 2011, un appel téléphonique de Bernard-Henri Lévy, en mission autoproclamée à Benghazi, fournit l'accroche de ce basculement. BHL annonce sur son portable le nom du chef du Conseil national de transition (CNT), Mustapha Abdeljalil. Ni une, ni deux, Abdeljalil est invité à Paris, flanqué de BHL, et Sarkozy annonce que la France retire sa reconnaissance diplomatique au régime de Kadhafi pour l'accorder au CNT. Ce geste authentiquement révolutionnaire aurait gagné à être soutenu par une vision stratégique plutôt que par des calculs tactiques. Car Sarkozy croit, à un an des présidentielles, que le prestige de chef de guerre rehaussera sa popularité en France. Il déchanté bien vite. Une fois l'OTAN intervenue, à l'initiative de Paris, pour éviter un bain de sang à Benghazi, la campagne occidentale s'enlise dans une guerre de positions entre loyalistes et révolutionnaires sur le golfe de Syrte.

L'engagement en Libye des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, ainsi que l'afflux de journalistes en provenance de l'Égypte voisine, vont durablement associer une image de guerre civile et de violence débridée au soulèvement démocratique dans le monde arabe. Pourtant, les manifestations qui se succèdent au même moment en Syrie, jusqu'à rassembler des centaines de milliers de personnes dans Hama en juillet 2011, demeurent pacifiques, en dépit de la répression meurtrière du régime Assad.

Pendant que l'Europe et le monde n'ont d'yeux que pour les pick-ups surarmés du désert libyen, les Tunisiens jettent les bases d'une Deuxième République, par dialogue entre tous les partis, nationalistes, progressistes et islamistes, et par organisation des élections d'une Constituante. En Égypte, le CSFA impose un tempo nettement moins participatif, avec le soutien des Frères musulmans ; des militants de Tahrir appellent déjà à une « seconde révolution », tandis que la dynamique née de la chute de Moubarak continue de secouer le pays. Même le placide Maroc se dote d'une nouvelle constitution qui, comme tous les textes (re)fondateurs, ne vaut que par ses modalités d'application.

Le 20 août 2011, les insurgés libyens, passant outre la planification rigide de l'OTAN, lancent le soulèvement dans Tripoli. La capitale tombe en quelques jours. Le 15 septembre, Nicolas Sarkozy et David Cameron, le Premier ministre britannique, viennent célébrer la libération dans Tripoli même. Les combats se poursuivent pourtant autour des bastions loyalistes de Beni Walid et de Syrte, où Kadhafi ne sera tué qu'un mois plus tard. Mais il est urgent pour le président français de tourner la page de la crise libyenne sur un bilan de victoire.

Les États-Unis d'Obama ne se sont engagés qu'à contrecœur, et sur l'insistance de la France, dans l'opération libyenne, inventant à cette occasion la troublante expression de « *leading from behind* » (« diriger par l'arrière »). Sarkozy veut désormais se concentrer sur la campagne présidentielle, loin, très loin de tous les bouleversements arabes. C'est alors que l'opposition

syrienne parvient à coaliser l'essentiel de ses tendances dans un Conseil national syrien (CNS), uni dans l'exigence du départ d'Assad et l'aspiration à une Syrie démocratique, elle-même symbolisée par le drapeau à trois étoiles de la lutte anticoloniale.

Nous sommes en octobre 2011 et ce CNS est infiniment plus transparent et représentatif que le CNT libyen. Mais Sarkozy et ses pairs occidentaux lui refusent la reconnaissance qu'ils avaient accordée en quelques jours aux révolutionnaires libyens. Ils émettent au contraire des conditions de cohésion qui vont à l'encontre de la vocation pluraliste du CNS. On sent bien la nostalgie jacobine à l'égard des mouvements de libération de type FLN ou Viêt-cong, à la hiérarchie parfaitement lisible. Or le CNS n'est révolutionnaire que parce qu'il est divers. Et c'est cette diversité qui lui a permis, six mois après le déclenchement de la révolution syrienne, d'endiguer la tendance vers la militarisation, pourtant encouragée par la répression sauvage du régime. En refusant la reconnaissance du CNS, la France ferme un horizon alternatif qui aurait accéléré les mouvements de défection hors de l'appareil politique et militaire d'Assad. Elle livre aussi le CNS à la surenchère des parrains étrangers, la Turquie et le Qatar favorisant les Frères musulmans tandis que l'Arabie pousse ses affidés salafistes.

Car la fracture ouverte en 1990-1991 entre islamistes et salafistes est devenue un fossé béant, aggravée par la rivalité entre le Qatar et l'Arabie. Le fait que ces deux États soient wahhabites prouve bien qu'il s'agit d'un différend politique, et non religieux, qui oppose deux modèles de pouvoir : la monarchie saoudienne, appuyée sur un clergé d'État wahhabite afin de mieux juguler la contestation islamiste intérieure ; l'émirat « postmoderne » du Qatar, dont la légitimité se construit « offshore », dans le soutien au réseau transnational des Frères musulmans. À ce bras de fer entre l'Arabie et le Qatar s'ajoute déjà, en Libye, la rivalité entre les Émirats et le Qatar par factions révolutionnaires interposées.

Les scrutins tenus entre octobre 2011 et janvier 2012 voient la victoire des islamistes : Ennahda remporte 36 % des suffrages au vote pour la Constituante tunisienne et le Parti de la Justice et du Développement (PJD) recueille 29 % des voix aux législatives marocaines. Dans les deux cas, le parti islamiste constitue sous son autorité un gouvernement de coalition. À l'issue des parlementaires égyptiennes, les Frères musulmans totalisent 37 % des voix contre 25 % aux salafistes, que l'Arabie a sommés de participer au jeu politique, contrairement à leur doctrine quiétiste. Le CSFA continue cependant de monopoliser le pouvoir exécutif, le gouvernement n'étant responsable que devant lui, et non devant le Parlement.

Il n'en faut pas plus pour que les commentateurs, qui n'avaient salué que du bout des lèvres le « printemps arabe », se répandent en considérations sur l'« automne islamiste » et l'« hiver intégriste ». Il était pourtant acquis que les partis islamistes remporteraient le premier scrutin de la transition démocratique, du fait de l'ancienneté de leur appareil et de leur capacité à mobiliser le vote protestataire. L'enjeu, comme en Jordanie en 1989-1993, est le scrutin suivant, où le choc des réalités et l'exercice gouvernemental peuvent être fatals aux islamistes.

Pourtant, les Français, aussi pressés que leur président, se détournent déjà des Arabes qui n'ont pas répondu à leurs attentes. On en revient au sempiternel débat sur le caractère compatible ou antagoniste de la démocratie et de l'islam, alors que la question n'est pas celle d'un islamisme plus ou moins « modéré », mais celle des conditions d'avènement de la démocratie dans le monde arabe.

Le piège yéménite

L'Arabie Saoudite, inquiète de l'aggravation de la crise au Yémen, profite de l'hospitalisation sur son sol du président Saleh, blessé dans un attentat en juin 2011, pour lui imposer une solution de transition. L'accord, signé en novembre, prévoit le transfert du pouvoir au vice-président Abd Rabbo Mansour Hadi, en contrepartie d'une immunité totale pour Saleh et ses proches, du maintien de ses fils et neveux dans leurs positions de l'appareil de sécurité et de la préservation du poids du parti présidentiel.

Cette « formule yéménite » d'une transition supposée fluide est refusée par la coalition révolutionnaire mais acceptée par les partis d'opposition, dont l'Islah (La Réforme), la branche locale des Frères musulmans. La dévolution des pouvoirs s'effectue en février 2012, mais elle est suivie du massacre d'une garnison de la province de Zinjibar, visiblement livrée aux jihadistes par des partisans de Saleh. En mai, les célébrations de la Fête nationale sont endeuillées par un carnage terroriste en plein cœur de Sanaa, là aussi impossible sans complicités haut placées.

Le président Hadi dénonce la collusion entre son prédécesseur et Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA). Il met à pied des neveux de Saleh, puis son propre fils, Ahmed Ali Saleh, chef de la garde présidentielle, ce qui provoque en août 2012 des attaques directes contre le ministère de la Défense. Hadi tient bon et parvient à convoquer un Dialogue national qui se conclut, en janvier 2014, par un pacte engageant l'ensemble des forces politiques. La guérilla des Houthistes, active dans l'extrême-nord du pays, refuse d'endosser les conclusions de ce dialogue auquel elle a pourtant participé.

Les Houthistes représentent une forme extrême de l'affirmation de l'identité zaydite, cette dissidence du chiisme qui a marqué l'imamat du Yémen durant un millénaire. Ils sont la première organisation politique du zaydisme en tant que tel, les acteurs zaydites ayant auparavant utilisé les relais tribaux ou, comme l'ex-président Saleh, les partis républicains. L'Iran se lance à partir de 2011 dans une campagne massive de soutien aux Houthistes, reconstituant leur milice en un équivalent local du Hezbollah libanais, dénommé Ansarullah (Les Partisans de Dieu).

Ali Abdallah Saleh voit bien que son pari sur les jihadistes d'AQPA a échoué à saboter la transition démocratique. C'est pourquoi il se tourne vers ses anciens ennemis d'Ansarullah, à qui ses proches vont littéralement ouvrir les portes de Sanaa en septembre 2014. Les personnalités révolutionnaires sont pourchassées dans toute la capitale et le président Hadi est placé sous la tutelle des insurgés pro-iraniens. Ansarullah ne cache pas non plus son soutien inconditionnel à Bachar al-Assad.

Hadi parvient à s'enfuir en février 2015 et installe à Aden son gouvernement légitime, seul reconnu par la communauté internationale. L'Arabie lui apporte son appui actif, alors que l'Iran soutient sans réserve Ansarullah. Dans un pays qui n'a jamais connu de conflit entre Sunnites et Chiites au cours de son histoire, les conditions sont désormais réunies pour un affrontement entre Houthistes et jihadistes, dont Saleh escompte bien sortir vainqueur en jouant sur les deux tableaux. Comme au Bahreïn, mais à fronts renversés, l'Iran et l'Arabie ont contribué à enterrer la révolution au Yémen.

Ansarullah, ouvertement allié aux fidèles de Saleh, mène une offensive éclair sur Tuez en mars 2015 et se rapproche dangereusement d'Aden. Le président Hadi se réfugie alors en Arabie

Saoudite, qui prend la tête d'une coalition de neuf pays (dont les Émirats, le Qatar, le Koweït, le Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie et le Maroc) et lance une campagne de bombardements aériens sur le Yémen. Ces raids ne tardent pas à infliger de lourdes pertes dans la population civile.

Ali Abdallah Saleh, maître du Yémen de 1978 à 2012, se pose en recours : il est solidement implanté dans le camp houthiste, tout en ayant préservé ses complicités jihadistes. Son fils Ahmed Ali Saleh maintient depuis Abou Dhabi, où il est ambassadeur du Yémen de 2012 à 2015, des contacts privilégiés avec les États membres de la coalition pro-Hadi. Des manifestations sont organisées à Sanaa en faveur d'une candidature d'Ahmed Ali Saleh à des présidentielles anticipées. Le clan Saleh prépare ainsi son grand retour au pouvoir, au prix de la dévastation du pays.

Quant aux tribus du Nord-Yémen, qualifiées de « monarchistes » et soutenues par l'Arabie Saoudite durant la guerre de 1962-1970, elles sont désormais assimilées à l'Iran « chiite » et combattues par la même Arabie. Ce rappel historique démontre l'incapacité de la grille d'interprétation confessionnelle (sunnite/chiite) à rendre compte de la dynamique contre-révolutionnaire à l'œuvre dans tout le monde arabe.

L'horreur syrienne

La « formule yéménite », dont on mesure aujourd'hui les retombées désastreuses, est pourtant célébrée à l'hiver 2012 comme la solution idéale par les diplomates de tous bords. Le mythe d'une transition indolore et d'un dictateur de bonne volonté est accrédité pour conjurer les affres de l'incertitude révolutionnaire. Ce même scénario est validé en Syrie par les États-Unis et l'Union européenne, échaudés par l'aventure libyenne et inquiets de la montée en puissance de la guérilla de l'Armée syrienne libre (ASL).

La « formule yéménite » constitue le fondement du « Plan arabe de paix » publié en janvier 2012, après une mission d'observateurs de la Ligue arabe en Syrie marquée par une escalade de la répression gouvernementale sur tous les fronts. Ce « plan » prévoit la dévolution du pouvoir au vice-président Farouk Charaa, chargé d'ouvrir dans les deux semaines un dialogue avec l'opposition, dans la perspective de la constitution d'un gouvernement d'union nationale et de la tenue, sous son égide, d'élections libres dans un délai de deux mois.

L'Arabie s'engage sans réserve en faveur de ce plan, alors que la Russie et l'Iran n'amendent rien de leur soutien inconditionnel à Bachar al-Assad. Le Qatar dénonce le « permis de tuer¹ » que représente pour le despote syrien le veto de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU en février 2012, le jour même d'un pilonnage gouvernemental de quartiers rebelles de Homs, qui fait quelque 200 morts dans la population.

Le plan arabe de paix est endossé peu après par 137 voix contre 12 à l'Assemblée générale de l'ONU. Kofi Annan, l'ancien secrétaire général de l'Organisation, est mandaté pour le mettre en œuvre. Mais Annan, renversant l'ordre des priorités, se rend chez Assad à Damas en mars 2012 pour obtenir l'aval préalable du dictateur. La transition politique est donc édulcorée pour ne plus être qu'un « processus politique ouvert, dirigé par les Syriens, de façon à répondre aux aspirations et préoccupations légitimes du peuple syrien² ».

Une mission de 300 observateurs de l'ONU en Syrie ne parvient ni à garantir un cessez-le-feu, ni à obtenir les libérations annoncées de prisonniers politiques. Au matin du 26 mai 2012, au moins 108 civils, dont quarante-neuf enfants, sont découverts massacrés dans le village de Houla, proche de Homs. Les observateurs de l'ONU, alertés par les militants révolutionnaires, ont attendu d'obtenir l'autorisation officielle du gouverneur de Homs avant de se rendre sur place.

La France et les États-Unis, entre autres, expulsent les ambassadeurs de Syrie et ferment leurs représentations à Damas – c'est la première décision majeure de politique étrangère de François Hollande, qui vient de succéder à Nicolas Sarkozy. Mais aucun État occidental ne rompt les relations diplomatiques avec le régime Assad, qui continue d'incarner la Syrie dans les instances internationales. La démarche d'Annan comme de l'ONU aboutit donc à espérer du bourreau qu'il consente de lui-même à desserrer l'étau sur ses victimes. D'où le rejet de plus en plus virulent d'Annan par l'opposition syrienne.

Assad, outre l'indulgence de l'ONU, peut aussi compter sur le repoussoir de la terreur jihadiste auprès des opinions arabes et occidentales. Un front Nosra (littéralement « Soutien ») s'est constitué comme branche syrienne de l'« État islamique en Irak ». Il perpètre des attentats-suicides dévastateurs, unanimement condamnés par l'opposition syrienne mais salués par Ayman Zawahiri, le successeur à la tête d'Al-Qaida de Ben Laden, tué en mai 2011 au Pakistan.

De nouveaux massacres perpétrés par le régime et ses supplétifs, souvent issus de la minorité alaouite, alimentent la double spirale de la militarisation et de la confessionnalisation (sunnite) de l'opposition. Le CNS, fragilisé par l'absence de reconnaissance internationale, ne peut s'imposer à l'ASL qui, elle-même, peine à garder le contrôle sur les différents groupes armés. Chaque chef local s'organise en réalité pour assurer le financement et l'armement de sa faction, ce qui contribue à la fois à l'enracinement de la guérilla et à son incapacité à mener des opérations d'ensemble. Cette confusion s'aggrave du fait de l'intervention désordonnée de mécènes privés du Golfe, islamistes saoudiens ou salafistes koweïtiens, sur fond de rivalité persistante entre Riyad et Doha.

En juillet 2012, l'insurrection syrienne cède au vertige de la solution militaire et lance une offensive simultanée à Damas et à Alep. Les combats en milieu urbain sont d'une extrême violence, mais les lignes de front se stabilisent progressivement entre Alep-Ouest (loyaliste) et Alep-Est (révolutionnaire), tandis que le régime tient fermement la capitale elle-même, malgré l'implantation révolutionnaire dans la « ceinture » de banlieues.

Le président Obama met en garde son homologue syrien, en août 2012, contre le franchissement de la « ligne rouge » que constituerait l'utilisation des armes chimiques. Assad comprend parfaitement que, s'il respecte cette condition, tout lui est permis : il recourt désormais à l'artillerie lourde, aux bombardements aériens, voire aux tirs de missiles Scud, d'une portée de 300 kilomètres. Mais les pires dévastations sont perpétrées par les « barils », des containers de TNT chargés de grenaille, lâchés à basse altitude par des avions protégés par l'absence d'armement antiaérien au sein de la guérilla.

Le refus du Pentagone de livrer à la rébellion ce type d'armement, voire des missiles antichars, est catégorique, au motif que cet arsenal pourrait tomber dans les mains des jihadistes de Nosra. Ce refus s'étend aux alliés de l'OTAN, notamment la France. La presse occidentale bruisse pourtant de « fuites » sur le soutien supposé des services américains ou européens à l'insurrection syrienne, une façon des deux côtés de l'Atlantique de justifier la passivité

publique. La guérilla, elle, ne voit rien venir, ce qui fait évidemment le jeu des jihadistes sur le terrain. La transformation du CNS en « coalition » élargie, en novembre 2012, ne s'accompagne pas d'avancées diplomatiques sensibles pour l'opposition syrienne.

L'Iran s'inquiète cependant de l'incapacité du régime Assad, malgré une escalade quantitative et qualitative, à récupérer une partie au moins du terrain perdu. Les Gardiens de la Révolution, l'unité d'élite du régime iranien, s'emploient dès lors à réorganiser les commandos syriens en vue d'une contre-guérilla urbaine enfin efficace. Dans l'intervalle, le Hezbollah libanais intervient directement et permet au régime de progresser dans la zone stratégique qui court entre Homs et la frontière libanaise.

Raqqa, dans la vallée de l'Euphrate, était préservée comme « ville ouverte » par la guérilla à des fins d'approvisionnement et de transit. En mars 2013, le front Nosra rompt ce pacte tacite et s'empare de la cité. Un mois plus tard, nouveau coup de théâtre avec la proclamation de l'« État islamique en Irak et en Syrie », désigné sous son acronyme arabe de Daech. Abou Bakr al-Baghdadi, chef du groupe depuis 2010, échoue cependant à soumettre ses anciens alliés de Nosra : ceux-ci se présentent désormais comme la branche syrienne d'Al-Qaida, moins par fidélité envers Zawahiri que par défiance envers Baghdadi.

L'opposition nationaliste et son projet d'une nouvelle Syrie sont les premières victimes de cette polarisation confessionnelle entre Hezbollah chiite et jihadistes sunnites, eux-mêmes divisés entre Daech et Nosra. Le Premier ministre Maliki de l'Irak voisin est par ailleurs parvenu, par son sectarisme brutal, à susciter un véritable soulèvement sunnite. Daech en profite pour retrouver des marges d'intervention dans l'ouest et le nord de l'Irak, jouant des deux côtés de la frontière avec la Syrie.

Assad pense porter le coup de grâce à la coalition révolutionnaire en faisant bombarder les banlieues de Damas, le 21 août 2013, par des obus chimiques mêlés à des charges conventionnelles. Au moins 1 400 personnes périssent dans ces pilonnages, qui n'arrivent pourtant pas à faire plier le camp anti-Assad. Washington, Paris et Londres préparent alors une frappe ciblée du régime Assad, ne serait-ce que pour sanctionner le franchissement de la « ligne rouge » énoncée par la Maison-Blanche un an plus tôt. Obama se ravise pourtant au moment du passage à l'acte, plaçant Hollande dans une position très délicate. Washington et Moscou concluent toutefois un accord sur le désarmement chimique de la Syrie par l'ONU. L'opposition syrienne crie à la trahison, rappelant que l'écrasante majorité des victimes d'Assad ont été tuées par des armes conventionnelles, voire sous la torture. Daech dénonce l'hypocrisie du discours occidental sur les droits de l'homme. Les montées au jihad, notamment en provenance d'Europe, connaissent une progression exponentielle.

La guérilla syrienne décide de lancer en janvier 2014 sa « deuxième révolution », cette fois contre Daech, qu'elle expulse hors des provinces d'Alep et d'Idlib. Le régime Assad réagit en intensifiant sa campagne de bombardements aux « barils » des quartiers rebelles d'Alep, dont la population tombe de un million à 300 000 habitants, du fait de l'exode vers la Turquie voisine. Combattant sur deux fronts, à la fois Assad et Daech, la coalition révolutionnaire est ostensiblement abandonnée par les États-Unis, qui rêvent d'un accord global avec la Russie, moins d'ailleurs sur la crise syrienne que sur le nucléaire iranien.

Baghdadi tire grand avantage de l'acharnement d'Assad contre les forces antijihadistes, mais aussi de la brutalité de Maliki contre l'opposition sunnite en Irak. En juin 2014, Daech s'empare de la ville irakienne de Mossoul et récupère plusieurs milliards de dollars d'armement américain dans la débandade de l'armée irakienne. Le mois suivant, Baghdadi se proclame « calife

Ibrahim » et commence à engranger des ralliements dans toute la galaxie jihadiste, malgré les cris d'orfraie de Zawahiri. En août, Obama se décide enfin à lancer une campagne de bombardements aériens contre Daech en Irak, et à l'étendre en Syrie en septembre.

Cette campagne, indirectement coordonnée avec Damas et Téhéran, conforte la propagande de Daech qui dénonce à satiété la collusion entre les « Croisés » (les Occidentaux) et les « hérétiques » (chiites ou alaouites). Le millier de jihadistes tués dans les raids de Washington et de ses alliés est largement compensé pour Daech par la poussée exceptionnelle du recrutement, galvanisé sur les réseaux sociaux par la perspective d'un jihad antiaméricain.

Au moins 220 000 personnes ont été tuées durant les quatre premières années de la crise syrienne. La moitié de la population a été contrainte de quitter son foyer, déplacée à l'intérieur du pays ou réfugiée à l'étranger. Les dévastations infligées au patrimoine culturel comme aux infrastructures de base sont effroyables. La coalition révolutionnaire persiste néanmoins dans sa détermination à défaire à la fois Daech et Assad, tenu à bout de bras par le Hezbollah et l'Iran (qui assure la garde rapprochée du despote). La France de Hollande renvoie elle aussi dos à dos les deux bourreaux du peuple syrien, mais elle est bien isolée au sein des démocraties occidentales qui, après avoir abandonné l'opposition syrienne, sont aujourd'hui tentées de renouer avec le tyran de Damas.

La voie tunisienne et l'impasse égyptienne

L'observation comparée de l'évolution de la Tunisie et de l'Égypte à compter de l'automne 2011 est riche d'enseignements sur l'héritage contemporain de la Nahda : la Tunisie, berceau de la première constitution arabe en 1861, n'a voté qu'une fois, durant les trois années post-Ben Ali, et ce fut pour élire une constituante qui adopta, en janvier 2014, le texte fondateur de la Deuxième République ; l'Égypte, théâtre de la modernisation autoritaire des khédives au XIX^e siècle, a soumis au référendum trois constitutions successives (et largement contradictoires) durant les trois années qui ont suivi la chute de Moubarak.

La légitimité constitutionnelle demeure centrale en Tunisie et elle a fini par s'imposer, non sans crise ni douleur, aux islamistes comme aux nationalistes. En Égypte, la constitutionnalité a continué d'être définie par une Cour suprême nommée par Moubarak, et ces juges d'ancien régime en sont venus à dissoudre, en juin 2012, le premier Parlement issu d'élections libres. Le principe constitutionnel, vidé de sa charge démocratique, n'a plus été qu'un argument instrumentalisé par les forces en compétition pour le contrôle de l'État.

Les Frères musulmans, engagés sur le tard et à la marge dans la révolution anti-Moubarak, ont d'emblée opté pour une alliance avec les militaires du CSFA contre la jeunesse contestataire. Ils jettent toutes leurs forces dans la bataille présidentielle, remportée de justesse en juin 2012 par leur candidat, Mohammed Morsi, avec 51,7 % des voix. Morsi croit soumettre le CSFA en le décapitant, deux mois plus tard. Mais la promotion d'Abdelfattah Sissi comme ministre de la Défense et nouveau chef du CSFA marque l'avènement d'une nouvelle génération de généraux, bien plus politiques (et intrigants) que leurs aînés, eux-mêmes anesthésiés sous les fastes de Moubarak.

Sissi capitalise sur la politique étroitement partisane de Morsi. Lui qui était chargé du dialogue avec la jeunesse révolutionnaire au sein du CSFA (en tant que chef du renseignement militaire) rouvre des canaux avec des militants qui lancent en avril 2013 le mouvement Tamarrod (Rébellion, à bien distinguer de la « révolution », terme peu prisé par Sissi). Des manifestations monstres, encadrées par l'armée (et même par l'aviation), se succèdent contre Morsi. Le premier président démocratiquement élu d'Égypte est finalement renversé en juillet 2013 par un coup d'État militaire.

À la mi-août 2013, un millier de personnes sont massacrées au Caire dans la dispersion des rassemblements pro-Morsi par les forces de sécurité. La coïncidence entre ce bain de sang et le carnage chimique de Damas n'est pas fortuite. Sissi et Assad misent en effet sur le retournement contre-révolutionnaire de l'opinion occidentale, tout en étant habités, comme les « décideurs » algériens avant eux, par le fantasme d'une « éradication » de la contestation islamiste.

Comme dans l'Algérie de la « décennie noire », comme dans la Syrie dévastée par Assad, cette « éradication » n'aboutit qu'à renforcer des jihadistes incomparablement plus menaçants pour toute vie politique et culturelle digne de ce nom. Les Partisans de Jérusalem (Ansar Beit al-Maqdis, ABM) contrôlent désormais une bonne partie du Sinaï, mènent des attentats jusqu'au centre du Caire et dans le delta du Nil, avant de proclamer leur ralliement à Daech. Ils ne sont en outre pas le seul groupe jihadiste à sévir ainsi dans les métropoles égyptiennes.

Sissi est « élu » président avec 97 % des voix en mai 2014, quelques jours avant qu'Assad se contente d'un plus modeste 89 %. Sissi peut compter sur le soutien financier de l'Arabie et des Émirats, qui auraient englouti une trentaine de milliards de dollars³ en Égypte dans les dix-huit mois suivant le renversement de Morsi. L'acharnement à l'encontre des Frères musulmans, mais aussi les règlements de comptes avec Doha, expliquent ce chèque en blanc signé par Riyad et Abou Dhabi.

Le maître du Caire a également trouvé dans la Libye voisine un moyen de garantir cette manne. Son émule local, Khalifa Haftar, englobe sous le terme de « terroristes » tous ceux qui lui tiennent tête, alors qu'il n'hésite pas à recycler d'anciens fidèles de Kadhafi. Adossé à la frontière égyptienne, à Tobrouk, il mène des raids, parfois appuyés par l'aviation du Caire ou d'Abou Dhabi, qui ne font qu'amplifier la menace jihadiste, selon la logique perverse déjà à l'œuvre contre Daech en Syrie.

La Tunisie, malgré son marasme économique et ses contradictions parfois vives, ne dépend pas comme l'Égypte d'une rente dérivée du Golfe (ou versée par les États-Unis au titre de la paix avec Israël). Ses institutions sont solides et, après la victoire nationaliste aux présidentielles comme aux législatives de l'automne 2014, les islamistes acceptent une participation ultra-minoritaire dans un gouvernement de redressement national. Certes, la menace jihadiste demeure réelle en Tunisie, mais les assassinats politiques perpétrés en 2013 ont provoqué le sursaut du « Dialogue national ». Les trois atouts majeurs de la Tunisie dans sa transition démocratique se sont révélés être la capacité des islamistes et des nationalistes à collaborer dans l'intérêt du pays (refoulant les cauchemars d'« éradication » réciproque), la puissance du mouvement social (et avant tout du syndicat UGTT, qui avait déjà tenu tête à la répression de Bourguiba) et la défense des institutions par les forces armées.

Par contraste, tous les instigateurs militaires de la contre-révolution arabe sont convaincus de leur droit inné à disposer d'un pays dont ils accaparent les ressources. La « raison du régime » prend toujours le pas sur la « raison d'État »⁴ et la population est implacablement sacrifiée à la

préservation des intérêts de la clique dirigeante. Ce scénario, déjà tragique vingt ans plus tôt en Algérie, prend des allures de catastrophe historique, à la mesure de la sauvagerie de la contre-révolution en cours.

Le 25 janvier 2015, Shaima Sabbagh vient, avec un groupe de l'Alliance populaire socialiste, déposer une gerbe de fleurs sur la place Tahrir, à la mémoire des « martyrs » du soulèvement anti-Moubarak. Cette poétesse progressiste de trente-quatre ans, séparée de son mari et qui élève seule leur enfant de cinq ans, est abattue par la police d'un tir de chevrotines dans le dos. Le médecin légiste ose affirmer que c'est la « maigreur » de l'assassinée qui est la cause de son décès, car l'absence de graisse aurait permis aux éclats de toucher son cœur et son poumon. Les policiers laissent leur victime agoniser sur la chaussée, pendant qu'ils emprisonnent ses camarades. En ce même jour de quatrième anniversaire de la révolution égyptienne, dix-sept autres personnes tombent sous les balles des forces de sécurité.

L'hécatombe algérienne de la « décennie noire » restait dans l'ordre de grandeur de l'épouvantable « guerre de libération » de 1954-1962. Mais, pour trouver des massacres comparables à ceux qui ont ensanglanté Le Caire en 2013, il faut remonter aux tueries perpétrées du temps de l'expédition d'Égypte en 1798. Et le précédent le plus proche de l'horreur infligée par Assad à la Syrie se trouve dans les dévastations infligées par Tamerlan en 1400-1401. C'est dire combien le refus dictatorial de la Nahda n'est pas la simple préservation du *statu quo*, mais une régression absolue vers les âges les plus tourmentés de l'histoire arabe, avec les destructions du patrimoine culturel qui l'accompagnent.

Le projet criminel des Assad et autres Sissi va bien au-delà de la restauration autoritaire, même brutale : il vise à enraciner la peur du moindre changement au plus profond de l'être de leurs compatriotes, la seule évocation de la liberté devant déclencher en eux une décharge électrique. C'est au prix de cette torture collective que les « décideurs » algériens ont fait endosser, en avril 2014, la reconduction de Bouteflika sur le trône présidentiel... en chaise roulante.

Les nervis de Nasser pouvaient se contenter en 1954 de clamer « Pas de parti, pas de Parlement, pas d'élection ». En 2015, il faut toute la barbarie de Daech pour espérer faire taire les aspirations arabes à la libération, alors même que l'expérience tunisienne prouve qu'il n'y avait aucune fatalité à cet hallucinant déferlement de violence. C'est bel et bien en suivant le chemin de l'émancipation individuelle et collective, tracé dès le XIX^e siècle par les pionniers des Lumières arabes, que peut être conjurée la monstrueuse menace des despotes et des jihadistes, les uns alimentant les autres.

Notes du chapitre 7

1. *Le Monde*, 7 février 2012.
2. Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU le 21 mars 2012.
3. Benjamin BARTHE, « L'affaire Sissileaks qui embarrasse Le Caire », *Le Monde*, 4 mars 2015.
4. J'emprunte cette éclairante distinction au politologue Ghassan Salamé.

De *Charlie* au Bardo

La France de la Révolution a pensé les Arabes en tant qu'Arabes alors qu'eux-mêmes ne se considéraient encore que comme musulmans. L'expédition d'Égypte et le soutien à Mohammed Ali d'une part, la conquête de l'Algérie d'autre part, ont ancré les relations franco-arabes dans la longue durée d'une histoire partagée. La vocation universaliste de la France l'a amenée à investir ses valeurs tout autant que sa puissance dans cette aventure collective, là où la Grande-Bretagne conservait la distance de la gestion indirecte (*indirect rule*).

La III^e République, en imposant avec une violence inouïe l'« Algérie française », a lié le destin de notre pays à celui des Arabes. Les protectorats français sur la Tunisie et le Maroc, puis les mandats sur la Syrie et le Liban, ont consolidé ce lien. La République française a réduit les Arabes d'Algérie à n'être plus que des « musulmans », en rupture avec le projet de « royaume arabe » cher à Napoléon III. Elle s'est en revanche réclamée au Moyen-Orient de la mission de « protection » des minorités que revendiquaient déjà les rois de France.

Cette « islamisation » des Arabes et cette obsession des « minorités » continuent de peser lourdement sur le débat français. Là réside l'obstacle principal à l'appréhension, dans toute sa complexité historique, du mouvement de libération qui traverse le monde arabe depuis 2011. Les dictatures arabes sont entrées dans une crise durable, de nature révolutionnaire, du fait de leur refus absolu de reconnaître le peuple comme source de la souveraineté.

L'enjeu de ces conflits désormais enchevêtrés demeure le même que celui posé un siècle plus tôt, à la fin de l'Empire ottoman : il s'agit du droit des peuples arabes à l'autodétermination, droit dénié par l'intervention coloniale, droit confisqué lors des indépendances par le « grand détournement » des régimes militaires, droit bafoué par le « deux poids deux mesures » du conflit pour le Koweït, droit piétiné au nom de l'impératif de la « guerre globale contre la terreur », droit dévoyé à l'ONU du fait de la représentation des peuples par les régimes qui les oppriment.

Les Arabes ne demandent fondamentalement que leurs droits et les Français devraient le comprendre mieux que tout autre peuple. Ces droits, ils se battent pour les obtenir dans le cadre des frontières coloniales, car c'est dans ce cadre, aussi artificiel et contestable soit-il, que leur lutte politique se déroule depuis des décennies. Mais les despotes, prêts à toutes les extrémités pour étouffer la contestation, ont alimenté le monstre jihadiste, qui se joue des frontières pour diffuser son projet totalitaire.

Du 7 au 9 janvier 2015, les tueurs frappent à trois reprises dans Paris : *Charlie Hebdo*, des policiers, un magasin juif, chacune de leurs cibles vise à susciter des représailles sanglantes contre les musulmans de France, selon la logique suivie par Zarqaoui en Irak pour y prendre les Sunnites en otages. Les meurtriers ont beau être nés en France, leur passage au jihadisme s'est fait dans le cadre de la « filière des Buttes-Chaumont », active dès 2004-2005. Rappelons que la

« filière des Buttes Chaumont » était assistée par les services d'Assad et que les frères Kouachi ont été entraînés dans un camp yéménite d'Al-Qaida, en cette année 2011 où le dictateur Saleh abandonnait des pans entiers du pays aux jihadistes pour mieux s'accrocher au pouvoir à Sanaa.

L'homme clé de cette campagne terroriste en Europe est aussi responsable de l'expansion meurtrière de Daech en Afrique du Nord : Boubaker al-Hakim, pilier de la « filière des Buttes-Chaumont », fut le mentor des frères Kouachi, avant de revendiquer les crimes politiques qui ont en 2013 bien failli compromettre la transition tunisienne. Les assassins de la liberté sont les mêmes à Paris et à Tunis. Ils ont encore frappé, le 18 mars 2015, tuant vingt-deux personnes, dont quatre touristes français, au musée du Bardo. Daech, qui a assumé la responsabilité du massacre, bénéficie partout du soutien direct ou indirect des contre-révolutionnaires arabes.

Malgré cette communauté d'ennemis, la tragédie de la libération arabe suscite dans notre société plus de rejet que d'empathie, plus d'accablement que de clairvoyance. C'est précisément l'objectif que poursuivent aujourd'hui les despotes arabes, à l'image des « décideurs » algériens deux décennies plus tôt : nous pousser à ne plus vouloir voir ni comprendre les drames qui se déroulent au sud de la Méditerranée, amener le sentiment d'horreur à paralyser notre entendement, obscurcir sous les massacres le sens profond de ce combat pour les libertés.

Les deux siècles d'histoire partagée entre Français et Arabes rendent illusoire toute tentative de retrancher notre pays dans une tour d'ivoire, d'où il pourrait contempler sans risque les tourments infligés par des tyrans déchaînés et les tortionnaires jihadistes. Il y aura encore des drames et des deuils, car les attentats déjoués sur notre sol ces dernières semaines montrent que la menace terroriste s'est installée pour durer.

Que ce livre s'achève pourtant sur une note d'espoir.

Partout, les dictatures arabes peinent à trouver un second souffle, et leurs parrains étrangers s'épuisent à les financer en pure perte. La chute de moitié des cours du pétrole entre l'été 2014 et l'hiver 2015 menace l'équilibre interne des systèmes despotiques, qui avaient pu compter sur des cours des hydrocarbures inégalés pour amortir le choc de la vague révolutionnaire de 2011. Quant au totalitarisme de Daech, il finira par céder face à une réalité qu'il ne pourra plier à son dogme. C'est bien pour imposer sa fêrûle à des populations rétives que le « calife de la terreur » recrute par milliers des supplétifs européens.

Mais les bourreaux ne partiront jamais d'eux-mêmes, il faudra les renverser. Les Arabes le savent et, à défaut de notre concours, ils aspirent au moins à notre compréhension. Il en va de notre avenir commun et de notre liberté à tous.

Sélection bibliographique

- Gilbert ACHCAR, *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Actes Sud, Paris, 2013.
- Sofia AMARA, *Infiltrée dans l'enfer syrien*, Stock, Paris, 2014.
- Jacques BERQUE, *Les Arabes*, Actes Sud, Paris, 1997.
- Hamit BOZARSLAN, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, La Découverte, Paris, 2011.
- François BURGAT et Bruno PAOLI (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, La Découverte, Paris, 2013.
- Ignace DALLE, *La V^e République et le Monde arabe*, Fayard, Paris, 2014.
- Alain DIECKHOFF, *Le Conflit israélo-arabe*, Armand Colin, Paris, 2011.
- Alain GRESH et Dominique VIDAL, *Les Cent Clefs du Moyen-Orient*, Pluriel, Paris, 2011.
- Nicolas HENIN, *Jihad Academy*, Fayard, Paris, 2015.
- Béatrice HIBOU, *La Force de l'obéissance*, La Découverte, Paris, 2006.
- Samir KASSIR, *Histoire de Beyrouth*, Fayard, Paris, 2003.
- Gilles KEPEL, *Le Prophète et le Pharaon*, Folio, Paris, 2012.
- Rashid KHALIDI, *Palestine, histoire d'un État introuvable*, Actes Sud, Paris, 2007.
- Farhad KHOSROKHAVAR, *Radicalisation*, Maison des sciences de l'homme, Paris, 2014.
- Hala KODMANI, *La Syrie promise*, Actes Sud, Paris, 2014.
- Stéphane LACROIX, *Les Islamistes saoudiens*, PUF, Paris, 2010.
- Henry LAURENS, *La Question de Palestine, I. L'Invention de la Terre sainte*, Fayard, Paris, 1999 ; *II. Une mission sacrée de civilisation*, Fayard, Paris, 2002 ; *III. L'Accomplissement des prophéties*, Fayard, Paris, 2007 ; *IV. Le Rameau d'olivier et le Fusil du combattant*, Fayard, Paris, 2011.
- Jonathan LITTELL, *Carnets de Homs*, Gallimard, Paris, 2012.
- Pierre-Jean LUIZARD, *Le Piège Daech*, La Découverte, Paris, 2015.
- Ziad MAJED, *Syrie, la révolution orpheline*, Actes Sud, Paris, 2014.
- Luis MARTINEZ, *Violence de la rente pétrolière. Algérie, Libye, Irak*, Presses de Sciences Po, Paris, 2010.
- Daniel RIVET, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Pluriel, Paris, 2010.
- Maxime RODINSON, *Les Arabes*, PUF, Paris, 2002.
- Eugene ROGAN, *Histoire des Arabes*, Perrin, Paris, 2013.
- Bernard ROUGIER, *L'Oumma en fragments*, PUF, Paris, 2011.
- Olivier ROY, *Le Croissant et le Chaos*, Hachette, Paris, 2007.
- Michel SEURAT, *L'État de barbarie*, PUF, Paris, 2012.
- Benjamin STORA (avec Edwy PLENEL), *Le 89 arabe*, Stock, Paris, 2011.
- Pierre VERMEREN, *Maghreb, les origines de la révolution démocratique*, Pluriel, Paris, 2011.

À chaque fois, l'édition la plus récente a été indiquée, ainsi que l'édition française pour les ouvrages en langue étrangère.

- ABBAS, Mahmoud, 181, 197, 205
ABDALLAH (d'Arabie), 215
ABDALLAH (de Jordanie), 62, 81, 83
ABDALLAH II (de Jordanie), 200
ABDELJALIL, Mustapha, 217
ABDELKADER, 26, 27, 87
ABDELKRIM AL-KHATTABI, 68, 85
ABDEL SHAFI, Haydar, 180, 181
ABDUH, Mohammed, 37, 57, 70, 106
AHMED (imam), 116
AHMED I^{er} (bey), 29, 34
ALBANI, Nasredine (al-), 161
ANNAN, Kofi, 227, 229
ARAFAT, Yasser, 115, 121, 127, 128, 129, 133, 134, 139, 141, 149, 151, 152, 154, 155, 159, 181, 182, 184, 185, 197
ARVIEUX, Laurent (d'), 9, 10
ASSAD, Bachar (al-), 195, 201, 202, 204, 206, 207, 208, 210, 216, 218, 219, 220, 224, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 237, 238, 241, 245
ASSAD, Hafez (al-), 114, 115, 123, 129, 130, 131, 135, 137, 143, 147, 148, 152, 153, 154, 156, 157, 159, 161, 164, 165, 182, 200, 207, 208, 210
AZZAM, Abdallah, 129, 145, 146
- BADR (imam), 116, 122
BAGHDADI, Abou Bakr (al-), 232, 234
BAKR, Ahmed Hassan (al-), 138
BALFOUR, Arthur, 53, 54, 62, 66
BANNA, Hassan (al-), 70, 71, 73, 83, 101, 136
BARAK, Ehud, 184, 185, 197
BEGIN, Menahem, 142, 151, 152
BEN ALI, Zine al-Abidine, 156, 158, 159, 192, 202, 206, 207, 210, 213, 216, 235
BEN BADIS, Abdelhamid, 72
BEN BELLA, Ahmed, 109, 110, 111, 130, 156
BENDJEDID, Chadli, 109, 149, 150, 173, 174, 214
BEN LADEN, Oussama, 145, 146, 160, 186, 187, 188, 190, 191, 192, 193, 195, 197, 229
BEN YOUSSEF, Salah, 86, 87, 107
BONAPARTE, Louis Napoléon, 27

BONAPARTE, Napoléon, 11, 12, 13, 14, 22, 24, 25, 26, 30, 31, 32
BOUAZIZI, Mohammed, 6, 212
BOUDIAF, Mohammed, 175, 176, 179
BOUMEDIENE, Houari, 109, 110, 111, 122, 123, 124, 130, 138, 140, 149, 150, 157, 178, 210
BOURGUIBA, Habib, 73, 86, 87, 107, 108, 140, 156, 210, 240
BOUSTANI, Boutros, 34
BOUTEFLIKA, Abdelaziz, 111, 149, 178, 179, 208, 242
BRÉMOND, Édouard, 50
BUSH, George H., 162, 180, 192, 207
BUSH, George W., 191, 192, 193, 194, 202, 207

CAMERON, David, 219
CARTER, Jimmy, 142, 144
CHARAA, Farouk, 227
CHARLEMAGNE, 7, 9
CHARLES X, 25
CHEBBI, Aboul Kacem, 5, 74
CHICHAKLI, Adib, 101, 102, 103, 107
CHIDIAQ, Ahmed Faris, 34
CHIRAC, Jacques, 154, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206
CHURCHILL, Winston, 79
CLINTON, Bill, 181, 183, 184, 185, 187, 188
COSSERY, Albert, 166

DE GAULLE, Charles, 80, 88, 108, 119, 120, 121, 150, 171
DJEMAL PACHA, 38, 45, 47, 49, 52

EISENHOWER, Dwight, 105, 120
ENVER PACHA, 38

FAROUK (d'Égypte), 83, 101, 227
FAWWAZ, Khaled, 187
FAYSAL BEN ABDELAZIZ, 113, 115, 116, 117, 118, 122, 130, 131, 133
FAYSAL BEN HUSSEIN, 47, 48, 50, 54, 55, 56, 58, 60, 61, 62, 102
FRANCO, Francisco, 68
FRANÇOIS I^{er}, 9

GANDHI, Mohandas Karamchand, 95
GENET, Jean, 127
GEORGES-PICOT, François, 51, 52, 66
GHANNOUCHI, Rached, 156
GISCARD D'ESTAING, Valéry, 151
GODARD, Jean-Luc, 127

GOURAUD, Henri, 60
GRAZIANI, Rodolfo, 76
GUILLAUME II, 43, 60

HABACHE, Georges, 128
HACHEM, 46
HADI, Abd Rabbo Mansour, 222, 223, 224, 225
HAFTAR, Khalifa, 239
HAKIM, Boubaker (al-), 195, 246
HAMAD AL-THANI, 188
HAMDI, Ibrahim (al-), 130
HAMMOUDA PACHA, 28, 30
HARIRI, Rafic, 199, 201, 203, 205
HARIRI, Saad, 205
HAROUN AL-RACHID, 7, 8, 9
HASSAN II, 110, 139, 140
HERZL, Theodor, 38
HOLLANDE, François, 228, 233, 235
HUSSEIN (de Jordanie), 113, 118, 129, 159, 164, 182, 183
HUSSEIN, Saddam, 138, 143, 145, 146, 147, 153, 157, 158, 160, 162, 163, 164, 165, 171, 193,
194, 195, 202, 207
HUSSEIN IBN ALI (bey), 20
HUSSEIN IBN ALI (chérif), 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 63

IBN ABDELWAHHAB,
Mohammed, 22
IBN SAOUD, Abdelaziz, 46, 50, 63, 64, 65
IBRAHIM, Hafez, 73
IBRAHIM PACHA, 23, 25
IDRISS AL-SENOUSSI, 76, 84, 122

JEDID, Salah, 114, 115, 129
JOSPIN, Lionel, 201

KADHAFI, Mouammar, 122, 123, 138, 192, 206, 208, 217, 219, 239
KARZAI, Hamid, 193
KAWAKIBI, Abderrahmane, 35, 36, 37, 106
KELKAL, Khaled, 177
KEMAL, Mustapha, 62, 63
KHEYREDDINE PACHA, 30
KHOMEINY, Rouhollah, 141, 143, 145, 154
KISSINGER, Henry, 132, 133
KLEBER, Jean-Baptiste, 13

KOUACHI, Chérif et Saïd, 245, 246

LESSEPS, Ferdinand (de), 30

LÉVY, Bernard-Henri, 217

LÉVY, Henri-Léopold, 7

LIAMINE BEY, 87

LOUIS IX, 8

LOUIS-PHILIPPE, 25, 29

LOUIS XIV, 11

MAKHOLOUF, Rami, 210

MALIKI, Nouri (al-), 207, 232, 234

MASSIGNON, Louis, 60, 61

MCMAHON, Henry, 48, 49, 51, 53, 54

MECHAAL, Khaled, 183, 184

MEDIENE, Tewfik, 174

MEHMED V, 44

MENOU, Abdallah, 13, 14

MITTERRAND, François, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 162, 165, 175, 205

MOHAMMED (prophète), 12, 13, 21, 35, 46

MOHAMMED ALI (khédive), 23, 25, 32, 243

MOHAMMED BEY, 29

MOHAMMED V, 85, 86, 110

MOHAMMED VI, 200, 214

MORSI, Mohammed, 236, 237, 238

MOUBARAK, Hosni, 146, 159, 165, 187, 192, 203, 208, 210, 213, 217, 218, 236, 240

MUKHTAR, Omar (al-), 76

MUSSOLINI, Benito, 76

NAGUIB, Mohammed, 102, 103

NAHAS, Mustapha, 70

NAPOLÉON III, 27, 244

NASSER, Gamal Abdel, 96, 101, 103, 104, 105, 107, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 121, 122, 123, 129, 136, 210, 242

NETANYAHOU, Benyamin, 183, 185

NEZZAR, Khaled, 172, 173, 174, 177, 178

NIXON, Richard, 131

OBAMA, Barack, 219, 230, 233, 234

OMAR, Mohammed (mollah), 188

OMRANE, Mohammed, 114

PÉRÈS, Shimon, 181, 183, 198

PÉTAÏN, Philippe, 68
POLIGNAC, Jules (de), 25
POMPIDOU, Georges, 150
PONTECORVO, Gillo, 110
PRIMO DE RIVERA, Miguel, 68

QARDAOUI, Youssef, 137
QASSAM, Ezzedine (al-), 170
QOTB, Mohammed, 136
QOTB, Sayyed, 136

RABIN, Itzhak, 172, 181, 182, 183, 184
RIDA, Rachid, 37, 70

SABBAGH, Shaima, 6, 240
SADATE, Anouar, 101, 116, 129, 130, 137, 142, 146, 156
SADIQ BEY, 29
SALADIN, 44, 60, 105, 158, 159
SALEH, Ahmed Ali, 198, 223, 225, 226
SALEH, Ali Abdallah, 157, 158, 159, 198, 208, 214, 216, 222, 223, 224, 225, 245
SALLAL, Abdallah, 116, 117, 121
SAOUD (d'Arabie), 113
SAOUD (imam), 29
SARKOZY, Nicolas, 205, 206, 216, 217, 218, 219, 228
SAYYID, Lotfi (al-), 37
SEURAT, Michel, 147, 154
SHAMIR, Itzhak, 152
SHARON, Ariel, 151, 185, 197, 198
SHUQAYRI, Ahmed, 115
SISSI, Abdelfattah, 237, 238, 241
SOLIMAN LE MAGNIFIQUE, 9
SULEIMANE, Omar, 187,
213
SYKES, Mark, 51, 52, 53, 54, 66

TAHTAWI, Rifaa, 5, 24, 25, 37
TAKLA, Sami et Bishara, 34
TALAAT PACHA, 38
TAMERLAN, 241
THAALBI, Abdelaziz, 71, 72, 73
TROTSKI, Léon, 54

WILSON, Woodrow, 54, 58

YASSINE, Ahmed, 139, 184, 197

ZAGHLOUL, Saad, 57, 70

ZAHAWI, Jamal Sidqi, 35

ZAHER SHAH, 193

ZAÏM, Hosni, 101, 107, 122

ZARQAoui, Abou Moussab, 193, 195, 196, 245

ZAWAHIRI, Ayman, 146, 186, 187, 190, 193, 229, 232, 234

ZAYDAN, Jurji, 34

ZBIRI, Tahar, 111

ZEROUAL, Liamine, 177, 178

Note

*. Afin de simplifier la lecture des recherches indexées, tapez ou copiez-collez dans l'outil recherche le nom de l'item choisi.

/